

**MINISTRE DES ENSEIGNEMENTS SUPERIEUR ET
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

DIRECTION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (DNESRS)

INSTITUT POLYTECHNIQUE RURAL DE FORMATION ET DE
RECHERCHE APPLIQUEE (IPR/IFRA) DE KATIBOUGOU



DEPARTEMENT D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHES
DES SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

RÉPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But - Une foi

**ETUDE DIAGNOSTIQUE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE
NATIONALE EN SPECIALISTES EN AGROECONOMIE ET
DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE LA SITUATION AU
MALI**

Rapport final

Par :

Pr Souleymane KOUYATE agro économiste chef d'équipe
Yobi GUINDO spécialiste en sciences de l'éducation
Boubacar DIARRA agro économiste.

**Avec la participation de
Jacob COULIBALY** agronome

Juin 2009

Liste des abréviations et acronymes

ACDI	Agence Canadienne pour le Développement International
ACP	Afrique Caraïbe et Pacifique
AE	Académie d'Enseignement
AFD	Agence Française pour le Développement
AGETIPE	Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
ANPE	Agence Nationale de PROMOTION DE L'Emploi
AOPP	Association des Organisations Professionnelles Paysannes
APCAM	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
APEJ	Agence Pour l'Emploi des Jeunes
APPM	Agence de Placement pour le Mali
BE	Bureau d'Etudes
BM	Banque Mondiale
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale pour le Développement Agricole
BSFD	Banque Système Financier Décentralisé
CCA/ONG	Cellule de Coordination des Actions des ONG
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO	Communauté Economique et Douanière des Etats de l'Ouest Afrique
CERCAP	Centre d'Etudes et de renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer
CMDT	Compagnie Malienne des Textiles
CNEC	Centre National des Examens et Concours (au Ministère de l'Education Nationale)
CNOP	Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali
CNRST	Centre National de Recherche Scientifique et Technique
CPS DR	Cellule de Planification et de Statistique du Développement Rural
CPS DR	Cellule de Planification et de Statistique (Développement Rural)
CPS –E	Cellule de Planification et de Statistique du Ministère de l'Education
CT	Collectivité Territoriale
CTB	Coopération Technique Belge
DEA	Diplôme d'Etudes Approfondies
DESS	Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées
DNA	Direction Nationale de l'Agriculture
DNCT	Direction Nationale des Collectivités Territoriales
DNESG	Direction Nationale de l'Enseignement Secondaire Général
DNESG	Direction Nationale de l'Enseignement Secondaire Général
DNESRS	Direction Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
DNETP	Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel
DNETP	Direction Nationale de l'Enseignement Technique et Professionnel
DNFPP	Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel
DNGR	Direction Nationale du Génie Rural
DNP	Direction Nationale de la Pêche
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNPIA	Direction Nationale des Productions et Industries Agricoles
DNSI	Direction Nationale de Statistique et de l'Informatique
DNSV	Direction Nationale des Services Vétérinaires
ECOFIL	Economie des Filières
ENI -ABT	Ecole Nationale d'Ingénieurs - Abdrahamane Baba Touré
ENSUP	Ecole Normale Supérieure
EP	Entreprise Privée
FAFPA	Fond d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAST	Faculté des Sciences et Techniques

FED	Fond Européen de Développement
FLASH	Faculté des Langues, des Arts et des Sciences Humaines
FODESA	Fonds de Développement en Zone Sahélienne- Agence Nationale de Coordination et de Gestion- ANCG
FSEG	Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
FSJE	Faculté des Sciences Juridiques et Economiques
GIC-Mali	Groupe d'Ingénieurs Consultants
HUICOMA	Huilerie Cotonnière du Mali
IER	Institut d'Economie Rurale
INSAH	Institut du Sahel
IR	Institutions de Recherche
ISFRA	Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée
IUG	Institut Universitaire de Gestion
LAM	Lycée Askia Mohamed
LJF	Lycée de Jeunes Filles
LMD	Licence Master Doctorat
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LPK	Lycée Prosper Kamara
LTB	Lycée Technique de Bamako
MESSRS	Ministère de l'Enseignement Secondaire Supérieur et de la Recherche Scientifique
MTE	Mathématique Technique et Economie
MTGC	Mathématique Technique Génie Civil
MTI	Mathématique Technique Industrie
ODR	Opération de développement Rural
OEF	Office de l'Emploi et de la Formation
OHVN	Office Haute Vallée du Niger
OMA	Observatoire de Marché Agricole
OP	Organisation Paysanne
OPAM	Office des Produits Agricoles du Mali
PAC	Politique Agricole Commune
PAS	Programme d'Ajustement Structurel
PASAOP	Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes
PCDA	Programme de Compétitivité pour le Développement et la Diversification Agricole
PNUD	Programme des Nations Unies pour le <développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PP	Projets/programmes
PTF	Partenaire Technique et Financier
RUB	Rectorat de l'Université de Bamako
SB	Sciences Biologiques
SC	Services Centraux
SE	Sciences Exactes
SECO/ONG	Secrétariat de Coordination des Organisations Non Gouvernementales
SERNES	Service d'Experts pour les Ressources Naturelles et l'Environnement au Sahel
SFD	Système Financier Décentralisé
SNV	ONG Néerlandaise
SOMAKOFF	Société Mandala Kouma et Frère
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africain
UFAE	Unité de Formation et d'Appui aux Entreprises
ULB	Université Libre de Bruxelles
UMB	Université Mandé Bukari
TOKTEN	Transfer Of Knowledge Through Expatriate Nationals

Table des matières

Liste des abréviations et acronymes	2
Liste des tableaux	6
Liste des graphiques	7
Résumé conclusions recommandations	8
Introduction	13
PREMIERE PARTIE : CADRAGE DE L'ETUDE	15
1.1. Contexte et justification de l'étude	16
1.2. But et objectifs	18
1.3. Résultats attendus	19
1.4. Méthodologie	19
1.4.1. Les étapes	19
1.4.2. Les outils et supports	20
1.4.3. Les groupes cibles et les structures touchées	20
1.4.4. La collecte et le traitement des informations	20
1.4.5. Les difficultés rencontrées	20
DEUXIEME PARTIE : L'OFFRE NATIONALE DE FORMATION D'AGRO ECONOMISTES ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION	21
Chapitre 1 : Les déterminants de l'offre nationale de formation d'agro économistes	22
2.1.1. Les considérations générales	22
2.1.2. Les flux potentiels des bacheliers futurs étudiants possibles en agro économie	23
2.1.2.1. Flux des établissements d'enseignement général	23
2.1.2.2. Flux des établissements d'enseignement technique	25
2.1.2.3. Flux des établissements d'enseignement professionnel	25
2.1.3. Les orientations de bacheliers dans le système universitaire national	27
2.1.4. L'attractivité et la disponibilité des enseignants pour le programme de formation en agro économie	27
2.1.4.1. Le personnel enseignant de l'IPR/IFRA	27
2.1.4.2. Les agro économistes du marché en tant que formateurs extérieurs potentiels	27
2.1.4.3. Les appuis possibles de l'extérieur	28
Chapitre 2 : La situation actuelle de l'offre de nationale de formation d'agro économistes et les perspectives d'évolution	29
2.2.1. Les établissements et les programmes de formation en agro économie existants	29
2.2.1.1. Objectifs	29
2.2.1.2. Stratégie	29
2.2.1.3. Les offres de formation	30
2.2.1.3.1. Les Licences	30
2.2.1.3.2. Les Masters	30
2.2.1.3.3. Les Doctorats	30
2.2.1.4. Le personnel enseignant	31
2.2.1.5. Les étudiants	31
2.2.1.6. Les difficultés rencontrées	31
2.2.2. Les perspectives d'évolution de la situation	31
2.2.3. Différences entre l'offre de formation de l'UMB et celle de l'IPR/IFRA et les domaines de collaboration possibles	33
2.2.3.1. Les différences entre l'offre de formation de l'UMB et celle de l'IPR/IFRA	33
2.2.3.2. Les domaines de collaboration possibles	33
TROISIEME PARTIE : LA DEMANDE NATIONALE DE FORMATION D'AGRO ECONOMISTES ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION	34
Chapitre 1 : La situation actuelle de la demande nationale en agro économiste	35
3.1.1. Considérations générales	35
3.1.2. Les grandes fonctions organiques requérant l'emploi d'un agro économiste	35

3.3.3. Les facteurs qui influencent les offres d'emploi d'agro économistes et le niveau actuel des recrutements.....	37
3.3.3.1. Les facteurs qui influencent les offres d'emploi d'agro économistes	37
3.3.3.2. Les recrutements d'agro économistes dans le secteur public	38
3.3.3.3. Les recrutements d'agro économistes dans le secteur privé.....	38
Chapitre 2 : L'état des besoins en agro économiste au sein des structures et les perspectives d'évolution	40
3.2.1. La situation générale du personnel technique au sein des structures visitées ..	40
3.2.2. Les problèmes posés par secteur et par groupe cible et les compétences requises d'agro économistes pour les résoudre	41
3.2.2.1. Situation générale.....	41
3.2.2.2 Situation par secteur et par groupe cible	42
3.2.2.2.1. Secteur public	42
3.2.2.2.2. Secteur privé	44
3.2.3. Les options de spécialisation requises	48
3.2.4. Les besoins nouveaux exprimés en spécialiste de profil agro économie et les perspectives d'évolution.....	51
3.2.5. Les besoins exprimés en renforcement de capacité du personnel en fonction et perspectives d'évolution.....	52
CONCLUSIONS_SUGGESTIONS & RECOMMANDATIONS	55
1. Conclusions générales	56
2. Suggestions et recommandations.....	57
Liste des documents consultés	60
ANNEXES	62
Annexe 1 : Termes de Référence de l'étude diagnostique de l'offre et de la demande nationale en spécialistes en agroéconomie au mali et des perspectives d'évolution de la situation	63
Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées	70
Annexe 3 : Groupes cibles et structures touchées par rapport aux structures visées .	79
Annexe 4 : Outils et supports de collecte d'informations	82
Annexe 5 : Fiches techniques des grandes thématiques de formation en agro économie	96
Annexe 6 : Liste et caractéristiques du noyau de futurs enseignants potentiels dans le programme de formation	103
Annexe7 : Résultats d'enquête auprès d'un groupe de jeune diplômé agro économiste	104

Liste des tableaux

Tableau 1 : Outils /supports utilisés pour la collecte des informations

Tableau 2 : Récapitulatif des résultats du BAC des séries scientifiques

Tableau 3 : Flux des établissements de l'enseignement technique

Tableau 4 : Résultats des examens du brevet de technicien 2eme Partie

Tableau 5 : Récapitulatif des résultats du baccalauréat des séries SB et MTE

Tableau 6 : Etat des orientations de bacheliers dans les différentes facultés

Tableau 7 : Matrice générale des grandes fonctions organiques requérant l'emploi d'agro économiste au sein des groupes cibles

Tableau 8 : Situation des recrutements à la fonction publique dans la spécialité agro économie

Tableau 9 : Situation du personnel technique par spécialité au niveau national

Tableau 10 : Situation des niveaux de formation du personnel technique au niveau national

Tableau 11 : Situation du personnel technique par spécialité au niveau des régions visitées

Tableau 12 : Situation des niveaux de formation du personnel technique au niveau des régions visitées

Tableau 13 : Matrice des grandes thématiques de formation en agro économie pour pallier aux problèmes posés au sein des différents groupes cibles

Tableau 14 : Besoins numériques nouveaux en agro économistes exprimés par niveau de formation au niveau national

Tableau 15 : Besoins numériques nouveaux en agro économiste par niveau de formations exprimées au niveau des régions visitées

Tableau 16 : Besoins numériques en renforcement de capacité du personnel existant par niveau de formation au niveau national

Tableau 17 : Besoins numériques pour le renforcement de capacités du personnel existant exprimés par niveau de formation au niveau des régions visitées

Tableau 18 : Récapitulatif général des besoins nouveaux exprimés en agro économiste selon les niveaux

Tableau 19 : Récapitulatif général des besoins en renforcement de capacité en agro économiste selon les niveaux

Liste des graphiques

Graphique 1 : Admission au bac des séries scientifiques

Graphique 2: mention MTE-SB 2006

Graphique 3 : État des passages au BAC avec mention (séries SB et MTE) en 2007

Graphique 4: mention MTE-SB 2008

Graphique 5 : Admission au BAC des séries techniques

Graphique 6 : Admissions aux examens professionnels

Graphique 7 : Admission au BAC des séries SB et MTE

Graphique 8 : Orientation des bacheliers dans les facultés de 2004 à 2008

Résumé conclusions recommandations

A l'issue de la présente étude, les constats qui suivent peuvent être faites :

Des offres de formation

L'offre nationale des formations au niveau du supérieur est dominée par les facteurs suivants :

- Un taux de réussite au BAC relativement modeste dans les séries scientifiques du système d'enseignement secondaire général ;
- Des réussites avec mention en quantité très faible qui dénotent d'une crise aigüe de qualité ;
- Des effectifs de nouveaux bacheliers orientés sur les facultés de l'université en augmentation constante d'une année à l'autre. ;
- L'offre de formation en agro économie au niveau national reste dominée par le master offert par l'UMB qui est sur le point d'ouvrir un nouveau master en politique agricole et économie paysanne.

De l'emploi des agro économistes

L'étude révèle que le niveau de recrutement des agro économistes est globalement très faible tant dans le secteur public que dans le secteur privé malgré que tout le monde soit unanime sur l'utilité incontournable de cette spécialité.

Des problèmes posés en compétences dans le domaine de l' agro économie

La spécialité agro économie est la moins représentée au sein des groupes cibles et cela tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Ce qui confirme l'hypothèse de la faible représentativité des agro économistes dans le tissu de la production à tous les niveaux.

D'une manière générale, l'enquête révèle un déficit remarquable en connaissances liées à l'économie et particulièrement dans les disciplines de base de cette spécialité. Ainsi autant les agro économistes manquent au sein de l'ensemble des groupes cibles, autant les compétences liées à cette spécialité sont absentes.

Les groupes cibles sont confrontés à des problèmes de limitation de taille des postes à pouvoir dus soit à des cadres organiques soit à des restrictions ou des encadrements prédéfinis.

De la spécification des besoins en agro économistes

L'analyse des besoins en agro économiste comme exprimés par les différents groupes cibles lors des enquêtes tant au niveau national qu'au niveau des régions visitées donne des tendances globales qui se présentent schématiquement comme suit :

- Des besoins nouveaux en agro économistes généralement réels et assez importants d'une structure à l'autre et très significatifs au niveau des services étatiques ;
- Des besoins en renforcement de capacités des professionnels encore plus importants au niveau de toutes les structures ;

- Des niveaux de formation requis orientés sur: le Master et la Licence Professionnels.
- Des niveaux de formation requis orientés sur: le Master et la Licence Professionnels.

Des thématiques et options de spécialisation requises de formation en agro économie

L'observation croisée des besoins de compétence par structure analysée telle que cela apparaît dans la matrice ci-dessus permet de constater que toutes les thématiques sont utiles car elles sont toutes citées sans exception. L'utilité de ces thématiques est homogène et régulièrement repartie entre presque tous les groupes cibles. Cependant du point de vue densité de la demande, les plus utiles sont par ordre d'importance :

- 1. Economie du développement agricole et agro alimentaire ;**
- 2. Economie et gestion des projets de développement agricole et rural ;**
- 3. Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business ;**
- 4. Études socio- économiques dans les secteurs de l'économie rurale ;**
- 5. Analyse des chaînes de valeur des produits agricoles et agroalimentaires,**

L'utilité de ces thématiques est homogène et régulièrement repartie entre presque tous les groupes cibles.

Les options de spécialisation pourront donc être focalisées par ordre de priorité sur ces principaux thématiques demandés, à savoir : l'économie et gestion des projets de développement agricole et rural, les études socio économiques dans les secteurs de l'économie rurale, l'économie agricole et agroalimentaire, la planification et planification du développement agricole et rural.

L'analyse comparative des tendances actuelles de la croissance économique du pays et des besoins subséquents en agro économistes permet d'espérer sur une valorisation systématique et généralisée de cette filière de formation au Mali.

Sur la base des conclusions générales ci dessus l'équipe propose les suggestions et recommandations qui suivent :

1. Pour ce qui concerne les dispositions générales

L'opportunité de l'ouverture de la filière agro économie à l'IPR/IFRA de Katibougou est indiscutable et peut même être qualifiée comme une exigence du secteur productif national. Toutefois les conditions suivantes devront être prises en charge :

- Prendre les dispositions réglementaires requises pour permettre un accès direct à l'IPR/IFRA de Katibougou des bacheliers du cycle général et des cycles technique et professionnel. Cela n'est pas un retour à l'ancien système mais un moyen pour permettre une formation complète dans une logique dictée par les spécificités d'une telle filière. Cela est même une exigence fondamentale du système LMD ;
- Commencer par l'ouverture du cycle destiné aux jeunes bacheliers et cela à la mesure du possible dans le délai le plus proche (horizon octobre 2009) et déployer tous les efforts possibles pour réunir toutes les conditions nécessaires à cet effet. Avec la grande volonté cela nous semble jouable dans la mesure où les deux premières années concernent le tronc commun intégré autour d'unités d'enseignement dont les animateurs sont presque tous les enseignants de l'IPR/IFRA. Il reste entendu que la faisabilité dépendra de la capacité de l'administration à diligenter les actions desquelles dépend le processus. Envisager par la suite dans un délai d'au mois 6 mois (horizon début 2010) l'ouverture de la

filière « **renforcement de capacités** » destinée aux professionnels qui serait payant.

Pour cette dernière, il est vivement recommandé d'initier une étude de faisabilité qui permettra d'analyser de façon plus approfondie la rentabilité économique et sociale ;

- Viser dans le cycle destiné aux jeunes bacheliers pour le moment le niveau Master donnant ainsi l'opportunité à tous d'y accéder à condition d'être performant durant le cycle. Ceux qui, pour des raisons diverses, souhaiteraient arrêter les études chemin faisant auront l'opportunité à travers les niveaux licences professionnelles 1 et 2 et même le master 1 ;
- Accompagner la formation par la mise en place d'un comité consultatif impliquant l'ensemble des acteurs concernés y compris les employeurs en vue d'un suivi systématique et rapproché du marché de l'emploi destiné aux agro économistes de manière à pouvoir exploiter les opportunités offertes dans le temps et dans l'espace.
- Pendre impérativement en compte dans l'offre de formation proposée les principales conclusions de la présente étude notamment en ce qui concerne la projection des tailles de promotion et les options de spécialisations souhaitées par les groupes cibles ;
- Etablir les ponts de communication pratiques avec les établissements d'enseignement secondaire général, technique et professionnel (Lycées, centres de formation professionnels, etc.) d'une part et les groupes cibles futurs employeurs possibles des produits de manière à garantir la circulation d'informations continues et dynamiques de part et d'autre.

Il faut noter que dans ce cadre, une campagne d'information de grande envergure devra être envisagée dans les étapes plus poussées du processus et au fur et à mesure que l'on se rapprocherait de l'ouverture effective de la filière ;

- Pour donner plus d'attractivité des élèves et enseignants à la future nouvelle filière, il est indispensable d'organiser une grande publicité autour d'elle.

A cet effet il est vivement recommandé de mettre au point et exécuter un programme de mobilisation et sensibilisation général qui définira les actions à mener et le chronogramme de mise en œuvre. Au stade actuel, l'engagement de l'IPR/IFRA doit se traduire par l'implication résolue de tout le personnel enseignant concerné par le programme dans la suite du processus.

2. Pour ce qui concerne les futurs étudiants et auditeurs

- Compte tenu de la qualité assez faible des bacheliers actuels, il faudra parvenir à établir dès le démarrage les balises requises pour permettre de retenir les meilleurs notamment ceux justifiant de mentions assez bien et bien dans la mesure du possible. Il faut toutefois prévoir un mode de recrutement assez flexible qui puisse satisfaire les demandes en prenant en compte les autres cycles du secondaire notamment les cycles technique et professionnel. Des passerelles devront être bien dégagées afin de permettre aux professionnels et aux diplômés des écoles de formation agropastorales d'accéder au cycle Master.

A cet effet, une clé de répartition raisonnable et établie selon les réalités du terrain devra être initiée adoptée et publiée officiellement chaque année ;

- Revoir le cadre général d'hébergement des étudiants pour rendre plus attractive les études à Katibougou à l'intention des jeunes bacheliers.

3. Pour ce qui concerne le programme de formation

Poursuivre le processus et finaliser la conception des programmes par la mise au point des contenus effectifs des unités d'enseignement en rapport avec le personnel-enseignant au sein de l'IPR/IFRA de Katibougou et les futurs enseignants extérieurs ;

Pour éviter la multiplicité des options de spécialisation, il est recommandé vivement de se limiter exclusivement à deux options Les deux thématiques à savoir **1. Economie du développement agricole et agro alimentaire ; 2. Economie et gestion des projets de développement agricole et rural** ,peuvent constituer des noyaux pour la formation depuis le niveau licence jusqu'au master. .

4. Pour ce qui concerne le personnel enseignant

- Poursuivre le processus d'identification des formateurs potentiels en vu de la mise au point effective du répertoire propre à l'IPR/IFRA,
- Envisager le recrutement à la fonction publique d'au moins 3 nouveaux enseignants de profil agro économie dont un de niveau doctoral et deux (2) de niveau master ;
- Le niveau d'attractivité du personnel enseignant dépendra de la capacité à proposer des taux de rémunération compétitif.

Aussi il est suggéré de réviser à la hausse le taux actuellement en vigueur qui n'est pas incitatif.

- L'importance du niveau global de la demande ne doit pas laisser perdre de vue la nécessité de mettre l'accent sur la qualité. Surtout lorsque l'on sait que les niveaux actuels des bacheliers ne sont pas des meilleurs.

Il est suggéré à cet effet de veiller strictement à l'élaboration de critères d'admission rigoureux sur le plan de la qualité.

- Utiliser d'avantage le système TOKTEN pour bénéficier de l'appui des maliens expatriés ;
- Explorer et exploiter les possibilités d'utilisation des agro économistes des pays de la sous région dont notamment en Cote d'Ivoire, Sénégal et Burkina Faso.

5. Pour ce qui concerne le partenariat

La diversité et la complexité des actions à entreprendre dans le processus dictent la nécessité d'élargir le cadre des partenariats.

Aussi est il recommandé de veiller l'élargissement de la plateforme des partenaires par la recherche de nouvelles collaborations surtout avec des programmes similaires à l'extérieur du pays (Université de Zaria au Nigeria, Université de Lomé au Togo, Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès). Il est également suggéré d'entretenir des relations de complémentarité avec l'UMB. Cela pourra se faire à travers un protocole d'accord qui définira le cadre institutionnel de cette collaboration.

Le nouveau programme devra collaborer avec l'UMB en ce qui concerne l'analyse des politiques agricoles

6. Facteurs d'accompagnement

Il nous paraît fondamentalement nécessaire de constituer un fond documentaire de démarrage qui sera progressivement agrandi. Il est également nécessaire de constituer une base de données des exploitations agricoles qui seront les futurs partenaires du programme de formation. Considérant le rôle extrêmement important de l'Internet tant au niveau du personnel enseignant que des étudiants pour l'accès à la documentation, la mise en état des équipements Internet existants aussi bien à Katibougou qu'à l'annexe est un besoin impérieux.

INTRODUCTION

Le contexte actuel est marqué par la concurrence internationale et sous régionale et par la nécessité de promouvoir un tissu de Petites et Moyennes Entreprises (PME) nationales à même de créer des richesses et des emplois. Par conséquent, les économies africaines en général et en particulier l'économie et l'administration du Mali devront disposer d'une masse critique de ressources humaines compétentes, responsables et conscientes des enjeux auxquels le pays et le continent sont confrontés. L'ouverture d'une filière agro économie à l'IPR/IFRA de Katibougou s'inscrit dans cette perspective.

A la faveur des PAS, le Gouvernement du Mali prône depuis le début des années 90 une politique de libéralisation de l'économie nationale. Dans cette logique, au cours des dix dernières années, le secteur rural, qui constitue le pilier de l'économie nationale, a été profondément restructuré, en vue de libéraliser, de redresser certaines filières (coton et riz) et d'en promouvoir de nouvelles (fruits et légumes). Cet ajustement s'est accompagné de réformes institutionnelles et d'une professionnalisation accrue des organisations paysannes. Au stade actuel, il est devenu une obligation de :

- Rechercher les méthodes les plus efficaces d'utilisation des facteurs de production agricole,
- Renforcer l'intensification des relations de production, le meilleur coût de production, en donnant à l'agriculture et à ses différents secteurs une meilleure rentabilité et efficacité. Ce qui implique le renforcement de capacités au sein du secteur privé aussi bien que le secteur public.

Tout cela n'est possible que si l'on dispose en nombre suffisant et en qualité de cadres spécialisés en économie agricole. Aussi, un des principaux objectifs de développement poursuivi par le Gouvernement de la République du Mali demeure à juste titre la meilleure valorisation des ressources humaines.

On sait par ailleurs qu'aujourd'hui avec l'approche filière, l'agriculture connaît un champ qui va au delà de la production à la transformation et à la commercialisation des produits concernés, à la politique agricole, ainsi qu'à la consommation finale. Toutes ces questions méritent une maîtrise absolue qui n'est possible qu'avec l'implication de cadres qualifiés en économie de filières agricoles aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

Le Mali a connu par le passé plusieurs plans, programmes et schémas directeurs dont la vocation était assurément de sortir l'agriculture de la situation dans laquelle elle est plongée depuis l'indépendance. Des résultats forts appréciables ont été certes obtenus, mais il subsiste toujours des difficultés dans la mesure des impacts socio économiques.

Dans un contexte de prédominance de l'agriculture paysanne, la rentabilité économique des exploitations agricoles doit être vu dans un cadre plus élargi de filière impliquant les acteurs privés et publics de la production, de la transformation et de la commercialisation et aussi de l'encadrement technique, ce qui est actuellement quasi compromis avec l'insuffisance ou le manque de compétences dans le domaine de l'agroéconomie. L'accompagnement en matière de gestion de l'ensemble des acteurs impliqués dans les différentes filières agricoles pour mieux les structurer et en faire de véritables entrepreneurs de leurs domaines respectifs est un besoin pressant de nos jours.

Dans le nouveau cadre de gestion administrative, à savoir la décentralisation, la loi N°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales modifiée par la loi 96-056 du 16 octobre 1996 confère aux collectivités décentralisées des missions de conception, de programmation et de mise en

œuvre des actions de développement économique, social et culturel. Les nouvelles fonctions découlant de ces missions sont entre autres :

- L'élaboration de schémas d'aménagement et de développement ;
- L'élaboration de plans/programmes de développement ;
- La conception et le montage de projets/programmes de développement ;
- La mise en œuvre et le suivi évaluation des projets/programmes ;
- La gestion des projets ;
- L'élaboration et la gestion de budget ;
- L'élaboration de bilans et rapports financiers ;
- La gestion financière et comptable.

Comme il est loisible de le constater, pour assumer ces fonctions, les collectivités ont largement besoin de l'implication de planificateurs, économistes et gestionnaires du domaine rural qu'il faut chercher sur le marché de l'emploi.

Sur le plan de l'intégration sous-régionale, les politiques agricoles communes (UEMOA, CEDEAO) accordent une place de choix à l'agrobusiness qui suppose une bonne maîtrise des dimensions économiques de ce système de production peu connu à l'échelle de la plupart des pays concernés. La mise en œuvre des PAC requiert dès lors l'implication de spécialistes de haut niveau en économie agricole que les états doivent impérativement compter en leur sein.

La loi d'orientation agricole (loi N°06-045/du 5 septembre 2006) indique dans son article 100 chapitre V titre IV que « la formation professionnelle agricole continue est un droit pour le personnel de l'État et des organismes personnalisés, les exploitants, les membres et les personnels des organisations professionnelles agricoles ». Ce qui signifie que toute nouvelle filière de formation est la bienvenue, pourvu qu'elle réponde à des besoins prouvés. La même loi, dans son article 101 chapitre V titre IV stipule que « les établissements d'enseignement, les centres et les instituts de formation agricole sont créés par l'état, les collectivités territoriales, la profession agricole ou les opérateurs privés conformément à la réglementation en vigueur ». Cette disposition donne ainsi en même temps la possibilité d'ouverture de toute filière jugée utile pour le développement agricole.

La présente étude vise à analyser l'offre de formation et la demande nationale en spécialistes de profil agro économiste ainsi que les perspectives d'évolution qui devra en principe permettre de finaliser la proposition d'offre de formation ainsi que le programme y afférent. Le présent document outre l'introduction et les conclusions est structuré en trois (3) grandes parties à savoir :

- Une première partie introductive de l'étude qui rappelle sommairement ses objectifs, les résultats attendus et qui présente la méthodologie adoptée ;
- Une deuxième partie qui aborde l'analyse des offres de formation et les perspectives d'évolution au niveau national ;
- Une troisième partie consacrée à l'analyse de la demande en spécialistes de profil agro économie et qui procède également à la comparaison avec le niveau de l'offre nationale de formation.

Sur la base des conclusions tirées de l'étude, des suggestions et recommandations sont formulées à la fin du document.

PREMIERE PARTIE : CADRAGE DE L'ETUDE

1.1. Contexte et justification de l'étude

De nos jours, le dispositif national d'enseignement supérieur et de recherche scientifique au Mali doit faire face à cinq contraintes majeures qui sont :

- une inadaptation de l'offre de formation à la demande économique et sociale ;
- une forte croissance des effectifs étudiants ;
- une recherche universitaire peu performante ;
- un déséquilibre structurel entre les ressources affectées au secteur et les besoins ;
- une faiblesse des capacités de gouvernance et des capacités d'adaptation.

De l'inadaptation de l'offre de formation à la demande économique et sociale

Dans un contexte économique marqué par un développement relativement faible du secteur moderne, la fonction publique offrant de moins en moins de débouchés pour les diplômés et le secteur privé n'offrant que très peu de perspectives d'emploi, la question de l'insertion sociale et économique des sortants de l'enseignement supérieur se pose avec acuité. L'enquête permanente auprès des ménages de 2004 révélait que 56% des diplômés de l'enseignement supérieur n'avaient pas d'emploi. En dépit de cette faible capacité d'absorption, le secteur moderne privé est toujours à la recherche de nombreuses compétences que le système d'enseignement supérieur actuel ne lui fournit pas actuellement en raison de sa faible adaptation aux besoins de l'économie nationale.

De l'augmentation des effectifs étudiants

Au cours des cinq dernières années, sous l'effet d'une demande sans cesse croissante, les effectifs étudiants ont doublé passant de 20000 à environ 40000 étudiants. Les situations d'effectifs pléthoriques d'étudiants face à des capacités d'accueil limitées se sont multipliées avec comme principale conséquence la détérioration des conditions d'enseignement. Pour les années futures si les tendances actuelles se poursuivent, les effectifs dans l'enseignement supérieur seront de plus 75000 en 2010 et plus de 155000 en 2015 ce qui nécessiterait un budget de fonctionnement de plus de 60 milliards de FCFA.

De la recherche universitaire peu performante

Au Mali, si les institutions de recherche parviennent à produire plus ou moins des résultats en rapport avec leur mission, tel n'est pas le cas pour la recherche universitaire qui reste confrontée à de nombreuses difficultés dont la plus importante est certainement le manque de financement.

Du déséquilibre structurel entre les ressources affectées au secteur et les besoins

Depuis près d'une décennie, on assiste à une baisse progressive des dotations budgétaires moyennes par étudiant et corrélativement une baisse de la qualité de l'enseignement. Globalement insuffisantes, les ressources de l'enseignement supérieur sont affectées pour une grande part aux aides sociales pour les étudiants.

De la faiblesse des capacités de gouvernance et des capacités d'adaptation

Les faiblesses institutionnelles et managériales et notamment les capacités insuffisantes de planification, de programmation de gestion et d'évaluation rendent difficile la mise en place de cadres de développement cohérents et une régulation efficace.

Au regard de toutes ces contraintes l'enseignement supérieur au Mali devra relever un certain nombre de défis dont :

- l'obligatoire adaptation au changement structurel qu'implique la croissance inévitable des populations estudiantines et ses conséquences que sont l'extension et la diversification des structures de formation (révision des offres de formation afin de répondre aux besoins tant quantitatifs que qualitatifs du pays) ;
- la modernisation des processus académiques, des contenus et des méthodes de formation pour permettre au système de demeurer pertinent et de qualité.

Au titre des actions pour la période 2007-2015, les dix orientations principales suivantes sont envisagées :

1. Une révision de l'offre de formation pour l'adapter à la demande ;
2. Une évolution maîtrisée des effectifs étudiants ;
3. La déconcentration /décentralisation des structures universitaires ;
4. La modernisation des pratiques pédagogiques ;
5. La valorisation des enseignants ;
6. La redynamisation de la recherche universitaire ;
7. La promotion d'un secteur privé d'enseignement supérieur plus performant ;
8. Une évolution équilibrée et maîtrisée des dépenses sociales en faveur des étudiants ;
9. L'amélioration des capacités de gouvernance ;
10. Une adaptation des cadres réglementaires et institutionnels.

Sur le plan de la formation diplômante, l'un des problèmes les plus brûlants de l'enseignement supérieur au Mali de nos jours, demeure le phénomène de déséquilibre des flux qui fait que seules quelques filières (Droit, économie, gestion à la FSJE, etc.) pour des raisons de possibilité de débouchés en fin d'études concentrent la majorité des choix de profil de formation. Ainsi, de façon générale les filières dans le domaine agricole bien que toujours fréquentées sont peu prisées alors même que le pays est dit de vocation agro-pastorale. Ce paradoxe est inconcevable dans un contexte où l'économie nationale repose presque totalement sur le secteur primaire (Plus de 50% du PIB en 2004). La première conséquence d'une telle situation est la concentration presque exclusive des diplômés en ville au détriment de la campagne qui reste dramatiquement déficitaire en ressources humaines qualifiées. La seconde conséquence qui est certainement la plus regrettable et la plus dangereuse est le manque d'intérêt progressif et soutenu des générations montantes en tant qu'acteur direct pour le secteur primaire en général et l'agriculture en particulier. Ainsi, actuellement, l'enseignement agricole est le parent pauvre de l'éducation nationale car les débouchés existants sont peu prisés en raison du manque de filière à grande portée d'emploi. On peut toutefois estimer qu'avec l'évolution actuelle de l'économie nationale et surtout des grandes tendances de diversification des productions agricoles, tous les segments des filières de produits agricoles connaissent de changements qualitatifs et ressentent des besoins de professionnalisation. Cette situation oblige un élan d'adaptation. Par ailleurs l'ouverture de cette filière agro économie est le moyen le plus efficace pour valoriser la discipline économie et au sein des autres filières qui pourront en avoir des notions dès le tronc commun ce qui complète de façon remarquable leur cursus comparativement à la situation actuelle.

Cette tendance constitue un véritable contrepoids aux politiques publiques axées sur la promotion du secteur rural.

A l'heure actuelle, le défi urgent à relever par les décideurs est certainement d'agir de manière à équilibrer les flux, ce qui passe d'une manière générale par la revalorisation de l'enseignement agricole et particulièrement par l'ouverture en son sein de filières porteuses d'intérêt pour l'emploi et le développement. Aussi, la sécurité alimentaire (couverture des besoins alimentaires en forte augmentation) et la croissance économique pour lutter contre la pauvreté en générant des revenus et en créant des emplois constituent des défis de développement du pays que seul un meilleur équilibrage des flux de formation peut permettre de relever.

Il est unanimement admis par tous aujourd'hui que l'insuffisance de cadres de profil agro économique pour satisfaire les besoins de développement du pays constitue la plus grande adversité en termes de disponibilité de ressources humaines qualifiées. Il faut préciser que ce déficit n'est pas propre exclusivement au secteur public car il concerne et le secteur privé.

Au titre de l'enseignement supérieur et l'emploi, le forum national sur l'éducation recommandait :

- la création au niveau de l'enseignement supérieur des filières technologiques correspondant aux besoins réels de développement du pays. La priorité devrait porter sur les filières courtes professionnalisantes et la culture de l'entrepreneuriat ;
- développer un partenariat entre les établissements d'enseignement et les entreprises de la place ;
- diffuser l'information autour des filières scientifiques et technologiques au niveau des médias afin de faciliter l'orientation de nombreux jeunes vers ces filières.

Compte tenu de l'ensemble des considérations ci-dessus évoquées, et au regard de son rôle particulier dans la promotion de l'enseignement agricole au Mali, il paraît impérieux d'envisager l'ouverture d'une filière agroéconomie au sein de l'IPR/IFRA de Katibougou en tenant compte du processus général du passage de l'enseignement supérieur au système Licence-Master-Doctorat (LMD). C'est donc dans le but d'étudier minutieusement cette perspective que la présente étude est initiée par la Direction du dit établissement.

1.2. But et objectifs

L'étude a pour but principal la mise en examen d'une part des demandes nationales des secteurs publics, parapublics et privés en cadres agroéconomistes et d'autre part des expériences nationales en formation d'agroéconomistes de manière à pouvoir situer le projet d'ouverture de la spécialité au cycle ingénieur de l'IPR/IFRA de Katibougou.

Pour atteindre ce but, il a été assigné à l'étude les objectifs qui suivent :

- évaluer et analyser les demandes nationales des secteurs publics, parapublics et privés en cadres agroéconomistes ;
- capitaliser et analyser les expériences nationales en formation d'agroéconomistes ;
- caractériser les perspectives d'évolution de la situation.

1.3. Résultats attendus

A la fin de l'étude il devrait être produit un rapport de synthèse sur le diagnostic de l'offre et de la demande nationale en spécialistes en agroéconomie au Mali et des perspectives d'évolution de la situation dans lequel devront être disponibles :

- les caractéristiques des demandes nationales des secteurs publics, parapublics et privés en cadres agroéconomistes ;
- la description et l'analyse des expériences nationales en formation d'agroéconomistes ;
- les perspectives à moyen et long terme d'évolution de la situation.

1.4. Méthodologie

1.4.1. Les étapes

La présente étude a été réalisée conformément aux termes des propositions techniques formulées par l'équipe et soumis au commanditaire.

Elle s'est déroulée suivant les quatre (4) grandes étapes ci-dessous citées.

Etape 1 : Travaux préliminaires

Ils ont concerné :

- l'identification des groupes cibles auprès desquels les informations seront collectées ;
- la détermination pour chaque groupe cible des informations à rechercher ;
- l'élaboration et le test des outils pour la collecte des informations.

ETAPE 2: Travaux de terrain

Ils ont concerné des travaux à Bamako au niveau central et dans les régions de Sikasso, Mopti, Ségou et Koulikoro. Les activités à ces différents niveaux ont porté sur la recherche documentaire et la collecte des informations auprès des groupes ciblés par administration des outils et supports élaborés à cette fin.

ETAPE 3 : Traitement, analyse et interprétation des informations collectées

Les activités se sont articulées autour de la revue et de l'analyse des documents ainsi que le dépouillement des informations collectées sur le terrain au niveau central et dans les régions. A cet effet, il a été utilisé des supports (tableaux intermédiaires) qui ont permis de faire des regroupements. Les résultats ont ensuite été analysés et interprétés ce qui a permis de mettre au point le rapport.

ETAPE 4: Rédaction d'un rapport de synthèse

La rédaction du rapport a été réalisée conformément à un plan préalable qui a été discuté avec certains acteurs principaux.

1.4.2. Les outils et supports

Dans le processus d'exécution de l'étude, il a été conçu et utilisé un ensemble d'outils et de supports dont la nature et le mode d'emploi a varié en fonction des groupes cibles. Le tableau ci-dessous indique par groupe cible l'outil support effectivement utilisé.

Tableau 1 : Outils /supports utilisés pour la collecte des informations

Niveau	Groupe cible	Outil/support	Modèle
National	Services centraux		
	DNSRS, DNESG, DNETP, RUB, DNFP	Guide d'entretien	Cf. annexes 3
	Autres	Fiche de renseignement	Cf. annexe 3
	Institutions de recherche	Fiche de renseignement	
	Facultés de grandes écoles	Fiche de renseignement	
	Etablissements d'enseignement secondaire	Guide d'entretien	Cf annexe 3
	Organisations paysannes, ODR, Projets/programmes, ONG, Banques, SFD, Bureaux d'étude	Fiche de renseignement	
	Agences et autres structures		
	ANPE, APEJ, APPM	Guide d'entretien	
	OMA, ANICT	Fiche de renseignement	
	Jeunes diplômés agro économistes	Fiche	Cf. annexe
	Entreprises Privées	Fiche de renseignement	
	Formateurs potentiels	Fiche	Cf. annexe
	Régional	Structures déconcentrées de l'état	Fiche de renseignement
Collectivités territoriales		Fiche de renseignement	Cf. annexe
AE, lycées, ANPE, APEJ		Guide d'entretien	
Organisations paysannes, ODR, Projets/programmes, ONG, Banques, SFD, Bureaux d'étude		Fiche de renseignement	Cf. annexe

1.4.3. Les groupes cibles et les structures touchées

Les tableaux en annexes qui font le point sur les structures touchées indiquent qu'au niveau national près de 80 % des structures visées ont effectivement été touchés. Au niveau des régions concernées près de 90 % des structures visées ont été touchés.

1.4.4. La collecte et le traitement des informations

La collecte des documents ainsi que le traitement des informations se sont déroulées sur la période allant du 20 mars au 16 avril 2009. Elle a concerné autant le niveau national que le niveau régional. L'analyse documentaire s'est fait concomitamment avec le dépouillement des données collectées. Ce dernier a été réalisé par la saisie des informations dans des tableaux intermédiaires suivi de l'analyse interprétation des paramètres découlant des regroupements.

1.4.5. Les difficultés rencontrées

Malgré la lettre d'introduction du Directeur National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, certaines structures n'ont pas réagi positivement à la requête de fournir les informations ; c'est notamment le cas de la plupart des PTF et des SFD. Il faut noter par ailleurs l'indisponibilité de certains cadres qui n'a pas permis de collecter auprès d'eux les informations. Il est toutefois important de signaler que ces exceptions n'ont en rien altéré la qualité et la quantité globale des données qui restent largement à la hauteur des espérances.

**DEUXIEME PARTIE : L'OFFRE NATIONALE DE FORMATION D'AGRO
ECONOMISTES ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION**

CHAPITRE 1 : LES DETERMINANTS DE L'OFFRE NATIONALE DE FORMATION D'AGRO ECONOMISTES

2.1.1. Les considérations générales

L'offre de formation en agro économie dans un pays donné est tributaire d'un ensemble de facteurs parmi lesquels on peut retenir notamment :

- La volonté affirmée du gouvernement à investir dans cette formation ;
- La disponibilité d'écoles et universités prêtes à accueillir cette formation ;
- Le niveau des demandes formelles et informelles sur le terrain ;
- La capacité d'information des étudiants sur l'agro économie et les filières ;
- Les conditions salariales attractives.

Pour les conditions actuelles du Mali, la volonté du Gouvernement de diversifier d'une manière générale les filières de formation et singulièrement d'ouvrir la spécialité agro économie à l'IPR/IFRA de Katibougou est une réalité exprimée depuis 2007. En effet, l'activité de préparation de cette ouverture était déjà prévue dans le plan d'action de la DNESRS de l'année académique 2006-2007. Il faut préciser que le gouvernement en adoptant la nouvelle politique de l'enseignement supérieur à travers de nouvelles orientation pour la période 2007-2015 s'est déjà inscrit dans cette logique de réforme. Les dispositions pratiques déjà prises par le département de tutelle qui ont consisté à faciliter les voyages d'études et à appuyer la réalisation des différentes études constituent des preuves de son engagement à faire aboutir ce projet.

Le choix de l'IPR/IFRA de Katibougou pour abriter cette nouvelle filière ne requiert pas de gros investissements en infrastructures car elles existent déjà sur place. Cela est valable tant pour l'amphithéâtre, les salles de classe que pour l'essentiel du matériel didactique. L'existence de foyers habitables in situ pour les étudiants constitue également un avantage remarquable. Un autre avantage non des moindres est le fait que l'établissement est polytechnique avec l'ensemble des disciplines en rapport avec l'agriculture, l'élevage et l'agroforesterie. Ainsi dans ces conditions, l'ouverture d'une telle filière comme l'agro économie peut être utile pour toutes les autres filières qui trouveront leur compte.

Pour ce qui concerne le niveau des demandes, des enquêtes ont été réalisées auprès des employeurs potentiels des futurs produits.

D'une manière générale, le pays dispose de tous les canaux d'informations possibles (presses parlée, écrite, audiovisuelle etc.) aussi bien au niveau national que régional et local pour toucher le maximum d'élèves bacheliers qui pourront avoir de l'intérêt pour la nouvelle filière.

La rareté du profil agro économie parmi les spécialités présentes sur le marché national de l'emploi est un facteur qui rend la rémunération remarquablement particulière et surtout attrayante.

2.1.2. Les flux potentiels des bacheliers futurs étudiants possibles en agro économie

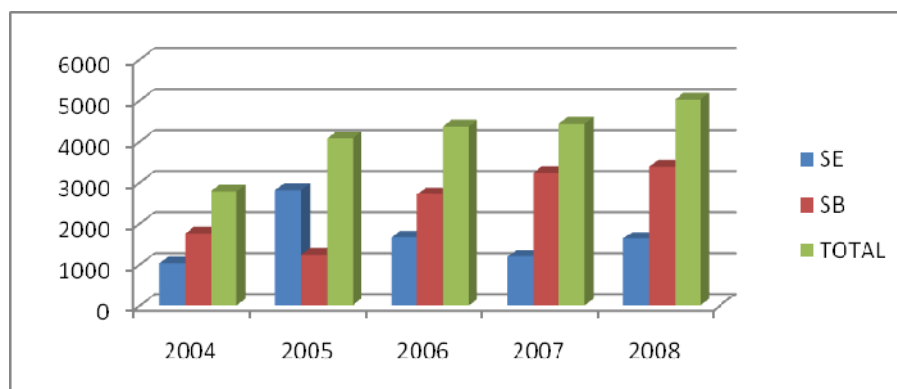
2.1.2.1. Flux des établissements d'enseignement général

Tableau 2 : Récapitulatif des résultats du BAC des séries scientifiques

ANNEES	SE				SB				Total			
	Insc.	Prés	Adm	% Adm	Insc.	Prés	Adm	% Adm	Insc.	Prés	Adm	% Adm
2004	3789	3549	1025	28,88	8915	8080	1762	21,81	12704	11629	2787	23,97
2005	9627	8821	2819	31,96	3991	3730	1249	33,49	13618	13357	4068	30,46
2006	3835	3620	1658	45,8	8499	8085	2711	33,53	12334	11920	4369	36,65
2007	3323	3155	1195	37,88	8286	7917	3235	40,86	11609	11240	4430	39,41
2008	3437	3156	1630	51,6	8019	7448	3387	45,47	11456	10885	5017	46,09

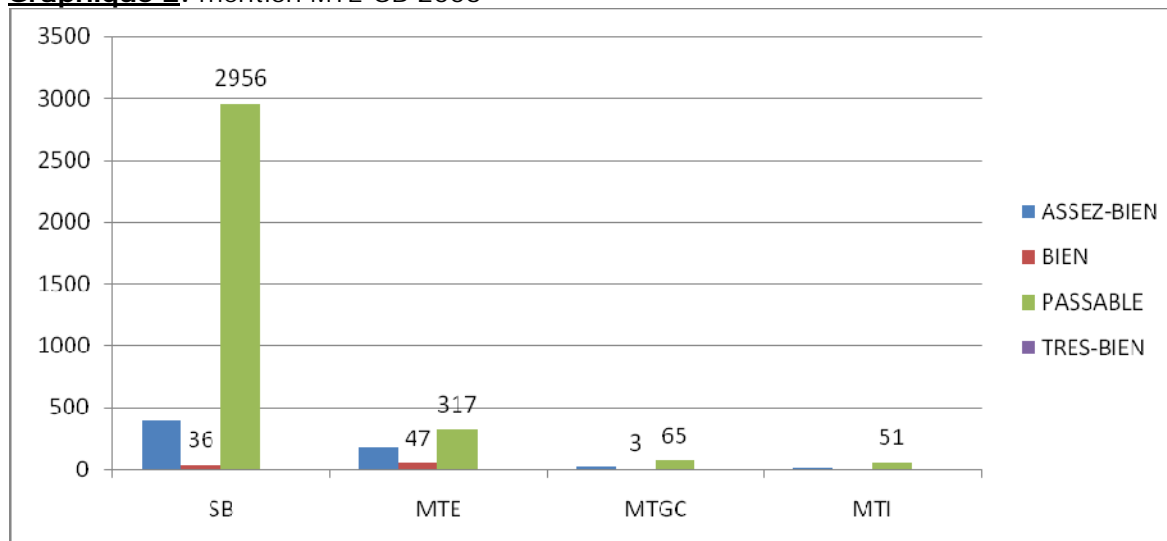
Source : DNE SR SB=sciences Biologiques SE=sciences Exactes

Graphique 1 : Admission au bac des séries scientifiques :



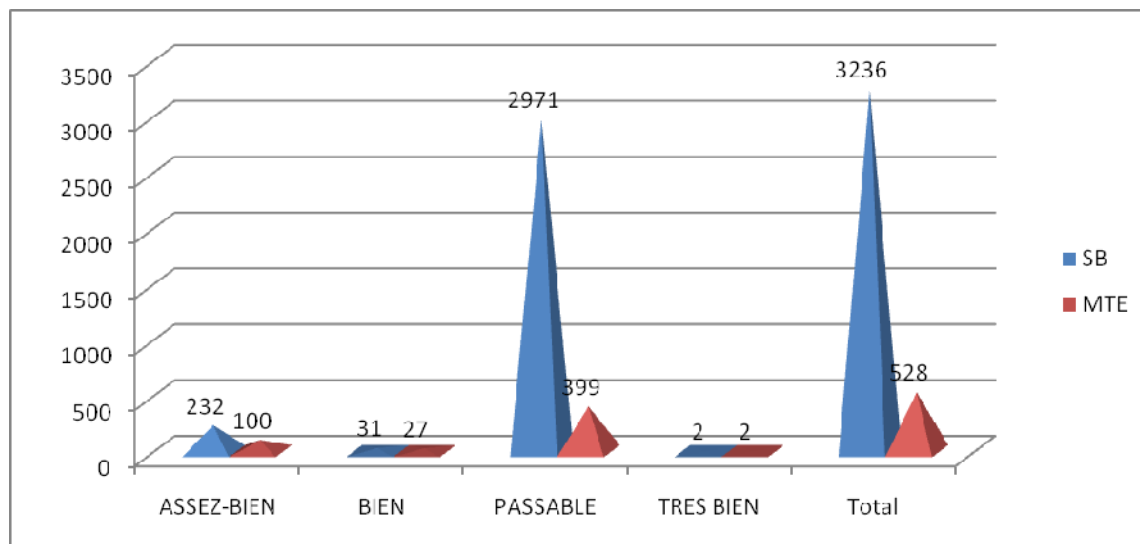
Les bacheliers des séries scientifiques sont des candidats naturels, évidemment avec les autres séries des lycées techniques, pour la formation en agroéconomie. Pour ces deux séries, nous avons déjà un effectif d'admis de plus de 5000 admis en 2008.

Graphique 2 : mention MTE-SB 2006



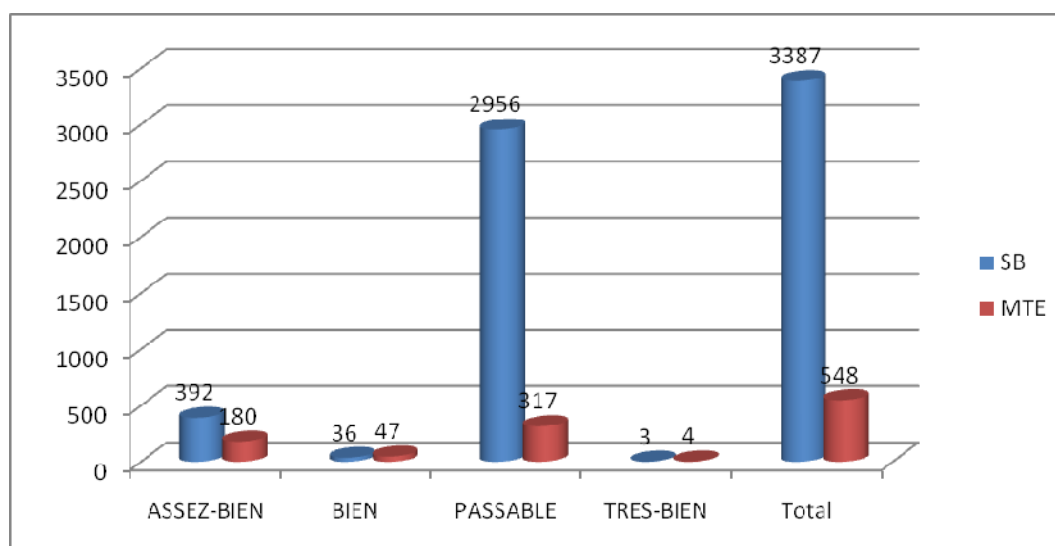
Les mentions sont généralement passables dans les deux séries avec une légère hausse des « assez bien » et « bien » en MTE en 2006.

Graphique 3 : État des passages au BAC avec mention (séries SB et MTE) en 2007



Les élèves des séries SB représentent 3 236 admis au bac. Par contre, les séries MTE qui ne sont d'ailleurs pas nombreuses ne représentent que 528 admis. Les pourcentages de passage au BAC avec mentions restent toutefois plus élevés dans le MTE.

Graphique 4: Mention MTE-SB 2008



Les proportions de passage restent toujours dans la même proportion qu'en 2007 avec des mentions aux taux identiques.

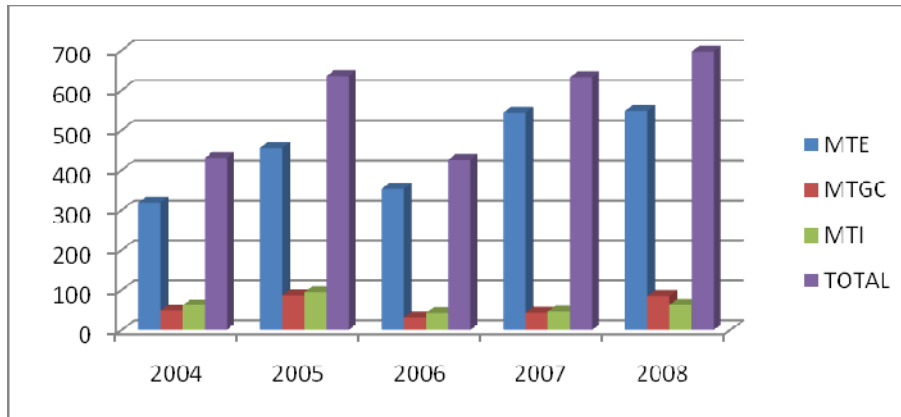
2.1.2.2. FLUX DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Tableau 3 : Flux des bacheliers de l'enseignement technique

SESSIONS	MTE			MTGC			MTI			TOTAL		
	Prés	Nbre admis	%	Prés	Nbre admis	%	Prés	Nbre admis	%	Prés	Nbre admis	%
2004	455	320	70,33	158	48	30,4	137	63	46	750	431	57,47
2005	522	455	87,16	163	87	53,4	134	94	70,2	819	636	77,66
2006	427	353	82,86	101	32	31,7	78	42	53,9	606	427	70,58
2007	593	544	89,04	122	43	35,3	93	46	49,5	808	617	76,36
2008	665	548	82,41	178	85	47,8	98	64	65,3	941	697	74,07

Source : DNETP MTE= Mathématique Technique et Economie, MTGC= Mathématique Technique Génie Civil, MTI= Mathématique Technique Industrie

Graphique 5 : Admissions au BAC des séries techniques



L'enseignement technique avec à près de 700 admis constitue aussi une pépinière pour la formation en agroéconomie. Ici les admis du MTE constituent la majeure partie des admis de ce cycle technique avec plus de 500 admis sur les 700.

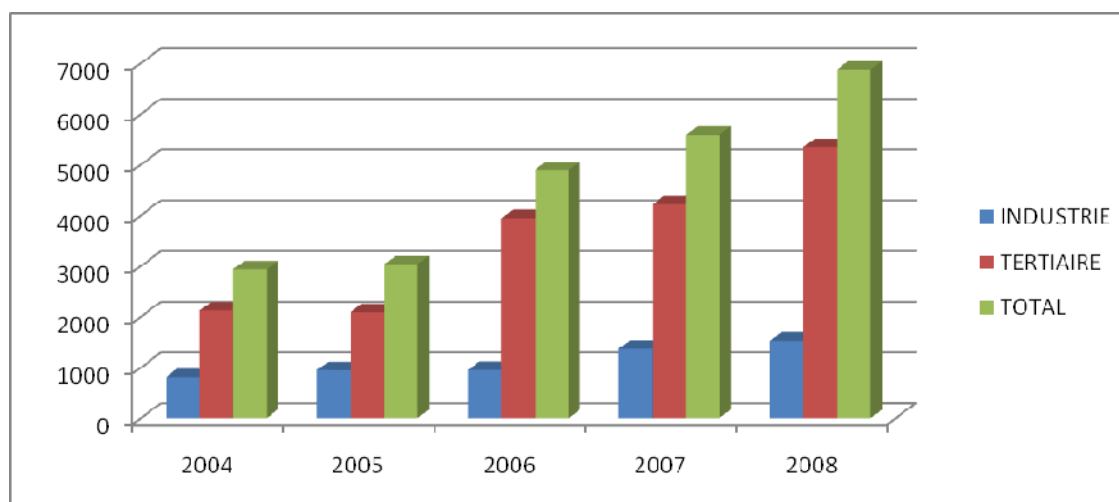
2.1.2.3. Flux des établissements d'enseignement professionnel

Tableau 4 : Résultats des examens du brevet de technicien 2eme Partie

SESSIONS	INDUSTRIE			TERTIAIRE			TOTAL		
	Prés	Nbre admis	%	Prés	Nbre admis	%	Prés	Nbre admis	%
2004	845	810	95,86	3620	2124	44,65	4465	2934	65,71
2005	1020	948	92,94	4561	2090	45,82	5581	3038	54,43
2006	1056	950	89,96	5487	3944	71,88	6543	4894	74,80
2007	1546	1370	88,62	7250	4219	58,05	8802	5589	63,41
2008	1642	1529	93,12	8336	5343	64,10	9978	6872	68,87

Source : DNETP

Graphique 6 : Admissions aux examens professionnels



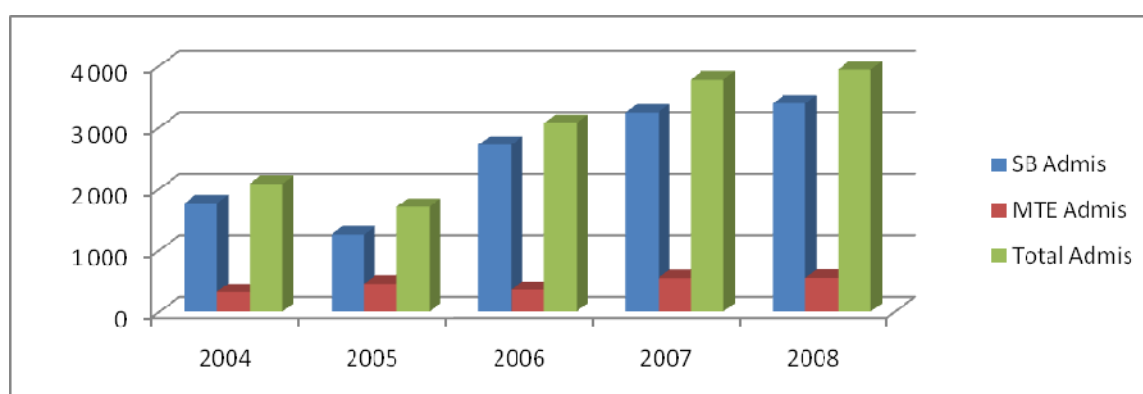
Les élèves, étudiants ayant le BT2 peuvent constituer aussi des candidats pour la filière agroéconomie. Ils représentaient environ 7 000 en 2008.

Tableau 5 : Récapitulatif des résultats du baccalauréat des séries SB et MTE

ANNÉES	SB Admis SBT	MTE Admis MTE	Total Admis total
2004	1 762	320	2 082
2005	1 249	455	1 704
2006	2 711	353	3 064
2007	3 235	544	3 779
2008	3 387	548	3 935

Source : DNEGS

Graphique 7 : Admission au BAC des séries SB et MTE



Il y a chaque année plus de 5 000 nouveaux étudiants bacheliers techniques qui sortent des écoles secondaires du pays dont environ 4 000 étudiants dans les séries SB et MTE. Ces deux séries constituent des viviers naturels pour la formation en agroéconomie.

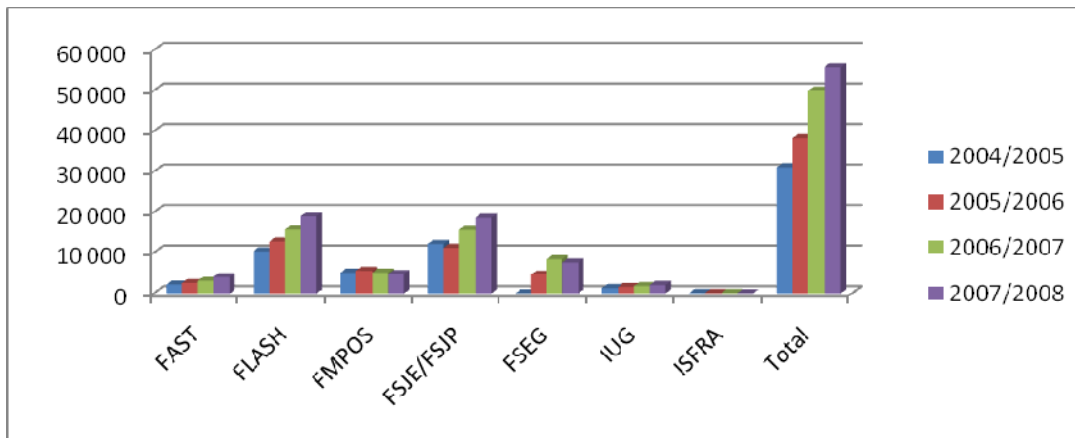
2.1.3. Les orientations de bacheliers dans le système universitaire national

Tableau 6 : Etat des orientations de bacheliers dans les différentes facultés

Année	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008
FAST	2 142	2 517	3 039	3 947
FLASH	10 325	12 715	15 857	18 927
FMPOS	5 071	5 553	5 102	4 753
FSJE/FSJP	12 131	11 172	15 785	18 558
FSEG	0	4 603	8 350	7 556
IUG	1 288	1 540	1 768	2 038
ISFRA	120	113	90	60
Total	31 077	38 213	49 991	55 839

Source : Rectorat université de Bamako

Graphique 8 : Orientation des bacheliers dans les facultés de 2004 à 2008



Ce graphique nous montre que plus de la moitié des étudiants vont s'inscrire à la FLASH et à la FSJP ce qui représente presque 39 000 étudiants sur 56 000 orientés. Le nombre des étudiants croit d'année en année, ce qui laisse présager à peu près 70 000 étudiants pour l'année scolaire 2009/2010.

2.1.4. L'attractivité et la disponibilité des enseignants pour le programme de formation en agro économie

2.1.4.1. Le personnel enseignant de l'IPR/IFRA

S'il est vrai que l'IPR/IFRA ne dispose pas suffisamment de compétences pour assurer l'enseignement des modules prévus dans le cycle, un grand nombre d'enseignants sur place est prêt à suivre toute formation capable de lui permettre d'intervenir dans le programme. La direction nationale de la fonction publique semble disposer à organiser tout concours visant le recrutement d'agro économistes de tout niveau pour l'enseignement dans le futur programme.

2.1.4.2. Les agro économistes du marché en tant que formateurs extérieurs potentiels

Lors des travaux de terrain tant à Bamako que dans les régions notamment à Koulikoro, il a été possible d'identifier un noyau de futurs enseignants potentiels candidats dans le

cycle de formation prévu (Cf. Annexe). Les personnes concernées qui sont en majorité des fonctionnaires de l'administration sont prêtes à dispenser des modules qui conviennent à leur spécialisation pourvu que les conditions minima soient réunies pour permettre leur intervention. Les intéressés sont prêts à intervenir en tant que vacataire dans les conditions de traitement en vigueur. Pour ceux demeurant à Bamako, le problème de transport ne se posera pas dans la mesure où il existera une navette entre Bamako et Katibougou. Il faut également noter que les lieux de formation des agro économistes concernés sont très diversifiés (France, ex URSS, USA, Belgique, Bulgarie, Pologne, Chine, Sénégal et Burkina Faso) même si le plus grand contingent provient de la France et de l'ex URSS (18% chacun contre respectivement 9% chacun pour les autres pays). La durée moyenne depuis l'acquisition du diplôme est de 11 ans comprise entre 1984 et 2008. L'enquête menée auprès des jeunes diplômés agro économistes révèle que tous sans exception sont prêts à enseigner l'un ou l'autre module selon les besoins. Lors du passage de l'équipe au niveau de l'INSAH, il a été souligné l'existence d'une base de données sur les agro économistes dont l'exploitation dans les phases avenir permettra de cibler d'autres compétences. Il faut noter que les données disponibles permettront la mise au point d'un répertoire propre au niveau de l'IPR/IFRA.

2.1.4.3. LES APPUIS POSSIBLES DE L'EXTERIEUR

Des cadres maliens expatriés

Depuis 1998 le Mali avec l'appui du PNUD et de la Commission Européenne développe une initiative dénommée TOKTEN (Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals) qui vise à encourager la participation de la diaspora malienne au développement du pays dans les secteurs de la santé, l'éducation et l'agriculture. Le volet « enseignement supérieur formation technique et professionnelle » du système TOKTEN permet de mobiliser la diaspora malienne à travers le monde afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'enseignement dispensé au sein de l'université des grandes écoles et instituts. En 10 ans, le programme a organisé 444 missions effectuées par une centaine de cadres maliens de l'étranger. Le nouveau programme TOKTEN 2009-2012 plus ambitieux que le précédent et d'un coût de 650000 euro constitue ainsi un moyen très pratique pour disposer de compétences maliennes extérieures capables d'accompagner le processus par l'enseignement de modules spécifiques selon les spécialités. En effet, l'analyse du répertoire du TOKTEN a permis de constater l'existence de 43 spécialistes (tout continent confondus) en majorité détenteurs de doctorat et capables d'intervenir dans le programme de formation en agro économie de l'IPR/IFRA. Surtout que cette structure capitalise déjà une expérience importante de collaboration avec l'IPR/IFRA. Dans les prochaines étapes ce répertoire pourra être mieux exploité pour formaliser des plans d'intervention des enseignants concernés. Il est à noter que le TOKTEN permet un séjour d'une durée variable de 3 à 4 semaines au Mali pour dispenser les différents modules. Les conditions sont très favorables car, pour l'enseignement supérieur aucune contribution spécifique hormis l'appui en moyen didactique n'est demandée.

Des cadres étrangers de la sous région et d'ailleurs en Afrique

Il est également possible de compter sur l'appui des agro économistes de plusieurs pays de la sous région dont notamment le Burkina Faso, la Cote d'Ivoire, le Sénégal. Le projet pourra impliquer les agro économistes de certains pays anglophones comme le Ghana et le Nigeria surtout que ces pays ont manifestés leur intérêt lors du passage de la mission d'étude des expériences.

CHAPITRE 2: LA SITUATION ACTUELLE DE L'OFFRE DE NATIONALE DE FORMATION D'AGRO ECONOMISTES ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

2.2.1. Les établissements et les programmes de formation en agro économie existants

Les investigations menées sur l'ensemble du territoire national ont permis d'identifier l'Université Mandé Bukari comme le seul établissement d'enseignement supérieur qui forme selon des filières en rapport avec l'agro économie.

2.2.1.1. Objectifs

Créée par décision N° 99-0843/MESSRS-SG du 14 septembre 1999, l'UMB est une université privée d'enseignement et de recherche qui vise comme objectifs initiaux d'offrir à une large couche de malien :

- une formation théorique permettant la maîtrise des outils modernes d'acquisition de la connaissance, au renforcement de ce qui est déjà connu et à l'acquisition de nouvelles connaissances ;
- une formation pratique reposant à la fois sur les visites de terrain pour les travaux universitaires et sur l'implication des étudiants dans les travaux de recherche de certains programmes de développement ;
- un apprentissage des savoirs et savoir-faire locaux à travers une collaboration avec les détenteurs de ces savoirs dans les communautés de base.

2.2.1.2. Stratégie

La stratégie de l'UMB se définit à travers un certain nombre d'approches qui guident sa démarche. Parmi celles-ci on distingue :

- Une pédagogie d'avant-garde reposant sur trois principes à savoir :
 - ✓ une formation tournée vers la production de savoirs : travaux de terrain (stages, visites de terrain) et de recherche et de publication d'articles et d'ouvrages ;
 - ✓ une formation tournée vers la résolution de problèmes : travaux dont la définition des protocoles de recherche, le déroulement des enquêtes et la publication des résultats seront faits en collaboration étroites avec les entreprises, les organisations socio professionnelles, les ONG et associations de la société civile impliquées dans ces domaines ;
 - ✓ le partenariat avec d'autres institutions de formation : amélioration de la qualité de l'enseignement par les échanges de professeurs et d'étudiants mais surtout formation de consortium d'institutions autour d'un cursus de formation.
- une révision des curricula sur la base d'enquêtes auprès des institutions intéressées pour la détermination de leurs besoins et attentes par rapport à la formation concernée ;
- le lien entre enseignement et recherche ;
- un effort particulier pour les Masters et les Doctorats ;
- un système d'organisation faisant une large place au partenariat ;
- des initiatives pour la promotion du savoir et du savoir faire.

2.2.1.3. Les offres de formation

Evoluant selon les principes de base du système LMD, l'UMB offre trois niveaux de formation :

2.2.1.3.1. Les Licences

D'une durée réglementaire de trois (3) ans elles comprennent les mentions et les options qui suivent :

- Mention Sociologie/anthropologie ;
- Mention Sciences juridiques ;
- Mention Sciences économiques ;
- Mention sciences politiques ;
- Mention Développement Rural : avec 4 options : Agronomie, Zootechnie, Eaux et forêts, Génie Rural ;
- Mention/Management des Organisations ;
- Mention ; Marketing ;
- Mention : Comptabilité et Finances ;
- Mention : Gestion des Ressources humaines ;
- Mention ; Informatique de Gestion ;
- Mention : Statistique.

2.2.1.3.2. Les Masters

D'une durée réglementaire de deux (2) ans ils comprennent les mentions et les options qui suivent :

- Mention : Politiques Agricoles et Economiques Paysannes ;
- Mention : Socio économie du Développement ; Avec trois (3) options : Sociologie / anthropologie, Economie, Gestion des Ressources Humaines ;
- Mention : Gestion de L'Environnement ; Avec 4 options : Gestion de l'eau et des espaces ruraux, Gestion des Espaces urbaine et périurbaine, Gestion des espaces industriels et minier, Economie de l'environnement ;
- Mention Coopération Développement ; Avec 2 options Relation internationale, Gestion du développement ;
- Mention : Droit et développement ; Avec 3 options : Droit des affaires, Droit de l'environnement, Droit foncier ;
- Mention : Transformation des Produits Agro alimentaires ; Avec 2 options : Ingénierie des Projets agro-alimentaires, Techniques et technologies agro –alimentaires ;
- Mention : ingénierie en Génie Rural ; Avec 3 options : Topographie, Pédologie, Aménagement ;
- Mention : Audit et contrôle de Gestion ;
- Mention : Développement Rural ; Avec 3 options : Agronomie, Zootechnie, Eaux et forêts.

2.2.1.3.3. Les Doctorats

D'une durée de trois (3) ans, conformément à dispositions arrêtées dans le cadre de la codirection des travaux de doctorat en l'UMB et l'Université Libre de Bruxelles (ULB), les deux universités donnent leur accord à la préparation d'une thèse de doctorat dont la réalisation et la soutenance s'effectuent sous la responsabilité conjointe des deux institutions.

Pour les étudiants maliens, la préparation de la thèse se passe principalement à Bamako dans les locaux de l'UMB avec des séjours d'études à l'ULB à Bruxelles. Le titre de Docteur sera conféré à l'étudiant par l'octroi de deux diplômes (un par institution). Ces

diplômes feront mention explicite de la collaboration de l'établissement partenaire ainsi que de la cotutelle dans le respect de la législation en vigueur dans chacun des établissements partenaires. Les frais de scolarisation sont respectivement de :

- 700 000 FCFA/an et 1 200 000 FCFA/an avec hébergement pour les licences ;
- 4 000 000 FCFA/an et 4 500 000 FCFA/an avec hébergement pour les masters ;
- 3 000 000 FCFA/an et 3 500 000 FCFA/an avec hébergement pour le doctorat.

Ces frais de scolarisation incluent les charges qui suivent : les frais d'inscription, les frais d'étude, les frais d'encadrement et de soutenance des mémoires et thèses, les sorties sur le terrain pour les étudiants en master et doctorat, les visites en entreprises au niveau de Bamako pour les étudiants en licences, l'assurance et les tenues universitaires.

2.2.1.4. Le personnel enseignant

Près de 90% des enseignants sont extérieurs à l'UMB parmi lesquels 80% proviennent de l'administration. Cela dénote d'une dépendance accrue des ressources extérieures. Ce phénomène présente des avantages comme des inconvénients. Au titre des avantages, on peut retenir la motivation réelle des enseignants qui sont rémunérés à un niveau de traitement relativement plus intéressant que celui de la fonction publique (6 000 FCFA/heure contre 2 000 FCFA/heure dans le public). En outre les personnes concernées ont une expérience confirmée dans leurs domaines respectifs. Au titre des inconvénients, on peut noter principalement que la disponibilité n'est pas garantie à tout moment compte tenu des occupations au sein du service d'appartenance. L'âge des personnes concernées varie dans une fourchette de 30 à 50 ans. La durée dans l'activité varie de 15 à 25 ans.

2.2.1.5. Les étudiants

La taille des promotions à la licence varie annuellement de 10 à 15 étudiants. Celle des promotions au Master varie de 5-10 étudiants. Les auditeurs sont majoritairement des professionnels du secteur productif public et privé. En effet 95% sont en activité au sein d'une structure au sein du public comme dans le privé. L'âge des étudiants varie de 25 à 45 ans. Les intéressés ont opté pour cette formation parce qu'ils ont senti un grand déficit dans ce domaine qui affecte l'efficacité de leur travail de tous. La majorité estime que ce diplôme leur permettra d'avoir une promotion dans leur carrière. Une proportion assez importante entend s'occuper de d'autres tâches différentes de celle qu'ils assument habituellement à cause de la formation. Les intéressés estiment par ailleurs qu'avec ce diplôme il y aura une amélioration substantielle dans leur traitement salarial.

2.2.1.6. Les difficultés rencontrées

Elles sont essentiellement :

- L'importance des coûts de formation qui sont nettement supérieurs aux recettes ;
- Les contraintes liées à la mobilisation du corps professoral ;
- La reconnaissance du diplôme qui a connu un processus très long ;
- Le financement de la formation pose problème ;
- La conciliation des études avec le travail pour les professionnels (gestion du temps).

Remarque :

Il faut souligner l'existence du projet conjoint IPR-CERCAP sur l'analyse des politiques agro-alimentaires. Ce projet dont le processus est toujours en cours, propose des modules qui traitent les questions organisationnelles sans toucher à la dimension analyse

économique La nouvelle filière quelque soit les options de spécialisation qu'elle retiendra intégrera forcément un module sur l'élaboration et l'analyse de politiques agricoles. (Analyse amont et aval). Pour éviter le doublon, il sera nécessaire de fusionner les modules proposés dans le domaine de l'analyse de politiques des deux cotés pour avoir à faire à un seul module qui traitera toutes les dimensions liées à la question. Ainsi le projet CERCAP se reconnaitra dans le programme de formation de la nouvelle filière ce qui évitera les velléités d'indépendance. Cette nécessité devra être prise en compte impérativement dans le processus d'élaboration du programme de formation de la nouvelle filière.

Il semble par ailleurs qu'il existe au sein de la FSEG un projet GREAT ('Groupe de Recherche en Economie Appliquée et Théorique) dirigé par Mansa COULIBALY qui vient de recevoir un financement substantiel de la fondation Hewlet afin de renforcer les capacités des « think tanks » africaines à réfléchir sur les politiques économiques. Un partenariat sous forme de synergie d'actions pourra être instauré avec ce projet de manière à synchroniser les approches pour les intégrer.

2.2.2. Les perspectives d'évolution de la situation

A court terme (octobre 2009) l'UMB en partenariat avec l'Université Libre de Bruxelles (ULB) et sur financement de l'UE dans le cadre de son programme Edulink d'appui à l'enseignement supérieur dans les pays ACP s'apprête à offrir au public son tout nouveau programme de formation Master en « Politiques agricoles et Economie paysannes » dont les meilleurs étudiants pourront préparer un Doctorat en co-tutelle UMB-ULB.

Le programme bénéficie également de l'appui de l'UEMOA et du Ministère de l'Agriculture et de l'IER au Mali. La formation se fera en collaboration avec des universités de la sous-région dont l'Université de Bamako, l'Université de Ouagadougou et l'Université de Conakry qui fourniront les professeurs.

Le programme comporte un volet « recherche » avec l'installation d'un observatoire des politiques agricoles dans chacune des universités africaines impliquées. Les résultats seront publiés dans la revue trimestrielle de l'UMB.

Trois conditions seront à remplir pour avoir accès à cette formation :

- avoir 50 ans au maximum au début de la formation ;
- avoir au moins une Licence (du système LMD) ou une maîtrise (ancien système) ou diplôme équivalent. Ce diplôme doit porter sur les disciplines suivantes : Economie, Sociologie, Anthropologie, Agronomie, Elevage (Zootechnie), eaux et forêts (Environnement), droit ;
- déposer un dossier de candidature complet et fiable comportant ;
- une lettre de motivation précisant les raisons pour lesquelles l'intéressé souhaite suivre cette formation, les atouts dont il pense disposer et les questions qui l'interpellent le plus dans les domaines dont traite la formation ;
- un extrait d'acte de naissance ;
- une copie certifiée conforme de diplôme (plus le relevé de notes concernant ledit diplôme) ;
- un Curriculum Vitae.

La procédure de sélection des candidats comporte deux phases :

- une présélection sur dossier et une sélection finale suite à un test écrit et à un entretien ;

- les frais de scolarité sont établis à 3 750 000 FCFA sans hébergement et 4 750 000 FCFA avec l'hébergement.

Ces frais incluent : les frais d'inscription, les frais d'étude, les frais d'encadrement et de soutenance des mémoires et thèses, les travaux de terrain dans les zones rurales, les assurances et les tenues universitaires.

2.2.3. Différences entre l'offre de formation de l'UMB et celle de l'IPR/IFRA et les domaines de collaboration possibles

2.2.3.1. Les différences entre l'offre de formation de l'UMB et celle de l'IPR/IFRA

Au delà du fait que les deux institutions évoluent dans des secteurs différents (secteur public pour l'IPR/IFRA et secteur privé pour l'UMB), leurs offres de formations en agro économie présenteront les principales différences qui suivent :

L'IPR/IFRA entend compléter son cursus de formation classique par ce maillon manquant en ratisant largement parmi les bacheliers tandis qu'au niveau de l'UMB les cibles sont surtout les professionnels :

L'IPR/IFRA privilégie le corps professoral disponible à son sein tandis que l'UMB met plutôt l'accent sur des ressources humaines extérieures dont la plupart provient d'ailleurs de ce même IPR/IFRA.

L'IPR/IFRA est une institution polytechnique de formation agricole où les domaines de formation sont fortement ancrés dans l'agriculture alors que l'UMB est plus orientée vers des disciplines en liaison avec les sciences humaines (surtout sociologiques) :

L'IPR/IFRA dispose d'une base didactique non seulement importante mais adaptée pour cette formation alors que l'UMB devra créer cette base.

2.2.3.2. Les domaines de collaboration possibles

Les deux institutions doivent être complémentaires et peuvent mettre en place une plateforme de collaboration solide autour des aspects qui suivent :

- mise en place de programmes conjoints de recherche ;
- échange de professeurs ;
- mobilité des étudiants ;
- base didactique de l'IPR/IFRA mis à la disposition de l'UMB ;
- accès aux cahiers de Mandé Bukari des enseignants chercheurs de l'IPR/IFRA pour la publication de leurs articles ;
- organisation conjointe de colloques et autres manifestations scientifiques ;
- encadrement conjoint de mémoires et de thèses de doctorat.

Le programme de formation « Politiques agricoles et Economie paysannes » de l'UMB peut être l'objet d'un partenariat entre les deux structures qui se traduira par la revue du contenu et sa répartition équitable pour éviter les doublons.

**TROISIEME PARTIE : LA DEMANDE NATIONALE DE FORMATION D'AGRO
ECONOMISTES ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION**

CHAPITRE 1 : LA SITUATION ACTUELLE DE LA DEMANDE NATIONALE EN AGRO ECONOMISTE

3.1.1. Considérations générales

Avec un environnement économique nettement dominé par le secteur informel (plus de 70%) la question fondamentale que l'on peut se poser en ce qui concerne la spécialité agro économie c'est de savoir s'il existerait une demande réelle compte tenue des problèmes généraux liés à l'emploi dans ce contexte.

Par ailleurs, le pays étant engagé de façon irréversible dans le processus de décentralisation l'on peut également s'interroger sur la demande possible en agro économiste dans cette nouvelle situation.

La faiblesse du niveau général des salaires au Mali (secteurs public comme privé) ne peut-elle pas être un facteur qui jouera sur la demande d'agro économiste sachant que cette spécialité est exigeante en matière de rémunération ? Ces différentes interrogations accompagnent naturellement toute tentative de mise en place d'une filière de formation dans le domaine de l'agro économie. Aussi les parties qui suivent tentent d'élucider ces aspects de la question.

3.1.2. Les grandes fonctions organiques requérant l'emploi d'un agro économiste

Compte tenu du caractère polyvalent de la formation qui s'appuie généralement sur de solides connaissances de base en agriculture, la filière agroéconomie est apparemment l'une des plus sollicitées sur le plan international et national. En effet, ces spécialistes sont des cadres qui disposent de compétences avérées dans plusieurs domaines comme le prouve la liste des fonctions organiques qu'ils peuvent assumer (tableau 7 ci-dessous).

Ainsi, à travers le tableau on peut remarquer qu'autant les fonctions sont diversifiées autant la liste des structures capables d'employer l'agro économiste est longue. Pour le Mali qui est un pays à vocation agropastorale, cela peut être un grand atout qui peut donner un élan fort et appréciable à son processus de développement humain durable.

Tableau 7 : Matrice générale des grandes fonctions organiques requérant l'emploi d'agro économiste par secteur et par groupe cible

Fonctions organiques	SC SDE	IR	OP	BSFD	ODR	UGE	PP	ONG	BE	AAS	EP
1. Elaboration, mise en œuvre et suivi évaluation de politiques et stratégies sectorielles	•				•						
2. Planification, programmation, mise en œuvre et suivi évaluation des actions de développement	•		•		•		•	•			
3. Identification formulation et Suivi évaluation des projets/programmes	•				•		•	•	•		
4. Analyse de politiques publiques	•					•					•
5. Mise au point et gestion de base de données	•	•			•	•	•	•	•	•	•
6. Enseignement dans le domaine de l'économie agricole						•					
7. Etudes et recherches dans le domaine de l'économie agricole		•				•	•	•	•		
8. Organisation /structuration du monde rural			•		•		•	•			
9. Organisation de l'accès aux intrants agricoles			•		•		•	•			
10. Commercialisation des produits agricoles			•		•		•	•			
11. Renforcement de capacités des OP			•	•	•	•	•	•			
12. Défense des intérêts des OP			•								
13. Recherche de financement			•		•						
14. Planification et programmation des productions agricole			•		•		•	•			
15. Identification des actions de développement			•		•		•	•			
16. Organisation de la production agricole					•		•	•			
17. Etude et recherche documentation		•			•	•		•	•		
18. Analyse des filières de produits agricoles		•	•		•		•				
19. Formation et Recherche agricole		•			•	•	•				
20. Enquêtes socio économiques en milieu rural			•		•						
21. Analyse de la rentabilité financière et économique des projets				•			•	•			
22. Crédit agricole				•			•				
23. Montage de projets/programmes	•		•		•			•	•		
24. Etudes agro socio économiques	•		•					•	•	•	
25. Collecte, traitement interprétation d'information							•	•	•	•	•
26. Production de données statistiques	•						•	•	•	•	•
Gestion de bases de données	•						•	•	•		

SC=services centraux, SDE=services déconcentrés de l'état, IR=institutions de recherche, OP=organisation Paysanne, ODR=opération de développement Rural ; UGE=Université et Grandes Ecoles, PP=Projets/programmes, BE=Bureaux d'études, EP=Entreprises Privées, BSFD=banque et système financier décentralisé, ONG=Organisation Non Gouvernementale, AAS=Autres Structures

3.1.3. Les facteurs qui influencent les offres d'emploi d'agro économistes et le niveau actuel des recrutements

3.1.3.1. Les facteurs qui influencent les offres d'emploi d'agro économistes

Les enquêtes menées au sein d'un groupe de jeunes diplômés agro économistes formés prioritairement en Algérie dont les résultats sont consignés dans l'annexe 7 permettent de constater que même si tous les intéressés ont à ce jour une occupation, le problème d'accès à l'emploi est une réalité. En effet, presque tous ont fait au moins une fois sans succès le concours d'entrée à la fonction publique. Tous ont également tenté leur chance au moins une fois sans succès dans un emploi du secteur privé. En dépit de cela 5/7 estiment que la spécialité n'est pas un handicap pour l'accès à un emploi. Aussi tous sont unanimement prêts à rejoindre le futur programme de formation de l'IPR/IFRA. Il convient toutefois de présenter les principales difficultés structurelles liées à cette spécialité.

En effet, compte tenu du caractère transversal de la spécialité, beaucoup de structures techniques pensent que le rôle d'agro économiste peut être valablement joué par n'importe quel cadre supérieur d'une autre spécialité. Cet état de pensée se traduit très souvent par le fait que l'on se réserve de recruter un agro économiste de formation espérant que les cadres sur place peuvent assumer cette prérogative. Par ces faits, les demandes en agro économiste de formation connaissent un recul. Pourtant comme par paradoxe, au regard de leur utilité grandissante, les agro économistes sont beaucoup sollicités dans d'autres champs.

En réponse à cette situation on assiste à un surenchérissement des traitements réclamés par ces derniers. En retour pour éviter d'employer des gens qui coûtent très chers l'on préfère mobiliser d'autres spécialités surtout que ceux ci peuvent valablement assumer le rôle comme certains employeurs l'estiment. Dans certains métiers comme l'enseignement au niveau du secondaire, du fait du caractère trop spécialisé de la formation, l'agro économiste n'est pas utilisable à volonté. Ce qui explique pourquoi cette spécialité est totalement absente à ce niveau.

Bien que d'utilité universellement reconnue la spécialité est souvent très mal comprise car pour d'aucun elle est trop étroite et pour d'autre elle est trop compliquée. On pense le plus généralement que l'économiste généraliste peut valablement remplir toutes les exigences en rapport avec l'économie d'entreprise. Les champs d'intervention de l'agro économiste s'agrandissent de plus en plus au fur et à mesure que la science et la technologie avancent. Malheureusement ce rythme n'est pas respecté dans les pays sous-développés. Par voie de conséquence, le cadre agro économiste formé dans les grandes écoles des pays développés est soumis souvent à la marginalisation. La situation de l'agro économiste est exacerbée par le fait que beaucoup se cramponnent au travail de bureau en ville alors que leur salut se trouve plutôt en milieu rural.

Les investigations menées auprès de la Direction Nationale de la Fonction Publique nous ont permis de constater que depuis l'instauration en 1983 du concours, les nombres de recrutement sont fonction des besoins exprimés par les services. Ainsi ce sont ces derniers qui expriment chaque année leurs besoins sur la base desquels les concours sont organisés. Il faut préciser que le phénomène de cadre organique qui délimite à l'avance le type et les effectifs de cadres au sein des services est très déterminant dans les possibilités de recrutement d'agents nouveaux.

Au sein des collectivités territoriales, au regard de l'entrée fracassante nouvelle dans la décentralisation, les besoins en cadres surtout agro économistes sont réels mais malheureusement les ressources limitées ne permettent pas de satisfaire les besoins de recrutement. Il faut toute fois saluer les recrutements en masse récents au titre de la fonction publique des collectivités.

Au niveau des projets/ programmes, le personnel technique est défini et recruté dès le démarrage des activités. Aussi, il est très rare que des recrutements soient opérés chemin faisant à moins d'une vacance de poste.

Dans le cas des ONG, le recrutement est fonction des planifications et programmations d'intervention. Il faut toutefois souligner qu'au sein de ces structures les recrutements sont souvent massifs et bien ciblés avec une répartition territoriale équilibrée.

Les banques et le SFD recrutent pour leur part en fonction des besoins ressentis et des capacités financières de prise en charge. Ici également les recrutements sont fréquents et souvent massifs.

En général les structures enquêtées ne connaissent pas les spécialités à l'intérieur de l'agro économie. Les enquêtes ont permis de mettre en évidence ; ce constat c'est pourquoi les besoins ont été exprimés volontiers.

3.1.3.2. Les recrutements d'agro économistes dans le secteur public

Les données du tableau ci dessous indiquent que le niveau de recrutement des agro économistes au sein des administrations publiques est très faible et serait même en chute de 2003 à 2007. En comparant le nombre de candidat d'une année à l'autre, on s'aperçoit de l'augmentation progressive et croissante du flux contre une diminution du nombre de poste mis en compétition.

Tableau 8 : Situation des recrutements à la fonction publique dans la spécialité agro économie

Désignation	2003	2006	2007
1. Nombre de candidat inscrits	22	28	30
2. Nombre de poste mis au concours	2	1	1

Source : DNFPP

3.1.3.3. Les recrutements d'agro économistes dans le secteur privé

Les recherches menées au niveau du cabinet privé de placement (APPM) ont permis de constater que sur 44 missions de recrutement réalisées de 2003 à 2008 seul trois postes d'agroéconomistes ont été demandés et effectivement pourvu. Ces postes concernaient, un coordinateur technique de projet, un spécialiste en filière agricole et un analyste de projet agricole. Les structures qui recrutent sont généralement les projets / programmes. Les conditions des offres d'emplois sont déterminées par les employeurs. L'APPM indique que pour la plupart des offres d'emploi dans la spécialité agro économie c'est plutôt beaucoup d'agronomes qui soumettent leurs candidatures. Ce phénomène pose le problème avec cette spécialité qui est spécifique et méconnue du grand public qui le confond ainsi avec l'agronomie.

Les enquêtes réalisées par un cabinet d'expert comptable privé en octobre 2007 révèlent que les entreprises privées sont confrontées à des difficultés de recrutement (87% des entreprises dans le secteur agricole et agro alimentaire). Selon la même enquête, dans presque tous les cas les dirigeants d'entreprises ont parlé de niveau insuffisant de formation. Par contre quand le niveau de formation est suffisant, ces mêmes dirigeants ne sont pas toujours prêts à payer le salaire exigé par le candidat potentiel. Une part non négligeable de ce problème est donc également imputable aux entreprises qui ne mobilisent pas les fonds nécessaires pour recruter le personnel le plus qualifié sur le marché du travail .Il faut remarquer que la multiplicité des horizons de formation dans le même domaine de l'agro économie avec des programmes reflétant surtout les réalités des différents pays concernés donc pas toujours celles du Mali n'a pour le moment pas

d'impact apparent reconnu par les employeurs. Il reste toutefois entendu que tout nouveau programme basé sur les réalités du Mali se devra de mettre en exergue les compétences réellement acquises qui dessinent un profil type que recherche le marché national et sous régional.

Pour pallier à ces problèmes de recrutement, dans la grande majorité des cas (68%), les entreprises faisant face à des difficultés de recrutement ont tendance à embaucher un stagiaire afin d'assurer eux-mêmes la formation sur le terrain. Dans 53% des cas l'entreprise favorise la promotion interne d'un membre de son équipe pour compenser un départ.

Il existe ainsi un décalage entre la qualification théorique des jeunes diplômés et les besoins réels des entreprises. Dans la majorité des cas, les responsables acceptent des gens sous diplômés pour des postes par rapport à leur exigence initiale. 64% des entreprises estiment que les formations proposées dans le domaine sont en nombre insuffisant.

La majorité des entreprises ont des prévisions d'embauche à la hausse compte tenu de la croissance économique actuelle. Les perspectives d'embauche touchent toutes les catégories socio professionnelles : cadres supérieurs, cadres moyens, employés qualifiés.

CHAPITRE 2 : L'ETAT DES BESOINS EN AGRO ECONOMISTE AU SEIN DES STRUCTURES ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

3.2.1. La situation générale du personnel technique au sein des structures visitées

Niveau National

Tableau 9 : Situation du personnel technique par spécialité au niveau national

Spécialité	Groupes cibles											Total
	Secteur public					Secteur privé						
	SC	IR	ODR	PP	S/T	BSF D	BE	ONG	OP	EP ¹	S/T	
1. Agronomie	80	158	493	4	735	1	8	43	3	1	56	791
2. Elevage	781	68	68	3	920	0	5	7	4	3	19	939
3. Eaux et forêts	71	24	14	0	109	0	0	2	4	0	6	115
4. Agro économie	6	21	5	1	33	0	1	13	1	1	16	49
5. Administration	64	27	18	5	114	8	1	4	3	31	47	161
6. Finance comptabilité	29	24	80	4	137	232	3	12	4	48	299	436
7. Autres	339	188	194	4	725	14	2	40	4	515	575	1300
Total	1370	510	872	21	2773	255	20	121	23	599	1018	3791

Source : enquête de terrain SC=services centraux, SDE=services déconcentrés de l'état, S/T= Sous tota ; IR=institutions de recherche, OP=organisation Paysanne , ODR=opération de développement Rura, UGE=Université et Grandes Ecoles, PP=Projets/programmes, BE=Bureaux d'études, EP=Entreprises Privées ,BSFD=banque et système financier décentralisé, ONG=Organisation Non Gouvernementale, AAS=Autres Structures

Du tableau ci dessus, il apparaît que la spécialité agro économie est la moins représentée au sein des groupes cibles et cela tant dans le secteur public que dans le secteur privé (respectivement 1,20 et 1,30%). Cette situation confirme l'hypothèse de la faible représentativité des agro économistes dans les tissus de la production à tous les niveaux. Il s'agit donc d'un manque à gagner qu'il faut forcément combler.

Tableau 10 : Situation des niveaux de formation du personnel technique au niveau national

Niveau	Nombre											Total
	Secteur Public					Secteur Privé						
	SC	IR	ODR	PP	S/T	EP*	ONG	BSFD	BE	OP	S/T	
1. Doctorat	13	70	2	2	87	0	9	0	0	1	10	97
2. Master BAC +5	70	121	25	7	223	53	76	4	8	4	145	368
3. Licence BAC+4	246	51	152	1	450	127	65	64	5	12	273	723
4. BAC+2	290	3	129	3	425	0	28	82	0	6	116	541
5. DEF+4	472	125	539	5	1141	281	8	80	7	3	379	1520
6. Autres	279	140	25	3	447	90	47	25	0	0	162	609
Total	1370	510	872	21	2773	551	233	255	20	26	1085	3858

Source : enquête de terrain

Le tableau ci-dessus fait remarquer une prédominance nette des niveaux inférieurs à la licence (près de 70%). On observe également que les niveaux supérieurs à la licence

¹ Les entreprises privées visitées sont respectivement, Koumalim SA, Nestlé, Grand Moulin du Mali, SOMAKOFF et HUICOMA

représentent moins de 20% alors que le niveau licence lui-même constitue près de 20%. Ces différents chiffres attestent d'une représentativité moyenne des niveaux supérieurs au sein des structures tant dans le secteur privé que dans le secteur public. Particulièrement dans le secteur privé on note une faible représentativité des niveaux supérieurs au sein du dispositif technique disponible. Ce qui justifie largement l'importance des besoins exprimés en matière de renforcement de capacités qui ciblera ces cadres moyens.

Niveau des régions visitées

Tableau 11 : Situation du personnel technique par spécialité au niveau des régions visitées

Spécialité	Koulikoro	Ségou	Sikasso	Mopti	Total
1. Agronomie	146	413	208	282	1049
2. Elevage	113	126	50	40	329
3. Eaux et forêts	107	89	7	28	231
4. Agro économie	1	5	2	2	10
5. Administration	10	36	33	54	133
6. Finance comptabilité	25	37	64	79	205
7. Autres	82	36	42	16	176
Total	484	742	406	501	2133

Source : enquête de terrain

Le tableau révèle que la spécialité agro économie demeure la moins représentée avec seulement 0,4% ce qui est largement inférieur à celui du niveau national. Cette situation confirme davantage le manque dramatique d'agro économistes au sein des staffs techniques au niveau également des régions.

Tableau 12 : Situation des niveaux de formation du personnel technique au niveau des régions visitées

Niveau	Koulikoro	Ségou	Sikasso	Mopti	Total
1. Doctorat	1	1	4	0	6
2. Master BAC+5	28	25	96	144	293
3. Licence BAC+4	71	178	12	25	286
4. BAC+2	26	96	11	0	133
5. DEF+4	225	225	163	263	876
6. Autre	133	217	120	69	539
Total	484	742	406	501	2133

Source : enquête de terrain

Le tableau indique qu'au niveau régional également, les niveaux inférieurs à la licence sont nettement prédominants avec près de 73%. On observe par ailleurs une relative meilleure représentativité des niveaux master et licence (28%) et une forte présence du niveau DEF+4.

3.2.2. Les problèmes posés par secteur et par groupe cible et les compétences requises d'agro économistes pour les résoudre

3.2.2.1. Situation générale

D'une manière générale, l'enquête révèle un déficit remarquable en connaissances liées à l'économie et particulièrement dans les disciplines de base de cette spécialité. Ainsi autant les agro économistes manquent au sein de l'ensemble des groupes cibles comme cela est apparu plus haut, autant les compétences liées à cette spécialité sont absentes ce qui à son tour provoque une faiblesse généralisée en ce qui concerne le traitement des questions en rapport

avec l'économie. Il faut noter qu'aucune formation complète dans un domaine donné ne peut se faire sans connaissance dans les disciplines de base, surtout pour ce qui concerne l'économie. Pour répondre donc à ce besoin qui est fondamental, il est nécessaire et même incontournable d'envisager dans le processus de formation cela dès le début, certaines unités d'enseignement comme :

1. L'économie générale (Macro économie, micro économie)
2. La commercialisation, les marchés et les prix ;
3. La statistique,
4. La comptabilité (comptabilité générale, comptabilité analytique, comptabilité agricole).

En s'appuyant sur de solides connaissances dans ces domaines, il sera possible de développer un programme de formation bien ancré dans l'économie et en rapport avec les réalités actuelles des groupes cibles.

3.2.2.2 Situation par secteur et par groupe cible

3.2.2.2.1. Secteur public

Services centraux et services déconcentrés de l'Etat

Les services centraux ont en général pour mission principale l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation des politiques sectorielles. Ne disposant presque pas toujours de compétences dans ces domaines, la plupart de ces structures ont des difficultés pour jouer pleinement ce rôle. Ces structures sont par ailleurs les premiers responsables de la mise en œuvre et le suivi évaluation des actions de développement à travers les projets/programmes sectoriels. Malheureusement des difficultés sont très souvent enregistrées dans l'analyse objective des propositions de projet. D'autre part le rôle de suivi évaluation des projets/programmes bien que figurant dans presque tous les organigrammes n'est pas assuré systématiquement dans la plupart des cas par manque de spécialistes dans ce domaine. Au Mali, l'arbitrage budgétaire annuel réalisé par les services de la planification est l'une des rares opportunités offertes aux institutions pour faire inscrire leurs besoins de financement d'infrastructures dans le budget d'Etat. Un grand nombre de services rencontrent des difficultés dans la bonne argumentation de leur besoins de financement. Ce phénomène constitue un véritable casse tête pour ces services. Dans le domaine de la budgétisation, le Mali a opté pour le système de budget programme et du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) qui est basé sur l'élaboration de cadres sectoriels de dépenses sur trois ans qui sont ensuite mis en commun et exécutés. Pour le moment pratiquement très peu de cadres des services ont des compétences dans le domaine de l'élaboration de ces outils.

En ce qui concerne les services déconcentrés de l'Etat au niveau des régions, les spécificités sectorielles font que les domaines d'intervention sont très diversifiés d'une structure à l'autre. Toutefois plusieurs ont évoqué des problèmes dans la prise en compte de la dimension socio économique dans les questions de développement à la base. Le cycle de gestion des projets/programmes est d'une manière générale peu maîtrisé. Des difficultés sont également rencontrées dans l'interprétation des résultats des évaluations de projets/programmes. Ces services s'occupent principalement de l'appui au développement communautaire et à la vulgarisation agricole ce qui exige des compétences en matière de communication qui n'existent pas toujours. Il a par ailleurs été constaté un déficit remarquable en connaissance informatique (création et gestion de base de données) et en analyse de filières au sein des cadres à ce niveau.

Pour pallier ces différentes contraintes le futur programme de formation devra comporter les grandes thématiques qui suivent :

- 1 Economie du développement agricole et agro alimentaire;**
- 2 .Economie planification et gestion des projets /programmes de développement agricole et rural ;**
- 3. Analyse et évaluation de politiques économiques dans les secteurs agricole et para- agricole ;**
- 3. Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business;**
- 4. Analyse des chaînes de valeur des produits agricoles ;**
- 5. Economie des nouvelles technologies et impact sur la sécurité alimentaire la pauvreté et l'environnement ;**
- 6. Dynamique des organisations en milieu rural, développement participatif et vulgarisation agricoles;**
- 7. Gestion des ressources naturelles et Economie de l'Environnement ;**
- 8. Techniques de communication ;**
- 9. Conception et gestion de bases de données informatisées .**

NB : Les spécifications techniques indicatives de ces grandes thématiques figurent en annexe 5

Institutions de recherches

Les enquêtes révèlent une faiblesse de compétences en matière d'évaluation d'impacts économique des résultats de recherche. Le volet socio économique des projets de recherche constitue le plus souvent une bête noire dans la mesure où les compétences spécifiques dans ce domaine sont très limitées. D'une manière générale, des difficultés sont rencontrées dans l'exploitation et l'interprétation des données de recherche. Les enquêtes révèlent également que des faiblesses existent dans le domaine de la budgétisation. Au sein des institutions de recherche, la capitalisation des résultats des recherches est problématique parce que des difficultés existent en matière de création et de gestion de bases de données fiables. Dans le contexte de l'Afrique en général, les recherches en biotechnologie notamment la mesure de l'impact économique sont actuellement d'actualité mais les compétences dans ce domaine sont rares. Les connaissances sur la méthodologie de la recherche en sciences sociales et économiques devront être consolidées.

Pour pallier ces différents problèmes le futur programme de formation devra comporter en faveur de ce groupe cible les grandes thématiques de formation qui suivent :

- 1. Etude socio- économique dans les secteurs de l'économie rurale ;**
- 2 .Economie des technologies nouvelles et impact sur la sécurité alimentaire la pauvreté et l'environnement ;**
- 3. Analyse des chaînes de valeur des produits agricoles ;**
- 4. Gestion des ressources naturelles et Economie de l'Environnement ;**
- 5. Techniques de communication ;**
- 6. Conception et gestion de bases de données informatisées.**

NB : Les spécifications techniques indicatives de ces grandes thématiques figurent en annexe 5

Projets/Programmes, ODR et autres structures

La plupart de ces structures interviennent à travers le faire faire, ce qui suppose l'existence de compétences en leur sein capables de juger la qualité des produits offerts par les prestataires privés. On remarque cependant le plus souvent que des difficultés apparaissent dans l'appréciation et l'interprétation des produits.

On sait d'autre part que la réussite d'un projet dépend beau coup du suivi évaluation. Pourtant ce volet est animé au sein d'une large majorité des projets/programmes par des cadres peu professionnalisés dans ce domaine. Actuellement plusieurs de ces structures connaissent des difficultés dans la conduite ou l'appréciation des résultats des études d'impact. Par conséquent cette fonction revient le plus souvent à des compétences extérieures souvent non spécialistes à leur tour.

L'enquête révèle que plusieurs des gestionnaires actuels de ces structures n'ont pas le profil de formation requis ce qui explique aisément les difficultés rencontrées en matière de gestion.

Des problèmes fréquents liés au déficit de connaissance des textes et du processus de la décentralisation ont été évoqués. Le succès de toute intervention dépend en grande partie de la capacité à poser un diagnostic complet et correct de la situation existante ou du moins à pouvoir apprécier à sa juste valeur tout diagnostic réalisé. Cette capacité technique n'existe pas toujours au sein de ces structures. Il a par ailleurs été recensé un déficit en connaissances en rapport avec l'analyse des filières des produits agricoles.

Pour pallier à ces différents problèmes le futur programme de formation devra comporter en faveur de ce groupe cible les grandes thématiques de formation qui suivent :

- 1. Economie du développement agricole et agroalimentaire ;**
- 2. Economie planification et gestion des projets de développement agricole et rural ;**
- 3. Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business;**
- 4. Analyse et évaluation de politiques économiques dans le secteur agricole et para agricole ;**
- 5. Dynamique des organisations en milieu rural, développement participatif et vulgarisation agricoles ;**
- 6. Techniques de communication ;**
- 7. Conception et gestion de bases de données informatisées ;**
- 8. Gestion des ressources naturelles et Economie de l'Environnement.**

NB : Les spécifications techniques indicatives de ces grandes thématiques figurent en annexe 5

3.2.2.2.2. Secteur privé

Entreprises privées

Les entreprises visitées ont toutes déploré la faible compétence de leurs cadres en matière de vision stratégique du développement. Ce qui fait que la plupart d'entre elles ne sont pas capables d'anticiper sur une situation de production/transformation ou de commercialisation. Ils n'ont pas la maîtrise des informations sur le marché et déplorent des insuffisances dans la mise en œuvre de leurs activités surtout en matière de planification, d'organisation du travail, de gestion des stocks, du marketing et de la commercialisation. L'enquête révèle également l'absence de liens systématiques entre les entreprises agro alimentaires et les producteurs agricoles. Une grande majorité de ces entreprises privées ont évoqué des problèmes liés en premier lieu à la mauvaise gestion. Les gestionnaires ne sont en général pas des spécialistes dans ce domaine et de ce fait, présentent des insuffisances en matière de management d'entreprise. Par conséquent, on constate que les ressources humaines sont mal gérées, les finances ne sont pas correctement tenues et il n'existe souvent pas de stratégie de marketing. Au sein de ces entreprises privées, une grande partie des entreprises privées sont confrontées

à des problèmes de refinancement sans disposer de compétences internes capables d'aider non seulement dans la planification mais également dans la recherche de fonds.

Pour établir les comptes, les gestionnaires des entreprises font recours aux experts comptables et souvent en retour ils sont dans l'incapacité technique de mettre en œuvre les recommandations. Il a été par ailleurs remarqué que le personnel technique des différentes entreprises privées visitées sont incapables de proposer des solutions concrètes de sorti de crise parce qu'ils n'ont pas de connaissances théoriques appropriées et sont mal outillés.

Dans plusieurs cas surtout au sein des unités industrielles de transformation, les moyens de production sont mal gérés et le plus souvent il n'existe pas de compétence interne spécialisée dans le domaine de la gestion efficace des ressources matérielles. Rares sont les entreprises qui utilisent l'informatique dans la gestion.

Compte tenu des tendances actuelles les unités de transformation agro alimentaires sont appelées à évoluer vers l'agri business. Aussi devient-il plus que utile de prendre en compte ce phénomène dans la formation.

Pour pallier à ces différents problèmes le futur programme de formation devra comporter en faveur de ce groupe cible les grandes thématiques de formation qui suivent :

- 1. Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business;**
- 2. Analyse des chaînes de valeur des produits agricoles et agro alimentaires;**
- 3. Financement des entreprises agricoles et agroalimentaires ;**
- 4. Conception et gestion de bases de données informatisées .**

NB : Les spécifications techniques indicatives de ces grandes thématiques figurent en annexe 5

Organisations Non Gouvernementales (ONG)

Dans le cadre de leurs réponses aux problèmes de développement, les ONGs sont confrontés à de nombreux problèmes relatifs, entre autres, aux financements, ressources humaines, stratégies de communication interne et externe dans la mise en œuvre des projets et programmes.

Les projets et les programmes d'intervention sont conçus et soumis à des bailleurs ou donateurs qui ont bien souvent leurs propres agendas. Ces projets et programmes sont des réponses à des problèmes spécifiquement posés dans un secteur donné sur la base d'une vision, une mission, des stratégies, objectifs, bénéficiaires, résultats attendus, activités, indicateurs, et impact pour des changements désirés et souhaitables. La gestion financière d'une telle envergure exige une connaissance approfondie en la matière.

Le recrutement des ressources humaines constitue l'équation problématique pour la réussite des projets ou des programmes de ces ONGs. Conformément à leur manuel de gestion, le processus de recrutement et de sélection du personnel à employer commence par l'expression des besoins en ressources humaines. Une fois le financement confirmé d'un projet à un bailleur, l'approche des grandes ONGs bénéficiaires dans la mise en œuvre de leurs projets et/ou programmes se caractérise par l'approche du « faire faire » par les ONGs locales.

Dans le contexte des ONGs maliennes, à leur tour, procèdent aux recrutements selon les procédures de soumission et de sélection finale à partir des dossiers des candidats individuels à la recherche d'emploi. Ces ONGs (nationales ou internationales) sont pour la plupart multisectorielles et non spécialistes dans des domaines précis de leur intervention. Les difficultés sont surtout liées d'une part, à cette approche du « faire faire ou sous-traitance » et aux contraintes des bailleurs (budget, durée, résultats, etc.), et d'autre part, au profil des formations théoriques (académiques) reçues et à l'expérience des candidats. On rentre alors dans des approches de besoins croissants de renforcement des capacités des partenaires

locaux pour la réussite de l'intervention. La plupart des responsables des ONGs font face à des défis d'adaptation et/ou de reconversion dans la phase de la mise en œuvre des projets et programmes. L'on observe alors des déficits d'expertise surtout lors des évaluations à mi-parcours ou finales.

Une autre difficulté est aussi liée à la coordination des stratégies de communication interne et externe dans la mise en œuvre des projets et programmes des différents intervenants dans une même zone. Malheureusement, force est de constater un écart théorique énorme dans l'approche au développement dans le contexte de la décentralisation et la déconcentration. Le cloisonnement excessif de certains intervenants entrave sévèrement la réussite dans un cadre de développement global des zones d'intervention des partenaires. On assiste alors à des schémas de duplications (souvent inutiles), entraînant des pertes de ressources (humaines, matérielles et financières).

Pour pallier ces différents problèmes le futur programme de formation devra comporter en faveur de ce groupe cible les grandes thématiques de formation qui suivent :

- 1. Economie du développement agricole et agroalimentaire ;**
- 2. Economie planification et gestion des projets /programmes de développement agricole et rural ;**
- 3. Etude socio- économique dans les secteurs de l'économie rurale ;**
- 4. Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business;**
- 5. Financement des entreprises agricoles et agroalimentaires ;**
- 6. Dynamique des organisations en milieu rural, développement participatif et vulgarisation agricoles;**
- 7. Analyse des chaînes de valeur des produits agricoles et agro alimentaires;**
- 8. Economie des nouvelles technologies et impact sur la sécurité alimentaire la pauvreté et l'environnement ;**
- 9. Techniques de communication ;**
- 10. Gestion des ressources naturelles et Economie de l'Environnement.**

NB : Les spécifications techniques indicatives de ces grandes thématiques figurent en annexe 5

Les collectivités Territoriales (CT)

La politique de décentralisation confère aux CT un ensemble de prérogatives dont l'élaboration de schémas d'aménagement et de plans/programmes de développement, le montage de projets/programmes de développement, la mise en œuvre et le suivi évaluation des projets/programmes, la gestion des projets, l'élaboration et la gestion de budget, l'élaboration de bilans et rapports financiers, la gestion financière et comptable.

Dans les faits au stade actuel, ces prérogatives sont mal assumées. D'une manière générale, le phénomène de développement est mal compris.

Par ailleurs, avec la décentralisation, les collectivités territoriales qui sont censées jouer un rôle primordial dans la gestion des ressources naturelles, sont fortement limitées dans leurs actions à cause de l'extrême lenteur dans le transfert des compétences et des ressources.

A notre sens, les agro économistes destinés à ce groupe cible devront avoir des compétences dans les domaines qui suivent :

- 1. Economie du développement agricole et agroalimentaire ;**
- 2. Economie planification et gestion des projets /programmes de développement agricole et rural;**
- 3. Analyse et évaluation de politiques économiques dans le secteur agricole et para agricole ;**
- 4. Gestion des ressources naturelles et Economie de l'Environnement.**

NB : Les spécifications techniques indicatives de ces grandes thématiques figurent en annexe 5.

Les Organisations Professionnelles (OP)

Malgré les efforts consentis depuis plusieurs décennies, la situation actuelle des OP présente plusieurs difficultés dont les plus déterminantes restent le déficit généralisé des membres des bureaux, quant à la compréhension claire et précise des règles de fonctionnement, du rôle des différents organes, l'absence remarquable de capacité d'auto organisation, la non maîtrise de la gestion des intrants au niveau des OP, la non maîtrise des filières et surtout de commercialisation des productions agricoles.

Par ailleurs, la multiplicité des demandes de crédit et la baisse des revenus des producteurs mettent en évidence les difficultés de maîtrise du crédit par les OP. Le besoin le plus immédiat reste la compréhension des principes de base de la comptabilité, qui tant qu'ils ne sont pas assimilés ne permettent pas la construction rigoureuse des documents de synthèse (bilan et compte de résultat), mais aussi la prise de conscience par les responsables d'OP qu'il s'agit de l'outil de base indispensable pour un pilotage autonome d'une OP sur des bases saines.

Ces différents constats déjà partagés par plusieurs études antérieures constituent une problématique commune à l'ensemble des zones de production agricole.

Pour pouvoir faire face efficacement à ces besoins, dans la formation des agro économistes, un accent particulier devra être mis sur les grandes thématiques qui suivent :

- 1. Dynamique des organisations en milieu rural, développement participatif et vulgarisation agricoles ;**
- 2. Economie du développement agricole et agroalimentaire ;**
- 3. Economie planification et gestion des projets /programmes de développement agricole et rural;**
- 4. Etudes socio- économique dans les secteurs de l'économie rurale ;**
- 5. Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business ;**
- 6. Analyse des chaînes de valeur des produits agricoles et agroalimentaires;**
- 7. Gestion des ressources naturelles et Economie de l'Environnement ;**
- 8. Financement des entreprises agricoles et agroalimentaires.**

NB : Les spécifications techniques indicatives de ces grandes thématiques figurent en annexe 5

Les Banques et SFD (BSFD)

Ces structures sont confrontées dans leurs activités d'appui au monde rural aux problèmes liés à la prise en compte du facteur des risques liés au crédit agricole. Il est très fréquent que les questions liées au financement de l'agriculture soient traitées de la même manière que les questions de financement des autres secteurs de l'économie. Cette situation occulte ainsi totalement les spécificités du milieu rural. Puisque les particularités du crédit agricole sont peu maîtrisées, l'accès à cette forme de financement est globalement très problématique.

Les agro économistes destinés à ce groupe cible devront avoir des compétences dans les domaines qui suivent :

- 1. Financement des entreprises agricoles et agroalimentaires ;**
- 2. Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business;**
- 3. Economie planification et gestion des projets /programmes de développement agricole et rural ;**
- 4. Conception et gestion de bases de données informatisées.**

NB : Les spécifications techniques indicatives de ces grandes thématiques figurent en annexe 5

Les Bureaux d'Etude (BE)

En tant que prestataires de service, la préparation des offres de service et les questions relatives à l'analyse économique et financière et l'évaluation de l'impact des projets devraient être maîtrisées à l'interne même dans le cas où recourt est fait à des compétences extérieures ce qui n'est pas toujours le cas. Ces structures rencontrent le plus souvent des difficultés dans la mise en œuvre de leurs activités d'appui conseil en gestion des entreprises et surtout en organisation du monde rural. Les agro économistes destinés à ce groupe cible devront par conséquent avoir des compétences dans les domaines qui suivent :

- 1. Etude socio- économique dans les secteurs de l'économie rurale ;**
- 2. Economie, planification et gestion des projets /programmes de développement agricole et rural ;**
- 3. Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business;**
- 4. Analyse et évaluation de politiques économiques dans le secteur agricole et para agricole ;**
- 5. Analyse des chaînes de valeur des produits agricoles et agroalimentaires;**
- 6. Gestion des ressources naturelles et Economie de l'Environnement ;**
- 7. Dynamique des organisations en milieu rural, développement participatif et vulgarisation agricole.**

NB : Les spécifications techniques indicatives de ces grandes thématiques figurent en annexe 5.

Remarque générale :

Les fiches techniques proposées sont approximatives donc sans prétention d'être exhaustives. Elles seront des supports indicatifs dans l'élaboration des contenus des modules avec la collaboration des professionnels qui seront retenus pour développer les unités d'enseignement correspondants.

3.2.3. Les options de spécialisation requises

Tableau 13 : Matrice des grandes thématiques de formation en agro économie pour pallier aux problèmes posés au sein des différents groupes cibles

Thématiques	Secteur Public				Secteur privé				
	SC	IR	ODR-PP	CT	EP	ONG	OP	BSFD	BE
1. Economie du développement agricole et agro alimentaire									
2. Economie, planification et gestion des projets de développement agricole et rural									
3. Études socio-économiques dans les secteurs de l'économie rurale									
4 Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business									
5. Analyse et évaluation de politiques économiques dans le secteur agricoles et para- agricoles									
6. Financement des entreprises agricoles et agroalimentaires									
7. Dynamique des Organisations en Milieu rural , développement participatif et Vulgarisation Agricole									
8. Analyse des chaînes de valeur des produits agricoles et agroalimentaires									
9. Economie des nouvelles technologies et impact sur la sécurité alimentaire la pauvreté et l'environnement									
10. Gestion des ressources naturelles et Economie de l'Environnement									
11. Techniques de communication									
12. Conception et gestion de base de données informatisées									

L'observation croisée des besoins de compétence par structure analysée telle que cela apparaît dans la matrice ci-dessus permet de constater que toutes les thématiques sont utiles car elles sont toutes citées sans exception. L'utilité de ces thématiques est homogène et régulièrement repartie entre presque tous les groupes cibles. Cependant du point de vue densité de la demande, les plus utiles sont par ordre d'importance :

1. Economie du développement agricole et agro alimentaire ;
2. Economie planification et gestion des projets de développement agricole et rural ;
3. Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business;
4. Études socio- économiques dans les secteurs de l'économie rurale ;
5. Analyse des chaînes de valeur des produits agricoles et agroalimentaires,

Les options de spécialisation pourront donc être focalisées par ordre de priorité sur ces principales thématiques demandées. Il convient cependant de faire les commentaires qui suivent :

Compte tenu de la diversité des besoins qualitatifs il faut éviter le piège de la multiplication des options de spécialisation qui entrainera inéluctablement des chevauchements voire des redondances inutiles surtout lorsque l'on sait que quelque soit l'option ces mêmes thématiques sont impérativement nécessaires partout. Aussi nous proposons que pour le choix d'option qui intervient dès la fin du tronc commun l'alternative ne soit que de deux possibilités à savoir :

Option 1 : Economie du développement agricole et agro alimentaire

La prise de conscience aidant, partout il a été exprimé en premier lieu le besoin de développement qui s'inscrit dans une logique partagée à tous les niveaux. En effet l'encadrement technique dominé par le secteur public à besoin de bases théoriques claires et pratiques pour mieux poursuivre les efforts d'appui au développement. Les entreprises privées veulent se développer le plus rapidement que possible et évoluer vers l'agri business. Les banques et le système financier décentralisé aident à permettre une accélération du rythme de développement pour augmenter leurs profits. Les organisations professionnelles de la société civile sont dans une dynamique de progression vers le développement et souhaitent être appuyé dans ce sens. L'ensemble de ces facteurs ajoutés à des arguments beaucoup plus techniques à savoir la possibilité de regrouper au sein de la thématique du développement l'ensemble des dimensions y compris socio-économique en rapport avec l'agriculture et l'agro alimentaire incitent à proposer que la thématique « Economie du développement agricole et agro alimentaire » soit considéré comme noyau pour le programme de formation du niveau licence. Ainsi, il sera possible au moment de la spécialisation qui interviendra pendant la formation pour le master professionnel. Il s'agira donc à l'intention de ceux des étudiants qui évolueraient selon cette option d'une revue systématique mais dans une logique d'approfondissement des principaux modules en relation avec le développement agricole et agroalimentaire en mettant un accent particulier sur les théories et des outils pratiques adaptés aux réalités du terrain. Ainsi, l'étudiant dont le choix porterait sur cette option après le tronc commun de la licence abordera l'étude des modules retenus et rattachés à cette thématique. Il terminera son cycle de licence professionnelle selon ce profil et s'il est apte à poursuivre le master (il doit remplir des conditions à définir), il le fera toujours selon la même option avec l'approfondissement systématique sur le plan théorique et pratique des modules spécifiques bien triés liés à la thématique.

Option 2 : Economie planification et gestion des projets de développement agricole et rural

Indépendamment du secteur (public comme privé,) les projets de développement agricole et rural sont inéluctablement les moyens les plus utilisés pour atteindre les objectifs de développement en milieu rural. Ils sont par conséquent au centre des préoccupations de tous les acteurs et cela tous les niveaux. On sait par ailleurs que l'aide internationale qui constitue l'essentielle des dépenses d'investissement du Mali (En moyenne, plus de 70% du Budget Spécial d'Investissement) est prioritairement centrée sur les projets et que cette tendance restera globalement comme telle tant que le pays restera sous développé. Dans ces conditions, la maîtrise de l'économie et de la gestion des projets de développement agricole et rural devient un impératif si l'on désire réellement optimiser les lourds investissements qui sont des dettes obligatoirement à éponger. Il faut noter que ce besoin est valable au tant pour le secteur public que le

secteur privé autant pour les projets collectifs que pour les projets privés. L'insuffisance des compétences dans le domaine de la gestion des projets à été largement évoqué lors des enquêtes comme la cause principale des échecs. En effet, la faiblesse des taux de décaissement et l'absence de systèmes de suivi évaluation qui semblent être les caractéristiques générale de l'exécution des projets est du essentiellement à la mauvaise maîtrise du facteur gestion. Compte tenu de toutes ces considérations, il paraît nécessaire de replacer les questions liées à l'économie et la gestion des projets de développement au centre des préoccupations de renforcement de capacités. Aussi nous n'estimons que la thématique « économie et gestion des projets de développement agricole et rural » mérite d'être considéré comme deuxième option possible de spécialisation. Le schéma de fonctionnement de cette seconde option est identique à celle de la première.

3.2.4. Les besoins nouveaux exprimés en spécialiste de profil agro économie et les perspectives d'évolution

Niveau National

Situation actuelle

Tableau 14 : Besoins numériques nouveaux en agro économistes exprimés par niveau de formation au niveau national

Niveau	Nombre											Total
	Secteur Public					Secteur Privé						
	SC	IR	ODR	PP	S/T	EP*	ONG	BSFD	BE	OP	S/T	
1. Doctorat	20	10	0	1	31	0	0	0	1	0	1	32
2. Master BAC +5	31	0	3	0	34	7	9	3	1	5	25	59
3. Licence BAC+3	32	0	5	0	37	19	2	0	0	3	24	61
Total	83	10	8	1	102	26	11	3	2	8	50	157

Source enquêtes de terrain

Le tableau permet de constater que les besoins nouveaux sont réels pour tous les niveaux même s'ils restent plus déterminants pour les niveaux master et licence (respectivement 37 et 38%). Les besoins en docteur sont surtout importants au sein des SC et des IR. De plus on remarque que les besoins se font plus sentir au sein du secteur public que dans le secteur privé.

Perspectives

A court terme compte de tenu de l'âge moyen du personnel technique qui a été estimé à près de 48 ans d'après les enquêtes, le volume des partants à la retraite ne permettra pas de créer un vide substantiel pouvant offrir des opportunités pour les nouveaux recrutements y compris celui des agro économistes.

A moyen terme des recrutements plus importants sont envisageables dans la mesure où la crise en cadres techniques de catégorie A s'accroîtra. Il faut remarquer que Koulikoro est une région qui accueille de plus en plus de nouveaux projets/programmes ce qui favorisera les recrutements nouveaux. L'IPR/IFRA étant sur le territoire de la

région de Koulikoro, il sera très aisé de suivre l'évolution du marché de l'emploi sur le plan régional.

Niveau des régions visitées

Situation actuelle

Tableau 15 : Besoins numériques nouveaux en agro économiste par niveau de formations exprimées au niveau des régions visitées

Niveau	Koulikoro	Ségou	Sikasso	Mopti	Total
1. Doctorat	2	2	4	58	66
2. Master BAC+5	28	43	71	123	265
3. Licence BAC+3	21	32	62	172	287
Total	51	77	147	353	618

Le tableau ci-dessus fait ressortir un besoin nouveau assez significatif surtout en ce qui concerne les niveaux master et licence (90% des besoins exprimés). Ces besoins sont relativement plus élevés dans les régions de Mopti et Sikasso (près de 70% des besoins totaux exprimés). Concernant spécifiquement le cas de la région de Mopti, l'importance relative des besoins s'explique par la forte concentration à ce niveau des projets/programmes et ONG et dont les nombre sont en perpétuelle croissance.

Perspectives

Les résultats des enquêtes ont montré que la demande peut s'accroître dans un futur proche et cela laisse présager un engouement certain pour la filière.

A court terme, toutes les régions étant en plein essor économique présentent un réel atout en matière d'emploi. Il faut toutefois souligner que les recrutements en masse ne sont pas envisageables car les structures les plus nécessiteuses en spécialistes de profil agro- économie sont soumises par excellence à des contraintes de limitation des effectifs.

A moyen terme les économies régionales atteindront une vitesse de croisière qui nécessitera obligatoirement des recrutements. Ainsi la sortie de la première génération des futurs agro économistes correspondra à une période relativement plus propice sur le plan des embauches au niveau des régions.

3.2.5. Les besoins exprimés en renforcement de capacité du personnel en fonction et perspectives d'évolution

Niveau national

Situation actuelle

Tableau 16: Besoins numériques en renforcement de capacité du personnel existant par niveau de formation au niveau national

Niveau	Nombre											Total
	Secteur Public					Secteur Privé						
	SC	IR	ODR	PP	S/T	EP*	ONG	BSFD	BE	OP	S/T	
1. Doctorat	1	6	4	0	11	0	0	0	0	0	0	11
2. Master BAC +5	38	10	20	4	72	18	43	2	4	2	69	141
3. Licence BAC+3	10	0	15	2	27	28	20	0	0	8	56	83

Total	49	16	39	6	110	46	63	2	4	10	125	235
--------------	-----------	-----------	-----------	----------	------------	-----------	-----------	----------	----------	-----------	------------	------------

Source enquêtes de terrain

Le tableau révèle que les besoins numériques sont importants en ce qui concerne surtout le niveau Master BAC+5 suivis du niveau licence BAC+3. En ce qui concerne spécifiquement les entreprises privées, on observe que la demande pour le niveau licence est légèrement plus élevé que celle du niveau Master BAC+5.

Perspectives

A court terme, les besoins connaîtront une évolution significative eu égard au caractère vieillissant des cadres. Si une bonne campagne de sensibilisation est réalisée, il risque sans doute d'avoir une importante demande.

A moyen terme, il faut s'attendre à une très forte demande qui risque de dépasser les capacités d'accueil.

Niveau des régions visitées

Situation actuelle

Tableau 17: Besoins numériques pour le renforcement de capacités du personnel existant exprimés par niveau de formation au niveau des régions visitées

Niveau	Koulikoro	Ségou	Sikasso	Mopti	Total
1. Doctorat	1	0	14	0	15
2. Master BAC+5	29	37	78	39	183
3. Licence BAC+3	21	17	99	47	184
Total	51	54	191	86	382

Source enquêtes de terrain

Au niveau de ces régions visitées, on remarque que la demande est importante presque dans la même proportion pour les niveaux Master BAC +5 et licence BAC+3. C'est surtout à Sikasso que l'on enregistre le plus grand niveau de besoin. C'est également à là que la demande pour le niveau licence dépasse de beaucoup celui du Master BAC+5.

Perspectives

A court terme le niveau de la demande dépendra de la situation géographique par rapport au lieu de formation. En effet, pour ceux qui seront non loin du dit lieu, la demande sera naturellement très grande.

A moyen terme il faudra s'attendre à une très forte demande quelque soit la position.

Tableau 18 : Récapitulatif général des besoins nouveaux exprimés en agro économiste selon les niveaux

Niveaux	Nombre par niveau		
	National	Régions visitées	Ensemble
1. Doctorat	32	66	98
2. Master BAC+5	59	265	324
3. Licence BAC+3	61	287	348
Total	157	618	775

Source enquêtes de terrain

Selon les données du tableau, on observe que la demande se concentre prioritairement sur les deux niveaux master et licence avec respectivement 42 et 45%. Le tableau révèle surtout que le besoin est relativement important dans son ensemble ce qui confirme l'opportunité de la création de cette nouvelle filière. Il faut noter que le besoin est de loin plus important dans les régions visitées qu'au niveau national (80% contre 20%). Il est étonnant de remarquer une certaine importance de la demande pour le niveau doctorat qui a été indiqué sans considération des possibilités à pourvoir rémunérer à leurs justes valeurs les cadres de ce niveau.

Tableau 19 : Récapitulatif général des besoins en renforcement de capacité en agro économiste selon les niveaux

Niveaux	Nombre par niveau		
	National	Régions visitées	Ensemble
1. Doctorat	11	15	26
2. Master BAC+5	141	183	324
3. Licence BAC+3	83	184	267
Total	235	382	617

Il ressort du tableau que les besoins sont également important pour même s'ils sont légèrement moins que celui des besoins nouveaux. La demande reste toujours concentrée sur le niveau Master BAC+5 (52%) et le niveau Licence BAC+3 (42%). On observe également ici l'expression de besoins pour le niveau doctorat (4,2%).

**CONCLUSIONS
SUGGESTIONS & RECOMMANDATIONS**

1. Conclusions générales

A l'issue de la présente étude, il est possible de tirer les principales conclusions qui suivent :

L'offre nationale des formations au niveau du supérieur est dominée par les facteurs suivants :

- ⇒ un taux de réussite au BAC relativement modeste dans les séries scientifiques du système d'enseignement secondaire général.
- ⇒ des réussites avec mentions en quantité très faible qui dénotent d'une crise aigue de la qualité générale des bacheliers.
- ⇒ des effectifs de nouveaux bacheliers orientés sur les facultés de l'université en augmentation constante d'une année à l'autre.
- ⇒ l'offre de formation en agro économie au niveau national reste dominée par le master offert par l'UMB qui est sur le point d'ouvrir un nouveau master en « Politique agricole et économie paysanne. »

En ce qui concerne spécifiquement l'emploi des agro économistes, l'étude révèle que le niveau de recrutement au sein de ce groupe est globalement très faible malgré que tout le monde soit unanime sur l'utilité incontournable de cette spécialité.

La spécialité agro économie est la moins représentée au sein des groupes cibles et cela tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Ce qui confirme l'hypothèse de la faible représentativité des agro économistes dans le tissu de la production à tous les niveaux. Cette tendance indique également la faible connaissance de la spécialité agro économie par la plus part des employeurs

D'une manière générale, l'enquête révèle un déficit remarquable en connaissances liées à l'économie et particulièrement dans les disciplines de base de cette spécialité. Ainsi autant les agro économistes manquent au sein de l'ensemble des groupes cibles comme cela est apparu plus haut, autant les compétences liées à cette spécialité sont absentes.

L'observation croisée des besoins de compétence par structure analysée telle que cela apparaît dans la matrice ci-dessus permet de constater que toutes les thématiques sont utiles car elles sont toutes citées sans exception. L'utilité de ces thématiques est homogène et régulièrement repartie entre presque tous les groupes cibles. Cependant du point de vue densité de la demande, les plus utiles sont par ordre d'importance :

1. Economie du développement agricole et agro alimentaire ;
2. Economie et gestion des projets de développement agricole et rural ;
3. Management des entreprises agricoles et agroalimentaires et agri business;
4. Études socio- économiques dans les secteurs de l'économie rurale ;
5. Analyse des chaînes de valeur des produits agricoles et agroalimentaires.

L'analyse des besoins en agro économiste comme exprimés par les différents groupes cibles lors des enquêtes tant au niveau national qu'au niveau des régions visitées donne des tendances globales qui se présentent schématiquement comme suit :

- des besoins nouveaux en agro économistes généralement réels et assez importants d'une structure à l'autre et très significatifs au niveau des services étatiques ;
- des besoins en renforcement de capacités des professionnels encore plus important au niveau de toutes les structures ;

- les groupes cibles sont confrontés à des problèmes de limitations des effectifs des postes à pouvoir dus soit à des cadres organiques soit à des restrictions ou des encadrements prédéfinis ;
- des niveaux de formation requis orientés sur: le Master et la Licence Professionnels.

2. Suggestions et recommandations

Sur la base des conclusions générales ci-dessus l'équipe propose les suggestions et recommandations qui suivent :

1. Pour ce qui concerne les dispositions générales

L'opportunité de l'ouverture de la filière agro économie à l'IPR/IFRA de Katibougou est indiscutable et peut même être qualifiée comme une exigence du secteur productif national. Toutefois les conditions suivantes devront être prises en charge :

- prendre les dispositions réglementaires requises pour permettre un accès direct à l'IPR/IFRA de Katibougou des bacheliers du cycle général et des cycles technique et professionnel. Cela n'est pas un retour à l'ancien système mais un moyen pour permettre une formation complète dans une logique dictée par les spécificités d'une telle filière. Cela est même une exigence fondamentale du système LMD ;
- commencer par l'ouverture du cycle destiné aux jeunes bacheliers et cela à la mesure du possible dans le délai le plus proche (horizon octobre 2009) et déployer tous les efforts possibles pour réunir toutes les conditions nécessaires à cet effet. Avec la grande volonté cela nous semble jouable dans la mesure où les deux premières années concernent le tronc commun intégré autour d'unités d'enseignement dont les animateurs sont presque tous les enseignants de l'IPR/IFRA. Il reste entendu que la faisabilité dépendra de la capacité de l'administration à diligenter les actions desquelles dépend le processus. Envisager par la suite dans un délai d'au mois 6 mois (horizon début 2010) l'ouverture de la filière « **renforcement de capacités** » destinée aux professionnels qui serait payant.

Pour cette dernière, il est vivement recommandé d'initier une étude de faisabilité qui permettra d'analyser de façon plus approfondie la rentabilité économique et sociale ;

- viser dans le cycle destiné aux jeunes bacheliers pour le moment le niveau Master donnant ainsi l'opportunité à tous d'y accéder à condition d'être performant durant le cycle. Ceux qui, pour des raisons diverses, souhaiteraient arrêter les études chemin faisant auront l'opportunité à travers les niveaux licences professionnelles 1 et 2 et même le master 1 ;
- accompagner la formation par la mise en place d'un système d'observations rapprochées et systématiques de la part du marché de l'emploi destiné aux agro économistes de manière à suivre et exploiter les opportunités offertes dans le temps et dans l'espace.
- pendre impérativement en compte dans l'offre de formation proposée les principales conclusions de la présente étude notamment en ce qui concerne la projection des tailles de promotion et les options de spécialisations souhaitées par les groupes cibles ;
- établir les ponts de communication pratiques avec les établissements d'enseignement secondaire général, technique et professionnel (lycées, centres de

formation professionnels, etc.) d'une part et les groupes cibles futurs employeurs possibles des produits de manière à garantir la circulation d'informations continues et dynamiques de part et d'autre.

Il faut noter que dans ce cadre, une campagne d'information de grande envergure devra être envisagée dans les étapes plus poussées du processus et au fur et à mesure que l'on se rapprocherait de l'ouverture effective de la filière ;

- Pour donner plus d'attractivité des élèves et enseignants à la future nouvelle filière, il est indispensable d'organiser une grande publicité autour d'elle.

A cet effet il est vivement recommandé de mettre au point et exécuter un programme de mobilisation et sensibilisation générale qui définira les actions à mener et le chronogramme de mise en œuvre. Au stade actuel, l'engagement de l'IPR/IFRA doit se traduire par l'implication résolue de tout le personnel enseignant concerné par le programme dans la suite du processus.

2. Pour ce qui concerne les futurs étudiants et auditeurs

- compte tenu de la qualité assez faible des bacheliers actuels, il faudra parvenir à établir dès le démarrage les balises requises pour permettre de retenir les meilleurs notamment ceux justifiant de mentions assez bien et bien dans la mesure du possible. Il faut toutefois prévoir un mode de recrutement assez flexible qui puisse satisfaire les demandes en prenant en compte les autres cycles du secondaire notamment les cycles technique et professionnel. Des passerelles devront être bien dégagées afin de permettre aux professionnels et aux diplômés des écoles de formation agropastorales d'accéder au cycle Master.

A cet effet, une clé de répartition raisonnable et établie selon les réalités du terrain devra être initiée adoptée et publiée officiellement chaque année ;

- revoir le cadre général d'hébergement des étudiants pour rendre plus attractive les études à Katibougou à l'intention des jeunes bacheliers.

3. Pour ce qui concerne le programme de formation

- Poursuivre le processus et finaliser la conception des programmes par la mise au point des contenus effectifs des unités d'enseignement en rapport avec le personnel- enseignant au sein de l'IPR/IFRA de Katibougou et les futurs enseignants extérieurs ;
- Pour éviter la multiplicité des options de spécialisation, il est recommandé vivement de se limiter exclusivement à deux options Les deux thématiques à savoir :

1. Economie du développement agricole et agro alimentaire ;

2. Economie et gestion des projets de développement agricole et rural ,

peuvent constituer des noyaux pour la formation depuis le niveau licence jusqu'au master.

4. Pour ce qui concerne le personnel enseignant

- poursuivre le processus d'identification des formateurs potentiels en vu de la mise au point effective du répertoire propre à l'IPR/IFRA,

- envisager le recrutement à la fonction publique d'au moins 3 nouveaux enseignants de profil agro économie dont un de niveau doctoral et deux (2) de niveau master ;
- le niveau d'attractivité du personnel enseignant dépendra de la capacité à proposer des taux de rémunération compétitif.
- *Aussi il est suggéré de réviser à la hausse le taux actuellement en vigueur qui n'est pas incitatif.*
- l'importance du niveau global de la demande ne doit pas laisser perdre de vue la nécessité de mettre l'accent sur la qualité. Surtout lorsque l'on sait que les niveaux actuels des bacheliers ne sont pas des meilleurs.

Il est suggéré à cet effet de veiller strictement à l'élaboration de critères d'admission rigoureux sur le plan de la qualité.

- utiliser d'avantage le système TOKTEN pour bénéficier de l'appui des maliens expatriés ;
- explorer et exploiter les possibilités d'utilisation des agro économistes des pays de la sous région dont notamment en Cote d'Ivoire, Sénégal et Burkina Faso.

5. Pour ce qui concerne le partenariat

La diversité et la complexité des actions à entreprendre dans le processus dictent la nécessité d'élargir le cadre des partenariats.

Aussi est il recommandé de veiller à l'élargissement de la plateforme des partenaires par la recherche de nouvelles collaborations surtout avec des programmes similaires à l'extérieur du pays (Université de Zaria au Nigeria, Université de Lomé au Togo, Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès). Il est également suggéré d'entretenir des relations de complémentarité avec l'UMB. Cela pourra se faire à travers un protocole d'accord qui définira le cadre institutionnel de cette collaboration.

Le nouveau programme devra collaborer avec l'UMB en ce qui concerne l'analyse des politiques agricoles

6. Facteurs d'accompagnement

Il nous paraît fondamentalement nécessaire de constituer un fond documentaire de démarrage qui sera progressivement agrandi. Il est également nécessaire de constituer une base de données des exploitations agricoles. Considérant le rôle extrêmement important de l'internet tant au niveau du personnel enseignant que des étudiants pour l'accès à la documentation, la mise en état des équipements internet existants aussi bien à Katibougou qu'à l'annexe est un besoin impérieux.

Liste des documents consultés

1. Université Mandé Bukari ;

Les filières de formation pour la rentrée 2009-2010 ;

2. Université Mandé Bukari ;

Programme EDULINK 2009

3. Université Mandé Bukari ;

Doctorat en co- tutelle conditions et déroulement 2009 ;

4. PISE 2 ;

Étude sur l'orientation des filières professionnalisantes dans le secteur de l'enseignement supérieur, Bamako, octobre 2007 ;

5. DNESR ;

Document de politique nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique 2006 ;

6. Rectorat Université de Bamako ;

Rapport de mission provisoire « Étude de la mise en place du pôle universitaire régional de Ségou » Ségou-22, 23,24 août 2007 ;

7. MESSRS ;

Forum National sur l'Education : Rapport de la Commission sur l'enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique 2008 ;

8. Ambassade de France au Mali ;

Fiche Mali Ministère des affaires étrangères et Européennes 2008 ;

9. OEF ;

Bilan de l'emploi étude sur le secteur Moderne 1996 ;

10. OEF ;

Bilan de l'emploi étude sur le secteur rural 1997 ;

11. OEF ;

Bilan de l'emploi étude sur le secteur informel 1996 ;

12. Programme des nations unies pour le développement (PNUD) ;

Études Nationales De Perspectives à Long Terme (ENPLT) – RAF 97/016 Cadre et plan d'action pour l'opérationnalisation de l'étude nationale prospective à long terme "MALI 2025" ;

13. Les Bureaux de Placement Payant (BPP) et les Entreprises de Travail Temporaire (ETT) au Mali « Rapport d'analyse de l'enquête de juin 2003 » ;

14. OEF Bilan de l'emploi 2002 : Étude sur la structure des emplois dans la fonction publique.

ANNEXES

Annexe 1 : Termes de Référence de l'étude diagnostique de l'offre et de la demande nationale en spécialistes en agroéconomie au mali et des perspectives d'évolution de la situation

I-CONTEXTE ET JUSTIFICATION DU PROJET

Dans un contexte marqué par la concurrence internationale, sous régionale et par la nécessité de promouvoir un tissu Petites et Moyennes Entreprises (PME) nationales à même de créer des richesses et des emplois, les économies africaines en général et en particulier l'économie et l'administration du Mali devront disposer d'une masse critique de ressources humaines compétentes, responsables et conscientes des enjeux auxquels le pays et le continent sont confrontés. L'ouverture d'une filière agro économie à l'IPR/IFRA de Katibougou s'inscrit dans cette perspective.

A la faveur des PAS, le Gouvernement du Mali prône depuis le début des années 90 une politique de libéralisation de l'économie nationale. Dans cette logique, au cours des dix dernières années, le secteur rural, qui constitue le pilier de l'économie nationale, a été profondément restructuré, en vue de libéraliser, de redresser certaines filières (coton et riz) et d'en promouvoir de nouvelles (fruits et légumes). Cet ajustement s'est accompagné de réformes institutionnelles et d'une professionnalisation accrue des organisations paysannes. Au stade actuel, il est devenu une obligation de :

- Rechercher les méthodes les plus efficaces d'utilisation des facteurs de production agricole,
- Renforcer l'intensification des relations de production, le meilleur coût de production, en donnant à l'agriculture et à ses différents secteurs une meilleure rentabilité et efficacité.

Tout cela n'est possible que si l'on dispose en nombre suffisant et en qualité de cadres spécialisés en économie agricole. Aussi, un des principaux objectifs de développement poursuivi par le Gouvernement de la République du Mali demeure à juste titre la meilleure valorisation des ressources humaines.

On sait par ailleurs qu'aujourd'hui avec l'approche filière, l'agriculture connaît un champ qui va au delà de la production à la transformation et à la commercialisation des produits concernés, à la politique agricole, ainsi qu'à la consommation alimentaire. Toutes ces questions méritent une maîtrise absolue qui n'est possible qu'avec l'implication de cadres qualifiés en économie de filières agricoles.

Le Mali a connu par le passé plusieurs plans, programmes et schémas directeurs dont la vocation était assurément de sortir l'agriculture de la situation dans laquelle elle est plongée depuis l'indépendance. Des résultats forts appréciables ont été certes obtenus, mais il n'a jamais été possible de mesurer de façon correcte les impacts socio économiques par manque ou insuffisance de compétences qualifiées en la matière. Cette situation est très regrettable dans la mesure où le pays est obligé de faire perpétuellement recours à des ressources humaines extérieures très budgétivores et peu imprégnées des réalités nationales.

Les activités de planification, d'organisation et de la gestion de la production dans le secteur de l'agriculture exigent des applications statistiques mal maîtrisées car conduits par des non spécialistes. Cela a comme conséquence la non- fiabilité et la non - conformité aux normes internationales des informations statistiques régulièrement produites.

Dans un contexte de prédominance de l'agriculture paysanne, la rentabilité économique des exploitations agricoles suppose une maîtrise totale des paramètres de production,

non seulement par l'encadrement technique, mais également et surtout par les exploitants eux-mêmes, ce qui est actuellement quasi compromis avec l'insuffisance ou le manque de compétences dans le domaine de l'agroéconomie. L'accompagnement en matière de gestion des exploitations agricoles pour mieux les structurer et en faire de véritables entreprises agricoles est un besoin pressant de nos jours.

Dans le nouveau cadre de gestion administrative, à savoir la décentralisation, la loi N°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales modifiée par la loi 96-056 du 16 octobre 1996 confère aux collectivités décentralisées des missions de conception, de programmation et de mise en œuvre des actions de développement économique, social et culturel. Les nouvelles fonctions découlant de ces missions sont entre autres :

- l'élaboration de schémas d'aménagement et de développement ;
- l'élaboration de plans/programmes de développement ;
- la conception et le montage de projets/programmes de développement ;
- la mise en œuvre et le suivi évaluation des projets/programmes ;
- la gestion des projets ;
- l'élaboration et la gestion de budget ;
- l'élaboration de bilans et rapports financiers ;
- la gestion financière et comptable.

Comme il est loisible de le constater, pour assumer ces fonctions, les collectivités ont largement besoin de l'implication de planificateurs, économistes et gestionnaires du domaine rural qui, malheureusement, manquent de façon prononcée sur le marché national de l'emploi.

Sur le plan de l'intégration sous-régionale, les politiques agricoles communes (UEMOA, CEDEAO) accordent une place de choix à l'agrobusiness qui suppose une bonne maîtrise des dimensions économiques de ce système de production peu connu à l'échelle de la plupart des pays concernés.

La mise en œuvre des PAC requiert dès lors l'implication de spécialistes de haut niveau en économie agricole que les états doivent impérativement compter en leur sein.

La loi d'orientation agricole (loi N°06-045/du 5 septembre 2006) indique dans son article 100 chapitre V titre IV que « la formation professionnelle agricole continue est un droit pour le personnel de l'État et des organismes personnalisés, les exploitants, les membres et les personnels des organisations professionnelles agricoles ». Ce qui signifie que toute nouvelle filière de formation est la bienvenue, pourvu qu'elle réponde à des besoins prouvés. La même loi, dans son article 101 chapitre V titre IV stipule que « les établissements d'enseignement, les centres et les instituts de formation agricole sont créés par l'état, les collectivités territoriales, la profession agricole ou les opérateurs privés conformément à la réglementation en vigueur ». Cette disposition donne ainsi en même temps la possibilité d'ouverture de toute filière jugée utile pour le développement agricole.

Sur le plan de la formation diplômante, l'un des problèmes les plus brûlants de l'enseignement supérieur au Mali de nos jours, demeure le phénomène de déséquilibre des flux qui fait que seules quelques filières (Droit, économie, gestion à la FSJE, etc.) pour des raisons de possibilité de débouchés en fin d'études concentrent la majorité des choix de profil de formation. Ainsi, de façon générale les filières dans le domaine agricole restent peu prisées alors même que le pays est dit de vocation agro-pastorale. Ce paradoxe est inconcevable dans un contexte où l'économie nationale repose presque totalement sur le secteur primaire (Plus de 50% du PIB en 2004). La première conséquence d'une telle situation est la concentration presque exclusive des diplômés en ville au détriment de la campagne qui reste dramatiquement déficitaire en ressources humaines qualifiées. La seconde conséquence qui est certainement la plus regrettable et

la plus dangereuse est le manque d'intérêt progressif et soutenu des générations montantes pour le secteur primaire en général et l'agriculture en particulier. Ainsi, actuellement, l'enseignement agricole est le parent pauvre de l'éducation nationale car les débouchés existants sont peu prisés en raison du manque de filière à grande portée d'emploi.

Cette tendance constitue un véritable contrepoids aux politiques publiques axées sur la promotion du secteur rural.

A l'heure actuelle, le défi urgent à relever par les décideurs est certainement d'agir de manière à équilibrer les flux, ce qui passe d'une manière générale par la revalorisation de l'enseignement agricole et particulièrement par l'ouverture en son sein de filières porteuses d'intérêt pour l'emploi et le développement. Aussi, la sécurité alimentaire (couverture des besoins alimentaires en forte augmentation) et la croissance économique pour lutter contre la pauvreté en générant des revenus et en créant des emplois constituent des défis de développement du pays que seul un parfait équilibre des flux de formation peut permettre de relever.

Il est unanimement admis par tous aujourd'hui que l'insuffisance de cadres de profil agro économique pour satisfaire les besoins de développement du pays constitue la plus grande adversité en termes de disponibilité de ressources humaines qualifiées. Il faut préciser que ce déficit n'est pas propre exclusivement au secteur public car il concerne et le secteur privé.

Compte tenu de l'ensemble des considérations ci-dessus évoquées, et au regard de son rôle particulier dans la promotion de l'enseignement agricole au Mali, il paraît impérieux d'envisager l'ouverture d'une filière agroéconomie au sein de l'IPR/IFRA de Katibougou en tenant compte du processus général du passage de l'enseignement supérieur au système Licence-Master-Doctorat (LMD). C'est donc dans le but d'étudier minutieusement cette perspective que la présente mission est initiée par la Direction du dit établissement.

II - BREVE PRESENTATION DU PROJET

Le projet a pour objectif général d'initier et mettre en œuvre un ensemble d'activités et de mesures pratiques débouchant à terme à l'ouverture de la spécialité agroéconomie du cycle ingénieurs de l'IPR/IFRA de Katibougou.

Ces objectifs opérationnels sont :

1. l'évaluation et l'analyse des demandes nationales des secteurs publics et privés en agroéconomistes ;
2. l'évaluation et l'analyse des forces et faiblesses de l'IPR/IFRA dans son état actuel par rapport au projet d'ouverture d'une filière de formation d'agroéconomistes ;
3. la capitalisation et l'analyse des expériences nationales, sous régionales, régionales et internationales en formation d'agroéconomistes
4. l'identification, la justification et la proposition de suggestions et recommandations sur les options plausibles d'ouverture de la filière en rapport avec les réalités nationales et sous régionales ;
5. l'élaboration et la validation des programmes de formation en rapport avec l'option d'ouverture de la filière retenue ;
6. l'évaluation et la mise en place des besoins en ressources (humaines, matérielles et financières) pour la mise en œuvre de l'option d'ouverture retenue ;
7. l'élaboration et mise en place des outils institutionnels, techniques et méthodologiques d'accompagnement de la mise en œuvre de l'option d'ouverture retenue.

Le projet comporte deux (2) composantes.

Une composante 1 ' élaboration de l'offre de formation' qui vise :

- l'évaluation et l'analyse des demandes nationales des secteurs publics, parapublics et privés en cadres agroéconomistes ;
- la capitalisation et l'analyse des expériences nationales en formation d'agroéconomistes ;
- l'évaluation et l'analyse des forces et faiblesses de l'IPR/IFRA dans son état actuel par rapport au projet d'ouverture de la spécialité agroéconomie ;
- la capitalisation et l'analyse des expériences sous régionales, régionales et internationales en formation d'agroéconomistes ;
- l'élaboration et la validation de l'offre de formation en rapport avec les réalités nationales, sous régionales et régionales ;

Les activités prévues dans le cadre de cette composante sont :

Activité 1 : Conduite des études thématiques sectorielles intérieures

Elle est relative à la réalisation de deux études de base qui sont indispensables pour la définition d'options plausibles et pour l'élaboration des programmes dont :

- une sur le diagnostic de l'offre et de la demande nationale en spécialistes en agroéconomie au Mali et des perspectives d'évolution de la situation ;
- et la seconde sur les forces et faiblesses de l'IPR/IFRA de Katibougou dans la perspective d'ouverture de la spécialité agroéconomie du cycle ingénieur.

Activité 2 : Mission de voyage d'études

Il s'agit d'effectuer des missions dans certains pays de la sous région ayant une grande expérience en formation d'agroéconomiste pour s'enquérir de leur savoir faire en vu de s'en inspirer. Les pays retenus sont l'Algérie, le Maroc, le Ghana, le Bénin et le Nigeria.

Activité 3 : Elaboration des suggestions et recommandations sur l'offre de formation selon la spécialité agroéconomie à l'IPR/IFRA.

Sur la base des résultats des études de base et des voyages d'étude, il sera élaboré un rapport de synthèse sur l'offre de formation dans lequel il sera formulé des suggestions et recommandations pour la mise en œuvre pratique des propositions.

Activité 4 : Organisation d'un atelier de validation du programme de formation

Cet atelier qui sera organisé à l'IPR/IFRA de Katibougou regroupera l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus d'ouverture de la spécialité .Il aura pour mission de valider les propositions de programmes de formation.

Une composante 2 « élaboration du matériel didactique » qui vise :

1. l'évaluation des besoins en ressources (humaines, matérielles et financière) pour la mise en œuvre du projet notamment les besoins en personnel enseignant complémentaire et en équipements logistiques ;
2. l'identification des ressources humaines (personnel enseignant à l'interne me à l'extérieur de l'IPR/IFRA) qui assureront l'enseignement proprement dit
3. l'élaboration des outils institutionnels d'accompagnement du processus d'ouverture de la spécialité ;
4. l'élaboration des outils techniques et méthodologiques d'accompagnement de l'ouverture de la spécialité.

Les activités prévues dans le cadre de cette composante sont :

Activité 1 : Evaluation des besoins en ressources (humaines, matérielles et financière) pour la mise en œuvre du projet

Elle est relative à la détermination pour la mise en œuvre de l'offre de formation des besoins en enseignants et en matériels logistiques dont le mobilier de bureau, le matériel informatique le matériel audio visuel, le matériel de reprographie.

Activité 2 : Identification des ressources humaines

Elle consistera en la recherche de personnel enseignant tant à l'interne qu'à l'extérieur de l'IPR/IFRA pour satisfaire les besoins recensés.

Activité 3 : Elaboration des outils institutionnels d'accompagnement

Elle concerne :

- l'appui à la relecture de textes organiques de l'IPR/IFRA de Katibougou ;
- la mobilisation effective des ressources humaines nécessaires à l'ouverture ;
- l'appui au renforcement de capacité de la ferme d'application de l'IPR/IFRA (plan d'affaires de la ferme, manuel des techniques de gestion des entreprises).

Activité 4 : Elaboration des outils techniques et méthodologiques d'accompagnement

Elle est relative à :

- la mise en place d'un observatoire de l'exploitation et de l'entreprise agricole ;
- la mise en place et l'animation d'un cadre de concertation formation -production – recherche ;
- la mise en place d'un dispositif de recherche appliquée ;
- l'acquisition d'un fonds documentaire.

Les présents TDR qui rentrent dans le cadre de la mise en œuvre de la première composante sont relatifs à l'étude diagnostique de l'offre et de la demande nationale en spécialistes en agroéconomie au Mali et des perspectives d'évolution de la situation.

III-OBJECTIFS DE L'ETUDE

Il s'agira de :

- évaluer et analyser les demandes nationales des secteurs publics, parapublics et privés en cadres agroéconomistes ;
- capitaliser et analyser les expériences nationales en formation d'agroéconomistes ;
- caractériser les perspectives d'évolution de la situation.

IV-METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Il s'agit de procéder à une analyse aussi objective qu'exhaustive de la situation actuelle de l'offre et la demande en agro économiste De ce fait la méthodologie devra être basée sur l'approche participative. En ce sens qu'elle concernera tous les partenaires de la filière agroéconomie et cela à chaque niveau. Eu égard à son caractère holistique et aux résultats tangibles qu'elle doit permettre d'atteindre, cette étude doit être réalisée sur la base de constats à obtenir empiriquement sur le terrain, lesquels doivent idéalement faire l'objet d'un consensus et doivent être obtenus par différentes méthodes particulières. L'étude comportera donc des tâches de :

- préparation des recherches ;
- recherche documentaire ;
- entretiens institutionnels ;

- enquête de terrain à l'intérieur du Mali ;
- analyse et interprétation des informations collectées ;
- production de rapport d'étude.

Le consultant soumettra une proposition méthodologique détaillée dont la pertinence sera un atout déterminant pour le choix final.

Dans sa proposition, le consultant devra présenter les méthodes et outils qu'il utilisera ainsi que la démarche qu'il adoptera dans l'évolution du processus.

V-RESULTATS ATTENDUS

A la fin de l'étude il est attendu un rapport de synthèse sur le diagnostic de l'offre et de la demande nationale en spécialistes en agroéconomie au Mali et des perspectives d'évolution de la situation dans lequel seront disponibles :

- les caractéristiques des demandes nationales des secteurs publics, parapublics et privés en cadres agroéconomistes ;
- la description et l'analyse des expériences nationales en formation d'agroéconomistes ;
- les perspectives à moyen et long terme d'évolution de la situation.

VI-EVALUATION DES RESULTATS DE L'ETUDE

Elle sera faite au moyen d'indicateurs qui sont :

Indicateurs d'évaluation
1-Nombre de structures centrales touchées
2-Nombre d'institutions utilisatrices des spécialistes en agroéconomie touchées
3-Nombre d'Institutions de formation agricole touchées
4-Nombre de personnes ressources touchées
5-Nombre de documents collectés
6-Qualité du rapport de synthèse

VII-DUREE ET CHRONOGRAMME

L'étude devra être réalisée le plus rapidement possible (Mars –avril 2009) et dans un délai de rigueur ne dépassant pas 40 (quarante) jours ouvrables. Dans tout les cas, le consultant fera une proposition dans laquelle il indiquera le chronogramme détaillé des activités.

VIII-ACTEURS CONCERNES

Au niveau national, ces acteurs sont de trois types :

- Ceux dont la voix est prépondérante dans la création de la filière d'agroéconomie ;
- Ceux qui constituent ou conditionnent l'offre de formation en agroéconomie ;
- Ceux qui constituent ou conditionnent la demande de formation en agroéconomie.

Le premier groupe est constitué par :

⇒ Les ministères (Education Nationale, Agriculture, élevage et pêche, environnement et assainissement ;

⇒ Les directions centrales (DNESRS, DNESG, DNETP, DNA, DNPIA, DNP, DNSV, DNGR, DNCN, DNCPN, DNSI, DNPD etc.) et leur démembrement aux niveau régional et local.

Le second groupe est constitué par les établissements d'enseignements supérieur et secondaire publics et privés (IPR/IFRA, RECTORAT, FAST, FSEG, UIG, Echantillon de lycées publics et privés, Universités privées, groupe HECI, Technolab etc.).

Le troisième groupe est constitué par les structures qui forment la demande :

- ⇒ les banques et institutions financières ;
- ⇒ le système financier décentralisé ;
- ⇒ les opérations de développement ;
- ⇒ les projets/programmes dans le domaine rural ;
- ⇒ les ONG ;
- ⇒ les partenaires techniques et financiers ;
- ⇒ les organisations et syndicats de producteurs agricoles (APCAM, CNOP, AOPP, SYCOV etc.) ;
- ⇒ les exploitants agricoles individuels.

Le consultant pourra proposer toute autre structure ou institution pouvant avoir un intérêt pour le processus.

Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées

1. Bamako

Date	Prénoms et Nom	Structure	Fonction	Contact
24/03/ 2009	1. Mamadou KEITA	DNESRS	Directeur National	
	2. Mamadou SIDIBE	DNESRS	Chef bureau des bourses	
	3. Basseyni DIARRA	LAM	Provisieur	
	4.	LAM	Censeur	
	5. Sylvain FOMBA	LPK	Provisieur	
	6. Fidele COULIBALY	LPK	Censeur	
25/03/ 2009	7. Mamadou CAMARA	MESSRS	Conseiller Technique en charge de l'enseignement supérieur	
	8. Hamidou ONGOIBA	UMB	Chargé des relations extérieures	
	9. Salif SIDIBE	UMB	Directeur Administratif et Financier	
	10. Demba DEMBELE	DNFPP	Chef de Division Recrutement/Concours et Formation	20 22 31 80 76 45 44 02
	12. Amadou FABE	DNFPP	Chef Section Concours/recrutement et formation	20 22 31 80 66 53 19 54
	11. Saby KANE	LTB	Censeur	
	13. Mohamedoun Ag HANTAFAYE	DNESG	Directeur National Adjoint	Tel : 20 22 35 22 Cel : 66 72 27 15 E-mail : dounhtfaye@yahoo.fr
	14. Niangado Fanta BATHILY	DNESG	Chef division PI études et programmes	
	15. Brahim SANGARE	DNESG	Chef division vie scolaire	
	16. Modibo DIALLO	CPS -E	Chargé de statistique	
	17. ILo DIALLO	CNEC	Agent informatique	
	18. Daouda SIMPARA	DNETP	Directeur National	20 29 04 50 66 83 89 85
	19. Massa Makan DIABATE	Rectorat	Secrétaire Général	
	20. Mme Diarra D KONE	LJF	Provisieur	
27/03/ 09	21. Hamidou MMAIGA	Rectorat	Chef Division Pédagogique	76 30 00 75
	22. Bassirou TRAORE	DNA	Responsable adjoint du personnel	79 12 71 58
	23. Nouhoum DEMBELE	DNA	Division formation	79 10 82 52
	24. Minamba SAMAKE	DNA	Chef du personnel	65 56 64 39
	25. Bakary SANOGO	IER	Chef Unité	20 22 26 06

Date	Prénoms et Nom	Structure	Fonction	Contact
			Formation ; Bureau des Ressources Humaines	76 47 26 65 BP : 258 Bamako bakary.sanogo@ier.ml
	26. Amadou SAMAKE	ECOFIL	Chef du Programme de recherche en Economie des Filières (ECOFIL)	76 45 65 76
	27. AlphaKERGNAN	ECOFIL		
	28. LamissaDIAKITE	ECOFIL		
01/04/09	29. BréhimaSANOGO	CMDT	Chef Service Administration du personnel et des Affaires Sociales Ressources Humaines	66 82 01 98
	30. Abroudji A SANOGO	CMDT	Chef Division de l'Administration et du personnel	
	31. Doudou TOURE	DNGR	Ressources Humaines	20 22 26 05 79 04 90 72
	32. Mamery DIAKITE	DNGR	Ressources Humaines	20 22 26 05 76 17 00 47
	33. IbrahimaSONGORE	ISFRA		76 46 89 71
	34. Modibo HAIDARA	CNRST	Directeur national	20 21 90 85
	35. Salikou SANOGO	FAST	Doyen	66 78 57 14 salikousanogo@yahoo.fr
02/04/09	36. Salif BERTHE	FLASH	Doyen	berthesalif@yahoo.fr
02/04/09	37. Issiaka SINGARE	IUG	Directeur	66 71 61 18
02/04/09	38. Modibo TRAORE	FSEG	Vice doyen et professeur	76 03 93 17 traormodibo2008@yahoo.fr
02/04/09	39. Mamadou KANTE	ENI	Directeur Général	
	40. AbdoulayeTRAORE	ENI	Directeur adjoint	
	41. Famory DEMBELE	ENI	Secrétaire principal	66 94 35 10
	42. Idrissa DIALLO	APCAM	Secrétaire Général Adjoint	20 21 87 25 66 71 00 35 Idrissa_idy@yahoo.fr Idrissa.diallo@apcam.org
	43. Abdoulaye KEITA	APCAM	Conseiller Technique chargé des projets et programmes	76 42 92 72
	44. Issa DJIRE	OHVN	Directeur Général	BP 178 Bamako, Mali 20 22 40 64 ohvnagro@hotmail.com
	45. Mohamed Ben Billid	OHVN	Division Formation	20 22 35 02 20 22 40 64
	46. Lamine DEMBELE	OHVN	Chef de Personnel	BP 178 Bamako, Mali 20 22 40 64 ohvnagro@hotmail.com

Date	Prénoms et Nom	Structure	Fonction	Contact
	47. Bréhima KEITA	PASAOP	Coordinateur Adjt	20 21 48 08 674 94 36 bkeita@pasop.gov.ml
	48. Moussa SOMBORO	PASAOP	Gestionnaire Financier	20 21 48 07 76 22 36 09 BP E 2710 Bamako Mali Email : msomboro@pasaop.gov.ml
	49. Allassane CISSE	Plan International	Responsable des Ressources Humaines	20 22 40 40 20 23 05 83 66 98 30 06 Allassane.cisse@plan-international.org
	50. Koumassé TRAORE	Plan International	Division Education et Formation	20 22 40 40
	51. Djénéba KEITA	SNV	Secrétaire particulière	20 23 33 47/8
	52. Alidji TOURE	SNV	Responsable chargé des Ressources Humaines	20 23 33 47/8 76 42 07 59
03/04/09	53. Abdoulaye MAIGA	BNDA	Directeur Adjoint du Personnel et des Ressources Humaines	20 29 64 64 Poste 206 66 77 96 27 76 33 28 08
	54. Hamadoun OUOLOGUEM	BMS	Directeur des ressources Humaines et des Moyens	20 29 54 08 20 23 50 34 76 20 91 11 ouologuem@bms-sa.com
	55. Mohamed Ali SAKO	DNSI	Directeur National Adjoint	20 22 24 55 20 22 48 73 66 78 02 74 Email : sakomohamoud@yahoo.fr
	56. Abdoulaye TRAORE	DNPD	Chef de la Division Planification des Ressources Humaines	20 22 57 53 66 66 40 02
	57. Hery COULIBALY	DNP	Directeur National	20 22 52 30 66 72 45 45
		APEJ	Directrice Adjointe	20 29 64 55 20 29 64 56
	58. Issa TRAORE	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Chef du Service Administratif et Financier	20 29 15 36
	59. Dramane N'DAOU	Commissariat à la Sécurité Alimentaire	Chef de section du personnel	20 29 15 36

Date	Prénoms et Nom	Structure	Fonction	Contact
		e		
06/04/09	60. Mme Bouaré Assétou COULIBALY	OPAM	Directrice Administrative et des Ressources Humaines	20 21 31 48 20 21 35 55 66 79 22 54
	61. Dr. Idrissa SISSOKO	DNSV	Chef de la Division Suivi, Evaluation, Documentation, Formation et Information	20 22 61 93 76 01 93 36
	60. Dr.Mahamar HAIDARA	DNSV	Chef de la Section Documentation, Formation et Information	20 22 61 93 76 06 36 35
	61. Fatogoma DIARRA	FODESA	Coordinateur National	20 20 73 91 20 20 73 94 (direct) 66 74 89 81
	62. Salif DIARRA	OMA	Coordinateur national	Rue 278 Porte 474 Hippodrome Bko 20 21 17 11 (direct) 20 21 40 73 (secrétariat) 66 76 83 47
	63. Pierre TRAORE	OMA	Chargé de Formation	76 14 78 59
	64. Francis KEITA	OMA		66 76 83 39
	65. Emmanuel DEMBELE	AOPP	Responsable Administratif et Financier	20 28 67 81 79 01 41 27 Kalaban coura BP 3066
	66. Boureima DEMBELE	AOPP	Coordinateur	20 28 67 81
	67. IbrahimCOULIBALY	CNOP	Président	2028 68 00 Kalabancoura Rue 200 Porte 727 BP 2169 cnopmali@yahoo.fr cnop@orangemali.net www.cnop-mali.org
	68. Salif SISSOKO	CNOP	Coordinateur national	76 21 79 88
	69. Mme Coulibaly	CNOP	Secrétaire	76 12 44 43
	70. Youssouf Traoré	CNOP	Chargé des Programmes	66 95 91 31
	71. Hamidou Sangaré	CNOP	Coordinateur Appui finances Bamako-Ségou-Niono	76 21 46 16
72. Ibrahima Sory DEMBELE	ANPE	Directeur des Ressources Humaines	76 43 55 90	
73. Tiécoura Kolon COULIBALY	DNPIA	Chef de Division Suivi Evaluation et	20 22 20 22 66 76 55 18	

Date	Prénoms et Nom	Structure	Fonction	Contact
			Statistique	
	74. Modibo KONE	DNPIA	Chef du personnel	76 38 54 59
	75. Mme Sanogo Mariam SOGODOGO	DNPIA	Secrétariat	20 22 20 22 76 42 56 90
	76. Diakaridia SANOGO	ANICT	Secrétaire général	20 22 46 34 76 04 98 76
	77. Neteyo Laimalao	INSAH	Chef Département Recherche (DREAM)	20 22 30 43 20 22 21 48 66 74 41 55
	78. Mme Coulibaly Téné Kadidia SANGARE	LOA	Chef Division Ressources Humaines	20 22 01 94
	79. Djimé DIALLO	LOA	Juriste Ressources Humaines	20 22 01 94 79 40 06 10
	80. Siaka TRAORE	GIC-Mali	Chef Départements Etudes	20 21 80 91 66 75 78 83 Rue 254 Porte 584 BP 2342 Hippodrome Bamako gictraore@yahoo.fr oa-bat@gic-mali.net
	81. Kalifa KEITA	GIC-Mali	Ingénieurs d'études	76 13 02 14
	82. Abdoulaye KEITA	Agriconsult	Conseiller Technique chargé des projets et programmes	76 42 92 72
09/04/09	83. Hamidou MAGASSA	SERNES	Consultant sociologue	20 29 00 21
	84. BEME TRAORE	SERNES	Gestionnaire	76 04 44 82
	85. Hawa DIAKITE	SERNES	Secrétaire particulière	20 29 00 21
		APPM		20 21 17 49/20 21 70 27 Quinzambougou Rue 528, Porte 244 Bamako
	86. Soumaila DIAKITE	ACDI (UAP-CCM)	Chargé d'éducation	20 21 02 38
	87. Tiecoura COULIBALY	CPS DR	Chef division formation	
	88. Moussa YATTARA	SECO/ONG	Secrétaire Général	Tél : 66 76 72 50

2. Koulikoro

Date	Prénom Nom	Structure	Fonction	Contact
6/04/2009	1.Komakan KEITA	AE	Directeur	
	2.Boubacar Ali MAIGA	AE	Chef section Planification et statistique scolaire	
	3.Tidiani Sory CISSE	AE	Chef section bourse et orientations	
	4.Adama TRAORE	AE	Chef section examen et concours	
	5.SISSOKO Flatène DIARRA	ANICT antenne	Contrôleur	
	6.YacoubaCOULIBALY	L D D	Proviseur	
	7.El HadjBrehima SIDIBE	Antenne ANPE	Directeur	
	8.Flamory DIABATE	DRA	Directeur	
	9.LayaDOLO	AR	Secrétaire Général	
	10.MamadouKONE	FODESA	Représentant à Koulikoro	
	11.Salif FOMBA	DRGR	Chef division formation, documentation information, communication	
	12.Hamadoun BAMIA	DRSV	Chef division santé publique vétérinaire	
	13.Mamadou CAMARA	PA-DK	Coordinateur	
	14.Youssouf S KONATE	PA-DK	Chargé de programme	
10/04/2009	15.MamadiKEITA	CPSK	Directeur	
	16.Moussa TRAORE	AOPP	Animateur	
	17.Delphine KY	AOPP	Animateur	
	18.Boureima YALCOUE	CRA	Secrétaire Général	
	19.Kassim N'Tji DOUMBIA	DRP	Chef division pêche et agriculture	
	20.Alhassane TOURE	DRPSIAP	Directeur régional	76 25 73 80
	21.YayaWAIGALO	DRPIA	Directeur régional	
	22.KolomaMICHEL	DRCN	Directeur régional	
	23.Mme Tamboura Mah KEITA	CC	Présidente	

3. Ségou

Date	Prénom Nom	Structure	Fonction	Contact
7/04/2009	1.Soumbounou DEMBA	APEJ	Comptable	
	2.MalamineTOGORA	AE	Directeur Adjoint	
	3.Djibril D KEITA	ANPE	Directeur Régional	7 608 33 46
	4.DasséBOIRE	SSN	Directeur	
	5.ModiboSAMAKE	PCDA	Coordinateur	
	6.Mamadou SANOGO	DRSV		
	7.Mamadou KONE	CRA	Président	66 79 17 12
	8.FousseyniDIAKITE	CRA	Secrétaire Général	76 02 07 18
	9.BrehimaTANGARA	DRPSIAP	Directeur Régional	
8/04/2009	10.Bougouna TRAORE	DRCN	Chargé de la formation et de la communication	
	11.Aboubacar A TAPO	DRP	Chef division valorisation des produits halieutiques	
	12.Boulabass KONTAO	DRSV	Chef division surveillance et protection sanitaire	
	13.N'Dotegué COULIBALY	DRA	Chef division programmation et suivi évaluation	
	14.AbdramaneTRAORE	DRA		
	15.Makono TANGARA	DRA		
	16.Jean Marie KEITA	CC	Président	
	17.Adama TRAORE	DRGR	Directeur	
	18.Adama OULALE	ONG ALPHALO	Responsable de programme	BP 262 tel/fax 21320527
	19.Bakary KEITA	ONG AVRAFD	Chargé de programme	
9/04/2009	20.Mamadou K TRAORE	DRPIA	Directeur régional	
	21.Ahmadou MALLET	CR/ONG	Président	
	22.Mamadou COULIBALY	CR/ONG	Responsable du volet éducation	
	23.Al mahamoud HTOURE	Lycée Cabral	Proviseur	
	24.Yaya KONATE	Lycée Cabral	Censeur	
	25.Seyny COULIBALY	ON	Directeur Administratif et financier	
	26. Fané Oumou KONE	ON		76 38 39 96
	27 TRAORE	ORS	DGA	21 32 13 70
	28.Mamadou KONE	CRA	Président	66 79 17 12
10/04/2009	29.Fousseni DIAKITE	CRA	Secrétaire général	76 02 07 18

4. Sikasso

Date	Prénom & Nom	Structure	Fonction	Contact
06/4/2009	1. Ouatisséké DIABATE	CRA	Conseiller Tech.	
	2. Drissa KEITA	ANPE	Dir.régional	
	3. Diakaridia BERTHE	ANPE	Chef Ser. Inf+Int	
	4. Alhousseyni SALL	Académie Ens.	Dir.Acad	
	5.Daouda COULIBALY	Académie Ens.	Chef Div. EN.Sec	
	6.Mamadou M. DICKO	EFAPW	Direct Ecole	76 25 88 68
	7.Moussa NDIONOU	AFAP	Directeur des Études	
	8.Seydou KEITA	DRA	Dir. régional	
	9.Nanco MARICO	DRA	Chef Dcafar	
	10.Konimba TRAORE	DRA	Chef serv.Pers	
	11.Harouna YOSSI	CRRA	Dir.régional	
	12.Maman DANIOKO	CRRA	Resp. GRH	
	13.Urbain DEMBELE	CRRA	SPGRN	
07/4/2009	14.Awa COULIBALY	CC Sikasso	Sécrét. générale	
	15.Kadidia COULIBALY	APEJ	Coordinatrice rég.	
	16.Moussa Aly GATTA	ODC-PACR	Interim.Resp. C	
	17.Seydina COULIBALY	ODC-PACR	Agent Dev.Com.	
	18.Yaya BALLO	JEKASY	Resp.Ch.Thém	21 62 03 64
	19.Salif DOUMBIA	DRTEFP	Directeur régional	
	20.Fadiala KAMISSOKO	ACOD	Directeur	
	21.Niara DIARRA	AR	Secrétaire Général	
	22.Nouhoum MALLE	AR	Chef Cellule Technique	
	23.AboubacarMAIGA	Kafo Gigine	Chef Agence	
	24.Mamadou COULIBALY	IICEM	Responsable chaine de valeur	
	25.Brehima DAGNIOKO	IICEM	Coordinateur	
	26.KlekagneBENGALY	DRPIA		
	27.Klemime J P DIABATE	DRPIA		
	28.Kane hamady DIALLO	DRPIA		
29.Badara Aliou DEMBELE		Directeur Régional BNDA Sikasso		
08/4/2009	30.Kassoum BENGALY	Mairie Gongasso	Maire Comm.rur.	
	31.Moustapha TRAORE	Mairie Gongasso	Régisseur recette	
	32.ModiboDIARRA	URCGR	Sécrét.Exécutif	
	33.Salifou TRAORE	URCGR	Inspecteur	
	34. David COULIBALY	CC Koutiala	Président CC	76 45 08 18
	35. Mamadou SANGARE	URSCPCV	Animateur	
	36. Daouda DEMBELE		Délégué à la commercialisation	

5.Mopti

Date	Prénom & Nom	Structure	Fonction	Contact
30/03/2009 31/03/2009	1. BamoussaFABE	Lycée H D-Sévaré	Proviseur	21 42 00 01
	2. MamadouPAMANTA	LHD-Sévaré	Censeur	
	3. Moussa COULIBALY	DRPIA	Interim DRPIA	
	4. Mamadou KONE	SRV	Dir. régional	
	5. Adama BERTHE	OR-Mopti	Dir. régional	
	6.Seydou SANGARE	«	Chef DSE	
	7.Hamadoun MAIGA	«	DRAdjoint	
	8.Blonco DIAKITE	«	Chef SecSE	
	9. Modibo SIDIBE	«	Chef Sec Stat.	
	10.Abdoulaye DOUGNON	Assemblée Régionale	Sécr.général	
	11.Boubacar HAIDARA	APEJ	Coord.régional	
	12.MohamedBABY	DRTFP	Direct.régional	
	13.Ibrahima MAGUIRAGA	BNDA	Direct.régional	
	14.Mamadou KANTA	Jemeni	Chef Agence Mopti	
	15.AlphaCOULIBALY	ANPE	Dir.régional	
	16.Moriba SAMAKE	CRA	Sécrét.Genéral	
	17. Yaya DOUMBIA	CRA, PASAM	Cons.Tech	
	18. Cheick SidiyaDIABY	DRA	Dir.régional	
	19. Kola SOW	PAPESPRIM	Point focal	
	20. Adama ZERBO	PAPESPRIM	Conseiller Techn.	
	21. GérardBLONDET	PAPESPRIM	chef Assistant Technique	
22. Adama SIDIBE	Cepid-Toguna-Consult	Respons. consortium		
01/4/2009	23. Housseyni YSABE	CR-ONG	Coordinateur Rég.	
	24.TOLO	Lycée Amion Guindo	Censeur	
	25. HamidouM MAIGA	AE	Chef Division Pédagogique	
	26. Dieudonné DACKO	AOPP	Coord. Des Activités	
	27. Yacouba DISSA	ANICT	Dir.régional	
	28. Abdoulaye TOURE	CARE-MALI	Coord.régional	
	29. Issiaka BAKAYOKO	CCIM	Vice Président	
	30. Mamadou DOUKOURE	PADEPECHE	Intérim Directeur	
	31. Sékou Oumar DICKO	Académie-Mopti	Dir.régional	
	32. Brahima KEITA	Kondo jigima	Coord.régional	
	33. Beniko TRAORE	Lycée moderne Mopti	Censeur	

Annexe 3 : Groupes cibles et structures touchées par rapport aux structures visées

Niveau national

SC=10 IR=3 OP=3

Groupe cible et structures Prévus	Structures effectivement touchées	Observations
1. SERVICES CENTRAUX		
1. DNESR	Oui	
2. DNESG	Oui	
3. DNETP	Oui	
4. CPS Education	Oui	
5. DNA	Oui	
6. DNPIA	Oui	
7. DNP	Oui	
8. DNSV	Oui	
9. DNGR	Oui	
10. DNSI	Oui	
11. DNCT	Oui	
12. CPS SDR	Oui	
13. RUB	Oui	
14. DNFP	Oui	
15. DNPD	Oui	
16. Sécurité alimentaire	Oui	
2. INSTITUTIONS DE RECHERCHE		
1. ISFRA	Oui	
2. CNRST	Oui	
3. IER	Oui	
4. LCV	Non	
5. INSAH	Oui	
3. FACULTES ET GRANDES ECOLES		
FAST	Oui	
FLASH	Oui	
FSEG	Oui	
IUG	Oui	
ENI	Oui	
IPR	Oui	
UMB	Oui	
4. ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		
LAM	Oui	
LTB	Oui	
LJFPK	Oui	
ECICA	Non	
Lycée Fily Dabo Sissoko	Oui	
Lycée Mansa Makan Diabaté		
5. ORGANISATIONS PAYSANNES		
1. APCAM	Oui	
2. CNOP	Oui	
3. AOPP	Oui	
6. ODR		
1. CMDT	Oui	
2. OHVN	Oui	
3. OPAM	Oui	

Groupe cible et structures Prévus	Structures effectivement touchées	Observations
7. PROJETS/PROGRAMMES		
1. Secrétariat permanent LOA		
2. PASAOP	Oui	
3. PCDA	Oui	Fiche non remplie
4. FODESA	Oui	
8. ONG		
1. CCA/ONG	Non	Non disponibilité
2. Plan international	Oui	
3. Care international	Oui	Fiche non remplie
4. SNV	Oui	
9. PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS		
ACDI	Oui	Non disponibilité
PNUD	Oui	Non disponibilité
BM	Oui	Non disponibilité
UE	Oui	Non disponibilité
CTB	Oui	
Coopération Suisse	Oui	
Coopération Néerlandaise	Oui	Non disponibilité
10. BANQUES SFD		
BNDA	Oui	
BMS	Oui	
Niesigiso	Oui	
Kafo djiguinew		Direction à Koutiala
11. BUREAUX D'ETUDE		
1. SERNES	Oui	Non disponibilité
2. GIC OUI		
3. Africonsult	Oui	
11. AGENCES ET AUTRES STRUCTURES		
ANICT	Oui	Non disponibilité
ANPE	Oui	
APEJ	Oui	
12. ENTREPRISES PRIVEES		
1. KOUMALIM, SA	Oui	
2. NESTLE,	Oui	
3. GRAND MOULIN DU MALI	Oui	
4. SOMAKOFF	Oui	
5. HUICOMA.	Oui	

Niveau des régions visitées

Groupe cible et structures Prévus	Structures effectivement touchées				Observations
	Koulikoro	Ségou	Sikasso	Mopti	
1. STRUCTURES DECONCENTREES DE L'ETAT					
DRA	Oui	Oui			
DRPSIAP	oui	Oui			
DRPIA	Oui	Oui			
DRSV	Oui	Oui			
DRP	Oui	Oui			
DRGR	Oui	Oui			
DRCN	Oui	Oui			
Académie d'Enseignement	Oui	Oui			
2. COLLECTIVITES TERRITORIALES					
AR	Oui	Oui			
CC					
Echantillon Communes Rurales					
3. ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE					
Un Lycée public	Oui	Oui			
Un lycée privé	Oui	Non			
4. ORGANISATIONS PAYSANNES					
CRA	Oui	Non			
AOPP	Non	Oui			
5. BANQUES					
BNDA	Non	Oui			
Autre au choix	Non	non			
6.SFD					
Niesigiso	Oui	Oui			
Kafodjiginew					
7.ONG					
Deux au choix	Non	Oui			
8. BUREAUX D'ETUDE					
Deux au choix	Non	Non			
9. PROJETS/PROGRAMMES					
Deux par région au choix	Oui	Oui			
10. AGENCES ET AUTRES STRUCTURES					
ANICT	Oui	Oui			
ANPE	Oui	Oui			
APEJ	Oui	Non			

Annexe 4 : Outils et supports de collecte d'informations

GUIDE D'ENTRETIEN : DIRECTION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (DNESR)

POINTS D'ENTRETIEN

1. Priorités actuelles de la politique nationale d'enseignement supérieur du Mali ;
2. Stratégies envisagées pour le passage de l'ancien système au système LMD ;
3. Dispositions pratiques prise dans le cadre de la mise en place du système LMD (Mutations institutionnelles envisagées etc.) ;
4. Etat actuel de la gestion des flux au sein des grandes écoles (Synergies actuelles d'intervention avec l'université dans la gestion du flux des nouveaux bacheliers) ;
5. Dispositions prises ou en cours pour le retour à l'accès direct des bacheliers aux grandes écoles dont l'IPR/IFRA ;
6. Principales motivations officielles justifiant l'ouverture de la filière agro économie du cycle ingénieur de l'IPR/IFRA de Katibougou ;
7. Etat officiel de l'offre nationale publique ,privée actuelle en matière de formation en agro économie (existence, importance, influence ,perspectives etc.) ;
8. Stratégies de prise en compte du facteur emploi poste formation des futurs agro économistes ;
9. Principales attentes du processus d'ouverture de la filière agro économie à l'IPR/IFRA de Katibougou ;
10. Suggestions et recommandations pour accompagner le processus.

DOCUMENTS SUR LES STATISTIQUES RECENTES SUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AU MALI

GUIDE D'ENTRETIEN RECTORAT DE L'UNIVERSITE DE BAMAKO

POINTS D'ENTRETIEN

1. Priorités actuelles en matière de reforme de l'enseignement supérieur au Mali
2. Stratégies actuelles en matière de gestion des flux de nouveaux bacheliers ;
3. Synergies avec les grandes écoles en matière d'absorption des étudiants et dans d'autres domaines d'intervention ;
4. Point de vue par rapport sur la question de l'accès direct des bacheliers aux grandes écoles et mesures envisagées dans ce sens ;
5. Point de vue sur le processus d'ouverture de la spécialité agro économie à l'IPR/IFRA de Katibougou (Avantages, inconvénients) ;
6. Implications pratiques possibles de l'université dans le processus (partenariat) ;
7. Suggestions et recommandations pour accompagner le processus ;

DOCUMENTS SUR LES STATISTIQUES RECENTES SUR L'UNIVERSITE DE BAMAKO

GUIDE D'ENTRETIEN.DIRECTION NATIONALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

POINTS D'ENTRETIEN

1. Priorités nationales en matière d'emploi public ;
2. Dispositions pratiques en vigueur pour assurer l'adéquation entre formation et emploi ;
3. Etat des demandes des services publics en spécialistes en agro économie ;
4. Situation des concours pour le recrutement d'agro économiste ;
5. Spécificités des demandes et des concours de recrutement d'agro économistes ;
6. Difficultés liées au recrutement des agro économistes ;
7. Niveau de répartition des agro économistes recrutés selon les secteurs ;
8. Suggestions et recommandations pour accompagner le processus ;

DOCUMENTS SUR LES STATISTIQUES RECENTES SUR LES RECRUTEMENTS

D'AGRO ECONOMISTES A LA FONCTION PUBLIQUE

GUIDE D'ENTRETIEN DIRECTION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL (DNESG)

POINTS D'ENTRETIEN

1. Politique et stratégies nationales en matière de répartition des flux d'élèves entre les séries au BAC ;
2. Etat de répartition des choix des séries au BAC et priorités en matière d'orientation des bacheliers ;
3. Importance des séries scientifiques notamment SB dans les choix et facteur les déterminants ;
4. Conséquence structurelles des déséquilibres de choix de série et dispositions pratiques envisagées pour pallier ;
5. Problèmes liées au choix de série et facteurs déterminants les choix de spécialités pour les études universitaires ;
6. Rôles que la DNESG pourrait jouer dans la mobilisation des élèves pour des études universitaires en agro économie ;
7. Suggestions et recommandations pour accompagner le processus ;

DOCUMENTS SUR LES STATISTIQUES RECENTES

GUIDE D'ENTRETIEN DIRECTION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL (DNETP)

POINTS D'ENTRETIEN

1. Politique et stratégies nationales en matière de répartition des flux d'élèves entre les séries au BAC ;
2. Etat de répartition des choix des séries au BAC et priorités en matière d'orientation des bacheliers ;
3. Importance des séries scientifiques notamment SB dans les choix et facteur les déterminants ;
4. Conséquence structurelles des déséquilibres de choix de série et dispositions pratiques envisagées pour pallier ;
5. Problèmes liées au choix de série et facteurs déterminants les choix de spécialités pour les études universitaires ;
6. Rôles que la DNESG pourrait jouer dans la mobilisation des élèves pour des études universitaires en agro économie ;
7. Suggestions et recommandations pour accompagner le processus ;

DOCUMENTS SUR LES STATISTIQUES RECENTES

GUIDE D'ENTRETIEN UNIVERSITE PRIVEE MANDE BOUKARY

POINTS D'ENTRETIEN

1. Etat actuel de la formation (date début de la formation ,Effectifs par année ,origine des auditeurs, Conditions d'accès, Corps professoral ,débouchés des spécialistes formées, liaison avec la production) ;
2. Appréciation de l'environnement pour la formation selon la spécialité agro économie ;
3. Principales difficultés rencontrées et solutions apportées ;
4. Perspectives d'évolution du processus de formation ;
5. Partenariats possibles avec le projet ;
6. Suggestions et recommandations pour accompagner le processus.

DOCUMENTS RECENTS SUR LA FORMATION SELON LA SPECIALITE AGRO ECONOMIE

GUIDE D'ENTRETIEN ELEVES DANS LES LYCEES(Au moins une classe SBT par lycée)

POINTS D'ENTRETIEN

1. Présentation du projet ;
2. Présentation des opportunités et autres avantages ;
3. Présentation des conditions d'accès prévues ;
4. Questions réponses.

SONDAGE ALEATOIRE

GUIDE D'ENTRETIEN AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI

1. Politique et stratégies nationales dans le domaine de la promotion de l'emploi au Mali ;
2. Actions prioritaires visant la promotion de l'emploi au Mali ;
3. Etat général des offres d'emploi au Mali et particulièrement des offres en spécialiste en agro économie ;
4. Spécialités de l'agro économie qui concentrent la majorité des offres d'emploi ;
5. Facteurs qui influencent les offres d'emplois en spécialistes en agro économie ;
6. Contraintes liées aux offres d'emploi dans le domaine de l'agro économie.

GUIDE D'ENTRETIEN PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

POINTS D'ENTRETIEN

1. Politique et stratégies en matière d'emploi de l'expertise nationale,
2. Domaines prioritaires d'utilisation des cadres nationaux de formation agro économiste,
3. Spécialités en agro économie les plus sollicitées,
4. Dispositions pratiques régissant l'emploi de l'expertise nationale dans le domaine de l'agro économie,
5. Synergies existant avec les structures nationales pour la mobilisation de l'expertise locale dans le domaine de l'agro économie,
6. Appui à la formation en agro économie des cadres nationaux,
7. Contraintes liées à l'utilisation de l'expertise nationale dans le domaine de l'agro économie,
8. Suggestions et recommandations d'accompagnement du processus.

FICHE DE RENSEIGNEMENT

Date :

Nom de l'institution/structure :

Prénom nom et fonction de la personne ayant rempli la fiche :

I. Situation générale du personnel technique

Effectifs par spécialité

Spécialité	Nombre
Agronomies	
Elevage	
Eaux et forêts	
Agro économie	
Administration	
Finance comptabilité	
Autres	

Répartition des effectifs par niveau

Niveau	Nombre
Doctorat	
Master BAC+5	
Licence BAC+4	
Technicien BAC+2	
Technicien DEF+4	
Autres	

Répartition des effectifs selon les départements/divisions existants

Total

Désignation du département /division	Nombre

Par niveau

Désignation du département /division	Nombre par niveau				
	Doctorat	Master	Licence	technicien	Autre

Spécialité agro économie

Désignation du département /division	Nombre

Age moyen du personnel : _____

Statut du personnel

Statut	Nombre
Fonctionnaire	
Conventionnaire	
Autres	

Durée moyenne du personnel dans la fonction : _____

II. Besoins nouveaux en spécialiste de profil agro économie (potentiels)

Nombre par niveau

Niveau	Nombre
Doctorat	
Master BAC+5	
Licence BAC+3	

Nombre par division/département.

Désignation du département /division	Nombre

Grandes thématiques de formation

Thématique	Oui	Non
1. Economie du développement Agricole		
2. Economie agricole et agroalimentaire		
3. Economie et gestion des projets de développement agricole et rural		
4. Economie de l'environnement et des ressources naturelles		
5. Analyse statistique et économétrique des données		
6. Conception et gestion de base de données informatisées		
7. Prix, Marché, et commerce international des produits agricoles et agroalimentaires		
8. Etude socio- économique dans les secteurs de l'économie rurale		
9. Finance et comptabilité des entreprises agricoles et agroalimentaires		
10. Analyse et évaluation de politiques économiques dans le secteur agricoles et para- agricoles		
11. Conception et gestion de systèmes d'informations		
12. Planification et suivi- évaluation des projets de développement agricole et rural		

Facteurs influençant le recrutement des agro économistes

Fréquence des recrutements d'agro économistes sur les 5 dernières années

III. Besoins de renforcement de capacités en agro économie du personnel en fonction

Nombre par niveau (Docteur, Master, licence,

Niveau	Nombre
Doctorat	
Master BAC+5	
Licence BAC+3	

Grandes thématiques de renforcement de capacités

Désignation spécialité	Oui	Non
1. Economie du développement		
2. Economie agricole et agroalimentaire		
3. Economie et gestion des projets de développement agricole et rural		
4. Economie de l'environnement et des ressources naturelles		
5. Analyse statistique et économétrique des données		
6. Conception et gestion de base de données informatisées		
7. Prix, Marché, et commerce international des produits agricoles et agroalimentaires		
8. Etude socio- économique dans les secteurs de l'économie rurale		
9. Finance et comptabilité des entreprises agricoles et agroalimentaires		
10. Analyse et évaluation de politiques économiques dans le secteur agricoles et para- agricoles		
11. Conception et gestion de systèmes d'informations		
12. Planification et suivi- évaluation des projets de développement agricole et rural		

Nombre par division/département

Désignation du département /division	Nombre

IV. Suggestions et recommandations à l'endroit du projet

FICHE D'ENQUETE JEUNE DIPLOME AGRO ECONOMISTE SANS EMPLOI

I. IDENTITE

Prénom :

Nom :

Age :

Statut matrimonial :

Marié célibataire

Nombre d'enfants :

Contacts

E-mail :

Tel :

Cel :

Adresse complète et permanente

.....
.....
.....
.....

II. FORMATION

Niveau

BAC + 4 Master (BAC +5) Doctorat

Spécialité :

Agro économie

Autre à préciser

- 1.....
- 2.....
- 3.....
- 4.....

Stages ou autres perfectionnement pratiqués sur les trois dernières années

Thème	Lieu	Durée

Domaine spécifique de compétence avérée :

- 1.....
- 2.....
- 3.....
- 4.....

III. EMPLOIS

1. Depuis la fin de vos études quels emplois avez-vous déjà eu à exercer ?

A l'extérieur du Mali

.....
.....
.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

7.Êtes vous prêt à rejoindre l'équipe d'enseignants du futur programme de formation en agro économie de l'IPR/IFRA de Katibougou?

Oui Non

Si oui à quelles conditions ?

- 1.....
- 2.....
- 3.....
- 4.....

8. Quelles suggestions faite vous pour l'ouverture de la filière agro économie à l'IPR/IFRA ?

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

FICHE DE RENSEIGNEMENT FORMATEUR

I. IDENTITE

Prénom :

Nom :

Age :

Statut matrimonial :

Marié célibataire

Nombre d'enfants :

Contacts

E-mail :

Tel :

Cel :

Adresse complète et permanente

.....
.....
.....
.....

II. FORMATION

Niveau

BAC + 4 Master (BAC +5) Doctorat

Spécialité :

Agro économie

Autre à préciser

1.....

2.....

3.....

4.....

Stages ou autres perfectionnement pratiqués sur les trois dernières années

Thème	Lieu	Durée

Domaine spécifique de compétence avérée :

1.....

2.....

3.....

4.....

III. ACTIVITES

Domaine :

Administration Enseignement Consultation
Autres à préciser :

.....
.....
.....

Statut

Fonctionnaire Contractuel Privé
International

Service d'appartenance :.....

Poste occupé actuellement :.....

Nombre d'année de service :.....

IV. IMPLICABILITE DANS LE PROGRAMME DE FORMATION EN AGRO ECONOMIE DE L'IPR/IFRA DE KATIBOUGOU

Avez-vous jamais pratiqué précédemment l'enseignement ?

Oui Non

Si oui

Quand ?

Où ?

A quel niveau ? Supérieur
Secondaire

Autres à préciser :
.....
.....
.....

Quels commentaires en faite vous de cette expériences ? (notamment les difficultés rencontrées)

.....
.....
.....
.....
.....

Parmi les spécialités de l'agro économie ci dessous dans lesquelles vous sentez vous capable de dispenser des cours ? (Cocher en face)

Economie du développement

Economie agricole et agroalimentaire

.....

- Economie et gestion des projets de développement agricole et rural
- Economie de l'environnement et des ressources naturelles
- Analyse statistique et économétrie des données
- Conception et gestion de base de données informatisées
- Prix, Marché, et commerce international des produits agricoles et agroalimentaires
- Etude socio- économique dans les secteurs de l'économie rurale
- Finance et comptabilité des entreprises agricoles et agroalimentaires
- Analyse et évaluation de politiques économiques dans le secteur agricoles et para-agricoles
- Conception et gestion de systèmes d'informations
- Planification et suivi- évaluation des projets de développement agricole et rural

Êtes-vous disposé à dispenser ces cours à court terme à l'IPR/IFRA de Katibougou ?

Oui Non

Si oui

Quelles sont les conditions pratiques que vous exigez pour assurer l'enseignement de ces cours ?

En ce qui concerne la rémunération

Sous forme d'heure supplémentaire au taux officiel en vigueur

Sous forme de salaire mensuel équivalent au volume horaire effectué

Autres à préciser :

En ce qui concerne le statut
 Permanent Vacatariat

Autres

En ce qui concerne le transport

Par le moyen de locomotion personnel

Par la navette de l'IPR/IFRA

Autres à préciser

Je soussigné atteste que les informations ci dessus sont exactes et conformes à mes vœux.

Bamako le 2009

Signature

Annexe 5 : Fiches techniques des grandes thématiques de formation en agro économie

FICHE TECHNIQUE 1

1. INTITULE	ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE
2. GROUPE CIBLE	SC,IR,CT,ONG,OP,BE
3. COMPETENCES VISEES	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des théories du développement ; • Connaissance des différentes dimensions du développement (population, genre etc.) • Notion de croissance économique et croissance agricole ; • Etude du développement agricole et agroalimentaire • Développement agricole dans le contexte de la décentralisation • Connaissance de l'ensemble des questions liées à l'économie agricole et agro alimentaire
4. COMPOSANTES ET CONTENUS INDICATIFS	
	1. Economie du développement
	Théorie et modèle de développement ;
	Population et développement Agricole ;
	Financement du développement agricole ;
	Décentralisation, développement local et développement agricole ;
	Genre et développement.
	2.Economie agricole et agroalimentaire
	Les interactions agriculture économie ;
	Les facteurs de production agricole (définition, typologie cadre d'analyse, notion de rendement agricole) ;
	Les systèmes de production agricole (concept typologie et principes de caractérisation) ;
	Le compte d'exploitation agricole (définition, éléments constitutifs, utilisation) ;
	L'offre et la demande en produits agricoles (définition, loi de l'offre et de la demande, principes de l'élasticité) ;
	La sécurité alimentaire (concept, composantes,) ;
	L'analyse des filières des produits agricoles et les décisions de politique agricole et alimentaire (concept ; principes de repérage ; analyse de filières) ;
	La loi d'Orientation Agricole du Mali (concept, enjeux, processus d'élaboration, questions foncières, contenu etc.) ;

FICHE TECHNIQUE 2

1. INTITULE	ECONOMIE, PLANIFICATION ET GESTION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET RURAL
2. GROUPE CIBLE	SC,ODR,PP,CT,ONG,OP
3. COMPETENCES VISEES	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des théories de la planification et de la programmation ; • Connaissance des systèmes de planification ; • Connaissance de la typologie des plans ; • maitrise des techniques de planification ; • Connaissance de la programmation budgétaire • Connaissance du cycle de gestion des projets/programmes • Connaissance des méthodes de gestion efficace des projets/programmes ; • Reconnaissance des voies de financement des projets/programmes ; • maitrise de la méthodologie d'analyse de la rentabilité économique et financière des projets/programmes • Connaissance de l'étude d'impact des projets/programmes.
4. COMPOSANTES ET CONTENUS INDICATIFS	
	1. Planification et programmation des actions de développement
	Les définitions de base ;
	Les éléments caractéristiques d'un système de planification ;
	La typologie des plans ;
	Les techniques de planification ;
	La mise en place d'un système de programmation des activités performant ;
	.La prospection de la production agricole ;
	La programmation et la gestion Budgétaire (budget programme et CDMT).
	2. Economie et gestion des projets/programmes de développement agricole et rural
	Introduction aux projets/programmes de développement agricole et rural ;
	Cycle de gestion des projets/programmes de développement agricole et rural ;
	Management des projets/programmes de développement agricole et rural ;
	Financement des projets/programmes de développement agricole et rural ;
	Analyse de la rentabilité économique et financière des projets/programmes de développement agricole et rural ;
	Evaluation d'impact des projets/programmes de développement agricole et rural.

FICHE TECHNIQUE 3

1. INTITULE	ETUDE SOCIO- ECONOMIQUE DANS LES SECTEURS DE L'ECONOMIE RURALE
2. GROUPE CIBLE	SC,ODR,PP,EP,ONG,OP,BSFD,BE IR,
3. COMPETENCES VISEES	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des théories en recherche sociale et économique ; • Connaissance des outils théoriques et pratiques de la recherche en sciences sociales et économiques ; • Initiation aux techniques de diagnostic et d'analyse de la situation de référence afin de proposer des solutions
4. COMPOSANTES ET CONTENUS INDICATIFS	
	1. Méthodologie de recherche en sciences sociale et économique
	Les concepts, les méthodes et outils en sciences sociales ;
	Les hypothèses, les concepts et théories en sciences sociales ;
	La méthodologie d'élaboration de protocole de recherche ;
	Les techniques de recherche de financement.
	2. Techniques de conduite des études socio économiques
	Diagnostic en milieu rural MARP DGP, PIPO, etc.
	Méthodes de collecte de données (Revue documentaire et collecte de données primaires échantillonnage ,Enquête de terrain ,focus groupe, interview et entretiens semis structurés, entretiens institutionnels,
	Outils/supports de collectes de données (Guide d'entretien, questionnaire d'enquête, grille d'interview etc),
	Traitement des données (traitement manuel, grille de traitement, utilisation de logiciels professionnels SPSS etc)
	Système de rapportage
	Utilisation des résultats de l'étude socio économique pour l'identification des axes de développement et la formulation des projets de développement

FICHE TECHNIQUE 4

1. INTITULE	MANAGEMENT DES ENTREPRISES AGRICOLES ET AGROALIMENTAIRES ET AGRI BUSINESS
2. GROUPE CIBLE	SC,ODR,PP,EP,ONG,OP,BSFD,BE
3. COMPETENCES VISEES	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance de l'agri business et de l'ensemble de ses facteurs. • Maîtrise des techniques de gestion d'entreprise • Connaissance du marketing des entreprises • Connaissance du diagnostic d'entreprise
4. CONTENU INDICATIF	
	1. Agri business et développement agricole et agro alimentaire
	Agri business et technologie agricole et agro alimentaire ;
	Agri- business et maîtrise des filières de commercialisation ;
	Qualité et aptitudes technologiques des produits agricoles ;
	Valorisation agricole et agro-alimentaire.
	2. Management des entreprises agricole et agro alimentaire
	Stratégie d'entreprise ;
	Gestion de la production ;
	Gestion des ressources humaines ;
	Gestion financière et comptable ;
	Gestion du matériel ;
	Stratégie de marketing ;

Diagnostic d'entreprise.

FICHE TECHNIQUE 5

1. INTITULE	ANALYSE ET EVALUATION DE POLITIQUES ECONOMIQUES DANS LES SECTEURS AGRICOLE ET PARA-AGRICOLE
2. GROUPE CIBLE	SC,ODR,PP,CT,ONG,OP
3. COMPETENCES VISEES	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance de la typologie des politiques publiques • maitrise des approches de mise au point d'exécution et de suivi évaluation de politiques agricoles ; • Connaissance de la modélisation mathématique et son utilisation pour les prises de décision • Connaissance de la matrice d'analyse de politiques
4. CONTENU INDICATIF	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les politiques publiques et le développement agricole ; 2. L'élaboration, la mise en œuvre et le suivi évaluation de Politique Agricole ; 3. La modélisation mathématique pour les prises de décision ; 4. L'utilisation de l'analyse de filière pour l'analyse de politiques agricoles ; 5. La matrice d'analyse des Politiques Agricoles.

FICHE TECHNIQUE 6

1. INTITULE	FINANCEMENT DES ENTREPRISES AGRICOLES ET AGRO ALIMENTAIRES
2. GROUPE CIBLE	CT,EP,ONG,OP,BSFD,BE ODR
3. COMPETENCES VISEES	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance de la micro finance et des IMF ; • Connaissance des conditions des IMF • Connaissance des micros entreprises ; • Connaissance du crédit agricole.
4. COMPOSANTES ET CONTENUS INDICATIFS	<ol style="list-style-type: none"> 1. Micro finance et micro entreprises <ul style="list-style-type: none"> Généralité sur la micro finance ; Les institutions de Micro finance ; Les micros crédits en agriculture ; Les liens entre micro finance et micro entreprise ; Les approches d'analyse d'impact des micro finances. 2. Crédit agricole <ul style="list-style-type: none"> concept, typologie, modalités d'accès, mécanismes et institutions Conditions des crédits agricoles ; Risques liés a la production agricole Risques liés au crédit agricole

FICHE TECHNIQUE 7

1. INTITULE	DYNAMIQUE DES ORGANISATIONS EN MILIEU RURAL DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF ET VULGARISATION AGRICOLE
2. GROUPE CIBLE	SC,OP,IR,ODR,PP,CT,ONG,BE
3. COMPETENCES VISEES	<ul style="list-style-type: none">• Connaissance de la dynamique des organisations en milieu rural• Connaissance de la théorie de la communication et de la pédagogie• Connaissance des théories de la vulgarisation et du conseil agricole• Connaissance des OP
4. COMPOSANTES ET CONTENUS INDICATIFS	
	1. Dynamique des organisations en milieu rural
	L'alphabétisation fonctionnelle ;
	La structuration des OP ;
	La gestion des excédents céréaliers des OP ;
	Le fonctionnement institutionnel d'une OP ;
	La comptabilité et gestion générale d'une OP ;
	La gestion du crédit et des intrants dans une OP.
	2. Développement participatif et vulgarisation agricole
	Théorie de la Communication et de la pédagogie pour adulte ;
	Vulgarisation et conseil agricole ;
	Rôles des Organisations Paysannes, Plate-forme.

FICHE TECHNIQUE 8

1. INTITULE	ANALYSE DES CHAINES DE VALEUR DES PRODUITS AGRICOLES
2. GROUPE CIBLE	SC, IR, ODR, PP, EP, ONG, OP, BSFD, BE
3. COMPETENCES VISEES	<ul style="list-style-type: none">• Connaissance de l'approche filière ;• Connaissance de la théorie et des procédures de l'analyse des chaînes de valeur ;• Connaissance des théories et de l'analyse économique du marché• Connaissance des méthodes d'analyse du marché• Maitrise de l'analyse des filières et de la modélisation sectorielle• Maitrise du commerce international
4. CONTENU INDICATIF	<ol style="list-style-type: none">1. Introduction, Historique ;2. Cadre de l'analyse des chaînes de valeur ;3. Soutien du développement de l'agro entreprise et de la valeur ajoutée ;4. Marketing ;5. Impact sur la pauvreté. <ol style="list-style-type: none">1. Théorie et analyses économiques du marché ;2. Théorie sociologiques du marché ;3. Méthodes d'analyse des performances d'un marché ;4. Analyse des filières et modélisation sectorielle ;5. Promotion et marketing des produits agricoles ;6. Commerce international.

FICHE TECHNIQUE 9

1. INTITULE	ECONOMIE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET IMPACT SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE LA PAUVRETE ET L'ENVIRONNEMENT
2. GROUPE CIBLE	SC, IR, ODR, PP, ONG
3. COMPETENCES VISEES	<ul style="list-style-type: none">• Connaissance générale sur les nouvelles technologies (OGM ,techniques améliorées conventionnelles, systèmes d'irrigation mécanisation agricole etc)• Connaissance des acteurs impliqués• Connaissance des enjeux et réglementations• Connaissance de l'impact de chaque technologie nouvelle sur la sécurité alimentaire, la pauvreté et l'environnement
4. COMPOSANTES ET CONTENUS INDICATIFS	
	1. OGM
	L'importance des OGM, la distribution des superficies mondiales des OGM ;
	Les principales cultures OGM, les Pays Producteurs/Exportateurs ;
	Les multinationales et OGM les barrières, Contrôle, Droits (Multinationales) ;
	Les enjeux, la réglementation, la législation.
	2. Autres technologies nouvelles
	Origine ,niveau d'adoption
	Impacts sur la production agricole
	Acteurs

FICHE TECHNIQUE 10

1. INTITULE	GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT
2. GROUPE CIBLE	IR, ODR, PP, CT, ONG, BE
3. COMPETENCES VISEES	<ul style="list-style-type: none">• Connaissance de la gestion des ressources naturelles• Connaissance de l'économie de l'environnement
4. CONTENU INDICATIF	
	1. La gestion des ressources naturelles en propriété privée ;
	2. La prise en compte des impacts environnementaux localisés ;
	3. La dimension de bien commun de l'environnement ;
	4. L'évaluation des biens environnementaux ;
	5. Régulation environnementale ;
	6. Les problèmes environnementaux globaux.

FICHE TECHNIQUE 11

1. INTITULE	TECHNIQUES DE COMMUNICATION
2. GROUPE CIBLE	EP,ODR,PP,OP,BE
3. COMPETENCES VISEES	Analyste en technique de communication des entreprises
4. CONTENU INDICATIF	
	1. Théorie de la communication
	2. Stratégies de la communication
	3. Gestion et communication au niveau des entreprises agricoles
	4. Impact de la communication sur les entreprises agricoles

FICHE TECHNIQUE 12

1. INTITULE	CONCEPTION ET GESTION DE BASE DE DONNEES INFORMATISEES
2. GROUPE CIBLE	EP,ODR,PP,OP,BE
3. COMPETENCES VISEES	Maîtrise de la gestion de base de données des entreprises agricole cette formation fournit aux participants les connaissances et les compétences nécessaires pour administrer une base de données
4. CONTENU INDICATIF	
	1. Installer et configurer SQL Server
	2. Gérer les fichiers de base de données
	3. Sauvegarder et restaurer les bases de données Gérer la sécurité
	4. Importer et exporter des données
	5. Automatiser les tâches d'administration
	6. Répliquer des données Maintenir une haute disponibilité Surveiller l'activité de SQL Server

ANNEXE 6 : LISTE ET CARACTERISTIQUES DU NOYAU DE FUTURS ENSEIGNANTS POTENTIELS DANS LE PROGRAMME DE FORMATION

Prénom nom	Age (ans)	Niveau de formation	Spécialité	Domaine D'activité	Statut Professionnel	Service D'appartenance	Nombre D'année	Antécédent De formateur	Disponibilité	Module Souhaité Sur La Liste	Statut souhaité	Contact
1. Ibrahima KONE	42	Master	Agr éco	Adm	Fonct	DNP D	10	Néant	Favrl.	M1, M3, M10	Vacataire	koibrahima@yahoo.fr 2025339 ; 763 08279
2. Bramma KEITA	59	Doctorat	Agr éco	Adm Ense i Consult	Fonct	PAS AOP	26	1982 RFA	Favrl.	M1, M3, M5, M7, M8, M10 M12	Vacataire	bkeita@pasaop.gov.ml 20214807 ; 66749436

Contact	Statut souhaité	Module Souhaité Sur La liste	Disponibilité	Antécédent De formateur	Nombre D'année	Service D'appartenance	Statut Professionnel	Domaine D'activité	Spécialité	Niveau de formation	Age (ans)	Prénom nom
abdoulaye.djoli ba@yahoo.fr	Vacataire	M2, M12	Fav bl.	Néant	24	APC AM	Fon ct	Adm cons ult	Agr o éco	Mast er	51	Abdou layeK EITA
yousouftraor@ yahoo.fr	Non indi qué	M1, M2, M3,M 5, M6, M8 M12	Fav bl.	1986- 1992 univers ité Sofia Bulgari e		privé	Ind ep	Cons ult	Agr o éco	Doct orat	48	Yous ouf TRAO RE
traormodibo@Y ahoo.fr 20237044 ; 76039317	Non indi qué	M1	Fav bl.	1983 INRA France Ensei FSEG	23	FSE G	Fon ct	Ense i	Agr o éco	Doct orat	50	Modib o TRAO RE
babgent@yahoo .fr	Vac atai re	M1,M 2	Fav bl.	FSEG depuis 1998	11	FSE G	Fon ct	Ense i	Agr o éco	Doct orat	43	Babac ar SOUM ARE
boubacarsy200 3@ yahoo.fr 7688485 ; 76388485	Vac atai re	M2,M 3	Fav bl.	FSEG depuis 1998	10	FSE G, CFAP	Fon ct	Ense i	Agr o éco	Doct orat	39	Bouba car SY
aliou@ml.refer. org 66966335		M2,M 3, M7, M8,M 10 M12	Fav bl.	FSEG	N/i	FSE G	Fon ct	Ense i	Agr o éco	Doct orat	48	Aliou Bama mou MAIG A
		M8,M 2, M3	Fav bl.	IPR	+20	IER/ Ecofi l	Fon ct	Rech	Agr o éco	Doct orat		Lamis sa DIAKI TE
			Fav bl.	Néant		MFE F	Fon ct	Adm	Agr o éco	Doct orat	56	Yacou ba COULI BALY
			Fav bl.	IPR	+20	IER/ Ecofi l	Fon ct	Rech	Agr o éco	Mast er		Alpha Ouma r KERNI A
										DESS	54	Baba COULI BALY

ANNEXE 7 : RESULTATS D'ENQUETES AUPRES D'UN GROUPE DE JEUNE DIPLOME AGRO ECONOMISTE

Prénom nom	Age	Formation				Emploi		Recherche d'emploi			Spécialité Agro eco =handi emploi	Prêt à rejoindre Le projet	Contact
		Lieu Année fin	Niveau	Option de spécial.	Autres stages	A l'ext	Au Mali	Nbre de fois	Nbre échec	Raisons Présumées			
1.Faira TRAORE	30	Algérie 2006	Master BAC+5	Statisti.	3	Néant	Stat Kafo jiginew	1=fonct P 3=privé	1=fonct	Place limitée	Non	Oui	
2.Abdoulaye MAIGA	29	Algérie 2007	Master BAC+5	ND	3	Gestion Entreprise Algérie	Consultant	1=privé	1=privé	favoritisme	Oui	Oui	
3. Mahamadou DIABY	29	Algérie 2007	Master BAC+5		1	Néant	PCDA	1 fonct	1=fonct P	Place limité	Non	Oui	Mahamadou12000@yahoo.fr Cel : 76355376
4.Boubacar DOUMBIA	29	Algérie 2006	Master BAC+5	Etude filières	3	Néant	IER/ICRAF	1=fonct P Plusieurs fois=privé	1=fonc P Plusieurs fois =privé	Place limitée	Non	Oui	Boubacardoumbfr@yahoo.fr Tel 20206110 Cel 73415672
5.Abdoulaye NIENTAO	28	Algérie 2007	Master BAC+5	Etude filières	3	Néant	IER/ECOFIL	1=fonc P 2=privé	1=fonc P 2=privé	Place limitée inexpérience	Oui	Oui	nientao@yahoo.fr cel : 79429485
6.Siaka DIABATE	32	Algérie 2005	DESS	gestion entrep.	3	Néant	Consultant	3=fonc P Plusieurs Fois=privé	3=fonc P		Non	Oui	Siakadiabate@yahoo.fr Cel : 66773549
7. Bourema KONE	38	Nd	DESS Actuel Doctorant	Econ socio rurale	1	Néant	Consultant	2=fonc P 4=privé	2=fonc P	Place limitée	Non	Oui	Kone_b@yahoo.fr